

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION GRANDANGOULEME

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE SEANCE DU 27 MAI 2021

Délibération
n° 2021.05.088

**Comptes
administratifs 2020
GrandAngoulême**

LE VINGT SEPT MAI DEUX MILLE VINGT ET UN à 17h30, les membres du conseil communautaire se sont réunis à l'Espace Carat - 54 Avenue Jean Mermoz 16340, L'Isle-d'Espagnac suivant la convocation qui leur a été adressée par Monsieur le Président.

Date d'envoi de la convocation : **21 mai 2021**

Secrétaire de séance : Catherine BREARD

Membres présents :

Sabrina AFGOUN, Michel ANDRIEUX, Joëlle AVERLAN, Marie-Henriette BEAUGENDRE, Eric BIOJOUT, Didier BOISSIER DESCOMBES, Jacky BONNET, Catherine BREARD, Michel BUISSON, Séverine CHEMINADE, Monique CHIRON, Jean-Claude COURARI, Françoise COUTANT, Fadilla DAHMANI, Serge DAVID, Véronique DE MAILLARD, Françoise DELAGE, Gérard DESAPHY, Gérard DEZIER, Chantal DOYEN-MORANGE, Valérie DUBOIS, Nathalie DULAIS, Denis DUROCHER, François ELIE, Karine FLEURANT-GASLONDE, Sophie FORT, Jean-Jacques FOURNIE, Maud FOURRIER, Bertrand GERARDI, Michel GERMANEAU, Hélène GINGAST, Fabienne GODICHAUD, Jérôme GRIMAL, Hervé GUICHET, Thierry HUREAU, Sandrine JOUINEAU, Francis LAURENT, Michaël LAVILLE, Raphaël MANZANAS, Annie MARC, Jean-Luc MARTIAL, Corinne MEYER, Benoît MIEGE-DECLERCQ, Pascal MONIER, Thierry MOTEAU, Isabelle MOUFFLET, François NEBOUT, Dominique PEREZ, Yannick PERONNET, Gilbert PIERRE-JUSTIN, Martine PINVILLE, Jean-Philippe POUSSET, Jean REVEREAULT, Martine RIGONDEAUD, Mireille RIOU, Gérard ROY, Zahra SEMANE, Anne-Marie TERRADE, Fabrice VERGNIER, Anne-Laure WILLAUMEZ-GUILLEMETEAU, Vincent YOU, Hassane ZIAT,

Ont donné pouvoir :

Brigitte BAPTISTE à Karine FLEURANT-GASLONDE, Minerve CALDERARI à Raphaël MANZANAS, Gérard LEFEVRE à Vincent YOU, Catherine REVEL à Véronique DE MAILLARD, Valérie SCHERMANN à Gérard DESAPHY, Roland VEAUX à Jean-Jacques FOURNIE, Zalissa ZOUNGRANA à Pascal MONIER

Excusé(s) :

Véronique ARLOT, Xavier BONNEFONT, Frédéric CROS, Jean-François DAURE, Jean-Luc FOUCHIER, Philippe VERGNAUD

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 27 MAI 2021**DELIBERATION
N° 2021.05.088**

FINANCES

Rapporteur : **Monsieur NEBOUT****COMPTES ADMINISTRATIFS 2020 GRANDANGOULEME**

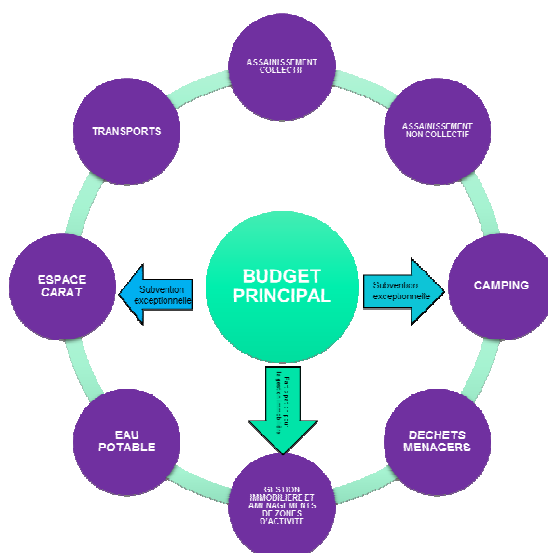
Le compte administratif est établi en fin d'exercice par le président de l'assemblée délibérante. Il retrace les mouvements effectifs de dépenses et de recettes de la collectivité.

Le compte administratif est ainsi le bilan financier de l'ordonnateur qui doit rendre compte annuellement des opérations budgétaires qu'il a exécutées.

Il constitue l'arrêté des comptes de la collectivité à la clôture de l'exercice budgétaire, qui intervient au plus tard le 30 juin de l'année N+1.

Il retrace toutes les recettes (y compris celles non titrées) et les dépenses réalisées au cours d'une année, y compris celles qui ont été engagées mais non mandatées (restes à réaliser).

GrandAngoulême dispose **de 9 budgets** :



- ✓ **un budget principal** qui comprend l'ensemble des recettes et des dépenses de l'établissement qui n'ont pas vocation à faire l'objet d'un budget annexe et qui permet notamment de gérer toutes les activités relevant de services publics administratifs.
- ✓ **8 budgets annexes** qui retracent les opérations budgétaires :
 - de certains services publics locaux industriels et commerciaux (SPIC) qui doivent s'équilibrer par les ressources liées à l'exploitation de l'activité comme le service de l'assainissement, de l'eau potable, de l'espace CARAT et du Camping. Pour ces deux derniers budgets annexes, compte tenu des exigences de service public et des investissements importants réalisés qui nécessiteraient une hausse excessive des tarifs, le budget principal verse une subvention exceptionnelle chaque année pour assurer leur équilibre.
 - de service public dont l'équilibre est lié à la perception d'une taxe ou redevance spéciale (déchets ménagers, transports)
 - des opérations d'aménagement de zones d'activités (aménagements de zones) et la gestion immobilière des locaux économiques (qui reçoit une participation du budget principal).

PRESENTATION CONSOLIDEE

Synthèse de l'exécution budgétaire 2020 – mouvements réels et d'ordre

Opérations réelles = opérations ayant donné lieu à mouvement de trésorerie

Opérations d'ordre = opérations ne donnant pas lieu à flux financiers et équilibrées entre elles

Dépenses totales de l'exercice 2020	209,6 M€
Dont fonctionnement	144,4 M€
Dont investissement	65,1 M€
Recettes totales de l'exercice 2020	242,5 M€
Dont fonctionnement	157,5 M€
Dont investissement	85,0 M€
Résultat de l'exercice 2020	32,9 M€
Reprise des résultats antérieurs	-13,5 M€
Dont fonctionnement	20,3 M€
Dont investissement	-33,7 M€
Résultat de clôture	19,4 M€

Au total, tous budgets confondus, la collectivité présente un résultat de clôture de 19 432 K€, un taux d'épargne brute de 18,5 % et un taux d'épargne nette de 13,3 %, pour un encours de dette global d'un peu plus de 95,4 M€, soit une capacité de désendettement de 3,5 années.

Les principaux agrégats, indicateurs et ratios

1	Dépenses réelles de fonctionnement	119,6 M€
2	Recettes réelles de fonctionnement	146,7 M€
3	Epargne brute (2 -1)	27,1 M€
4	Remboursement du capital de la dette	7,6 M€
5	Epargne nette (3 – 4)	19,5 M€
6	Dépenses d'équipement	46,5 M€
7	Encours de dette au 31/12	95,4 M€
8	Capacité de désendettement (7/3)	3,5 années

LE BUDGET PRINCIPAL**La synthèse de l'exécution budgétaire 2020 – mouvements réels et d'ordre**

En milliers d'€	BP 2020	BTV 2020	CA 2020	Taux réalisation
A - DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	81 743	83 297	74 319	
Dépenses réelles	73 302	75 738	70 335	92,9%
Dépenses ordre	8 441	7 559	3 985	
B - RECETTES DE FONCTIONNEMENT	81 743	83 297	80 302	
Recettes réelles	81 589	83 089	80 087	96,4%
Recettes d'ordre	154	208	215	
C- RESULTAT DE L'EXERCICE (B-A)			5 983	
D - Reprise des résultats antérieurs			3 846	
E - RESULTAT DE DE FONCTIONNEMENT (C+D)			9 829	
F - DEPENSES D'INVESTISSEMENT	36 032	33 576	18 690	
Dépenses réelles	35 078	32 568	18 465	56,7%
Dépenses ordre	954	1 008	224	
G - RECETTES D'INVESTISSEMENT	38 289	33 576	21 508	
Recettes réelles	29 048	25 218	17 515	69,5%
Recettes d'ordre	9 241	8 359	3 994	
H- RESULTAT DE L'EXERCICE (G-F)			2 819	
I - Reprise des résultats antérieurs			-7 809	
J – BESOIN DE FINANCEMENT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (H +I)			-4 990	
K - RESULTAT GLOBAL DE CLOTURE (E + J)			4 839	
Dépenses reportées - a			2 537	
Recettes reportées - b			2 671	
Résultat définitif global = K - a + b			4 973	

Le fonctionnement

→ Des dépenses réelles de fonctionnement réalisées à 92,9 % qui s'établissent à 70,3 M€ en progression de 1,9 % par rapport au CA 2019

→ Des recettes réelles de fonctionnement réalisées à 96,4 % qui s'élèvent à 80,1 M€ en progression de 3,8 % par rapport au CA 2018

→ Une épargne brute de 9,7 M€ en progression de 1 543 K€ par rapport au CA 2019 et qui représente 12,1 % des recettes réelles de fonctionnement

→ Des intérêts de la dette de 755 K€ en augmentation de 1,1 % par rapport à 2019

→ Une épargne nette de 5,6 M€ en progression de 26,5 % par rapport à 2019 et qui représente 7 % des recettes réelles de fonctionnement

L'investissement

→ Des dépenses d'investissement réalisées à 56,7 % qui s'établissent à 18,5 M€

- ✓ Une augmentation du remboursement en capital de 3,9 % à 4,3 M€ en raison de la progression de l'encours de dette de 2 M€ entre 2019 et 2020
- ✓ Des dépenses d'équipement de 14 186 K€ en 2020 réalisées à 69,4 % contre 16 519 K€ en 2019, soit une diminution de 2 333 K€ et de 14,1 %.
 - Dont 8,7 M€ pour les opérations incluses dans la PPI avec des opérations majeures comme l'aménagement du secteur gare, le photovoltaïque à Nautilus ou la réalisation du Barreau nord routier à Champniers, ou encore les opérations du plan local de l'habitat 2014-2020 et la production de logements sociaux.
 - Dont 1,1 M€ pour l'opération Crèches hors PPI pour la relocalisation sur 2 sites distincts (L'Isle d'Espagnac et Champniers) de la crèche des Poussins
 - Dont 4,4 M€ de dotations d'investissement qui correspondent essentiellement à des dépenses d'équipement et de grosses réparations sur le patrimoine de

Le financement des dépenses d'investissement a été réalisé de la façon suivante :

- Pour 1 487 K€ par des ressources propres, dont 1 303 K€ de FCTVA,
- Pour 1 745 K€ par des subventions,
- Pour 4 100 K€ par recours à l'emprunt
- Pour 5 589 K€ par l'épargne nette

Le résultat de clôture est un excédent de 4 839 K€.

L'endettement

Compte tenu d'un recours à l'emprunt de 4,1 M€ et d'un remboursement en capital quasiment à même hauteur, **l'encours de dette s'établit à fin 2020 à 52,1 M€ au budget principal.**

En terme de **capacité de désendettement** (ratio qui permet d'estimer en combien d'années la collectivité pourrait rembourser la totalité du capital de sa dette si elle y consacrait la totalité de son épargne brute), celui-ci s'établit à **5,3 années à fin 2020, contre 6,4 années fin 2019 et 5,6 années fin 2018**, soit une diminution en lien avec la stabilité de l'encours et l'amélioration de l'épargne.

LE BUDGET ANNEXE TRANSPORTS**La synthèse de l'exécution budgétaire 2020 – mouvements réels et d'ordre**

En milliers d'€	BP 2020	BTV 2020	CA 2020	Taux réalisation
A - DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	30 700	28 772	24 616	
Dépenses réelles	28 000	26 179	22 342	85,3%
Dépenses ordre	2 700	2 593	2 275	
B - RECETTES DE FONCTIONNEMENT	30 700	28 772	28 554	
Recettes réelles	30 635	28 664	28 446	99,2%
Recettes d'ordre	65	108	108	
C- RESULTAT DE L'EXERCICE (B-A)			3 938	
D - Reprise des résultats antérieurs			1 468	
E - RESULTAT DE DE FONCTIONNEMENT (C+D)			5 406	
F - DEPENSES D'INVESTISSEMENT	40 358	41 469	14 463	
Dépenses réelles	40 093	41 161	14 351	34,9%
dont opérations liées à la MO déléguée	8 000	1 180	172	14,6%
Dépenses ordre	265	308	112	
G - RECETTES D'INVESTISSEMENT	36 833	41 469	34 686	
Recettes réelles	33 933	38 676	32 408	83,8%
dont opérations liées à la MO déléguée	8 100	8 100	12 462	153,9%
Recettes d'ordre	2 900	2 793	2 278	
H- RESULTAT DE L'EXERCICE (G-F)			20 224	
I - Reprise des résultats antérieurs			-19 592	
J – BESOIN DE FINANCEMENT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (H +I)			632	
K - RESULTAT GLOBAL DE CLOTURE (E + J)			6 037	
Dépenses reportées - a			395	
Recettes reportées - b			4 076	
Résultat définitif global = K - a + b			9 718	

Le fonctionnement

→ Des dépenses réelles de fonctionnement réalisées à 85,3 % qui s'établissent à 22,3 M€ en diminution de 8,3 % par rapport au CA 2019 :

- A noter une diminution importante du chapitre 67 avec la fin des indemnisations au titre des travaux du BHNS
- Un versement de 0,5 M€ de fonds de concours pour le tunnel de la Gâtine
- 17,8 M€ au titre du contrat d'obligation de service public confié à la SPL STGA avec des avenants d'adaptation des prestations de desserte du réseau mais également en lien avec la crise sanitaire

→ Des recettes réelles de fonctionnement réalisées à 99,2 % qui s'élèvent à 28,4 M€ en augmentation de 2,2 % par rapport au CA 2019

- Des recettes reversées par la STGA pour 3,1 M€, en baisse de 0,6 M€ et de 16,2 %
- Un produit du VT de 19,5 M€, en baisse de 1,2 M€ et de 5,8 %
- De la dotation de compensation de la Région de 1,8 M€ avec un rattrapage au titre des années antérieures

→ Une épargne brute de 6,1 M€, en hausse de 2,7 M€ par rapport au CA 2019, et qui représente 21,5 % des recettes réelles de fonctionnement

→ Des intérêts de la dette de 391 K€

→ Une épargne nette de 5,3 M€, en augmentation de 2,6 M€, et qui représente 18,6 % des recettes réelles de fonctionnement.

L'investissement

→ Des dépenses d'investissement réalisées à 35 % qui s'établissent à 14 351 K€, en baisse de 37 438 K€ en lien avec la fin de la phase 1 du BHNS

Communauté d'Agglomération du Grand Angoulême

- A noter des avances de seulement 171,8 K€ en lien avec la délégation de maîtrise d'ouvrage à la SPL GAMA
- Des travaux BHNS pour 11 390 K€, dont 278 K€ pour des acquisitions de véhicules et 11 103 K€ de travaux
- Des acquisitions de minibus pour 510 K€ et de vélos pour 210 K€
- du remboursement du capital de la dette pour 816,7 K€

Le financement des dépenses d'investissement a été réalisé de la façon suivante :

- ➔ Pour 1 562 K€ par des subventions,
- ➔ Pour 1 600 K€ par recours à une avance remboursable de l'Etat
- ➔ Pour 16 067 K€ par l'affectation d'excédents
- ➔ Pour 5 287 K€ par l'épargne nette

Le résultat de clôture est un excédent de 6 037 K€.

L'endettement

Compte tenu d'un recours à l'emprunt de 1 600 K€ et d'un remboursement en capital de 817 K€, **l'encours de dette s'établit à fin 2020 à 24 608 K€** au budget annexe Transports.

En termes de capacité de désendettement, celui-ci s'établit à 4 années à fin 2020.

LE BUDGET ANNEXE DECHETS MENAGERS**La synthèse de l'exécution budgétaire 2020 – mouvements réels et d'ordre**

En milliers d'€	BP 2020	BTM 2020	CA 2020	Taux réalisation
A - DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	22 949	22 730	16 543	
Dépenses réelles	16 179	16 563	15 116	91,3%
Dépenses ordre	6 770	6 167	1 427	
B - RECETTES DE FONCTIONNEMENT	22 949	22 730	17 891	
Recettes réelles	22 949	22 729	17 890	78,7%
Recettes d'ordre	0	1	1	
C- RESULTAT DE L'EXERCICE (B-A)			1 348	
D - Reprise des résultats antérieurs			5 433	
E - RESULTAT DE DE FONCTIONNEMENT (C+D)			6 781	
F - DEPENSES D'INVESTISSEMENT	7 870	9 023	3 152	
Dépenses réelles	7 733	8 885	3 148	35,4%
Dépenses ordre	137	138	4	
G - RECETTES D'INVESTISSEMENT	9 500	9 023	4 281	
Recettes réelles	2 593	2 719	2 850	104,8%
Recettes d'ordre	6 907	6 304	1 430	
H- RESULTAT DE L'EXERCICE (G-F)			1 129	
I - Reprise des résultats antérieurs			25	
J – BESOIN DE FINANCEMENT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (H +I)			1 154	
K - RESULTAT GLOBAL DE CLOTURE (E + J)			7 935	
Dépenses reportées - a			1 610	
Recettes reportées - b			0	
Résultat définitif global = K - a + b			6 324	

Le fonctionnement

→ Des dépenses réelles de fonctionnement réalisées à 91,3 % qui s'établissent à 15,1 M€ en baisse de 2,1 % par rapport au CA 2019 :

- A noter une légère baisse des charges à caractère général (2,9 M€ contre 3,3 M€ en 2019)
- Des charges de personnel en progression de 2,4 % à 8,2 M€, en lien avec les remplacements des agents vulnérables, la prime COVID et la révision du temps de travail autorisant le paiement à 100 % des heures supplémentaires
- Des charges de gestion courante en légère diminution de -0,3 % en lien avec la participation à Calitom

→ Des recettes réelles de fonctionnement réalisées à 78,7 % qui s'élèvent à 17,9 M€ 18,8 M€ en baisse de 5 % par rapport au CA 2019

- Une baisse de 390 K€ du produit de la redevance spéciale, soit -27,3 % à 1 038 K€ en lien avec les mesures exceptionnelles liées à la pandémie
- Le produit de la TEOM qui s'établit pour 2020 à 16 522 K€, soit une baisse de 0,1 %

→ Une épargne brute et nette de 2,8 M€, en baisse de 0,6 M€ et qui représente 15,5 % des recettes réelles de fonctionnement

L'investissement

→ Des dépenses d'investissement réalisées à 35,4 % (56,8 % hors provision) qui s'établissent à 3 148 K€, en diminution de 2 290 K€ et de 42 % par rapport à 2019

- 962 K€ consacré à la déchetterie de Brébonzat, soit près de 31 % des dépenses d'investissement
- Des acquisitions de véhicules pour 929 K€ et de deux bâtiments à usage de déchetteries (Dirac et Mouthiers) pour 490 K€

- Des travaux pour 334 K€ : douches au centre technique, mise aux normes ICPE et amélioration des accès aux entrées de déchetteries

Le financement des dépenses d'investissement a été réalisé de la façon suivante :

- ➔ Pour 1 605 K€ par l'excédent antérieur capitalisé,
- ➔ Pour 2 775 K€ par l'épargne nette
- ➔ Pour 592 K€ par des ressources propres (FCTVA)
- ➔ Pour 522 K€ par une subvention du Département pour la déchetterie de Brébonzat

Le résultat de clôture est un excédent de 7 935 K€.

L'endettement

A fin 2020, il n'y a **aucun encours de dette** sur le budget annexe Déchets ménagers.

La synthèse de l'exécution budgétaire 2020 – mouvements réels et d'ordre

En milliers d'€	BP 2020	BTV 2020	CA 2020	Taux réalisation
A - DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	11 316	14 487	11 632	
Dépenses réelles	6 770	9 248	8 222	88,9%
Dépenses ordre	4 546	5 239	3 410	
B - RECETTES DE FONCTIONNEMENT	11 316	14 487	13 163	
Recettes réelles	10 826	13 892	12 596	90,7%
Recettes d'ordre	490	595	567	
C- RESULTAT DE L'EXERCICE (B-A)			1 530	
D - Reprise des résultats antérieurs			1 820	
E - RESULTAT DE DE FONCTIONNEMENT (C+D)			3 350	
F - DEPENSES D'INVESTISSEMENT	13 232	12 823	7 506	
Dépenses réelles	12 642	12 128	6 938	57,2%
Dépenses ordre	590	695	568	
G - RECETTES D'INVESTISSEMENT	13 691	12 823	8 318	
Recettes réelles	9 045	7 484	4 907	65,6%
Recettes d'ordre	4 646	5 339	3 411	
H- RESULTAT DE L'EXERCICE (G-F)			812	
I - Reprise des résultats antérieurs			-2 426	
J – BESOIN DE FINANCEMENT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (H +I)			-1 614	
K - RESULTAT GLOBAL DE CLOTURE (E + J)			1 736	
Dépenses reportées - a			861	
Recettes reportées - b			1 527	
Résultat définitif global = K - a + b			2 402	

Le fonctionnement

→ Des dépenses réelles de fonctionnement réalisées à 89 % qui s'établissent à 6 077 K€, stables par rapport à 2019 après retraitement d'une écriture exceptionnelle en dépenses / recettes de 2 145 K€.

- A noter une baisse des charges financières, à 478 K€ contre 526 K€ en 2019
- Des charges de personnel en progression de 4,2 % à 2,7 M€, en lien avec le versement de prime exceptionnelle COVID et le paiement à 100 % des heures supplémentaires
- Des charges à caractère général en baisse de 1,7 % par rapport à 2019

→ Des recettes réelles de fonctionnement réalisées à près de 91 % qui s'élèvent à 10 451 K€ après retraitement, en baisse de 2,1 % par rapport à 2019 :

- Une baisse du produit de la redevance d'assainissement de 3,9 % à 8 637 K€
- Une baisse des taxes de raccordement et contrôle de branchement
- Une augmentation de la redevance pour modernisation du réseau

A noter que les tarifs 2020 de la redevance de l'assainissement collectif ont été maintenus sur l'ensemble des communes où le service est exercé en régie (94% des abonnés) et alignés à la baisse pour les communes gérées en délégation de service public.

→ Une épargne brute de 4,4 M€ en baisse par rapport à 2019 et qui représente près de 42 % des recettes réelles de fonctionnement

→ Une épargne nette de 2,9 M€, en baisse de 6,5 % et qui représente près de 28 % des recettes réelles de fonctionnement

L'investissement

→ Des dépenses d'investissement réalisées à 57,2 % qui s'établissent à 6 938 K€ en diminution de 3 323 K€ et de 32 % par rapport à 2019

- Les programmes de travaux d'extensions et de réhabilitations des années 2018 à 2020 pour 2 304 K€
- les travaux de la STEP de Vindelle pour 1 302 K€. L'autorisation de programme de 2 600 K€ est ainsi réalisée à 51 %.

Communauté d'Agglomération du Grand Angoulême

- la réalisation du schéma directeur d'assainissement pour 121 K€.
- la STEP de Marsac pour 74 K€, avec une opération quasiment achevée
- le démarrage de 146 K€ pour la réhabilitation des Planes à Saint-Yrieix avec 146 K€

Le financement des dépenses d'investissement a été réalisé de la façon suivante :

- ➔ Pour 2,9 M€ par l'épargne nette
- ➔ Pour 2 884 K€ par l'affectation de l'excédent antérieur reporté)
- ➔ Pour 2 M€ par un emprunt réalisé auprès de Arkéa à taux fixe 0,57 % sur 20 ans

Le résultat de clôture est un excédent de 1 736 K€.

L'endettement

A fin 2020, **l'encours de dette est de 18,86 M€** sur le budget annexe Assainissement collectif et la **capacité de désendettement est de 4,3 années**.

LE BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF (SPANC)**La synthèse de l'exécution budgétaire 2020 – mouvements réels et d'ordre**

En milliers d'€	BP 2020	BTV 2020	CA 2020	Taux réalisation
A - DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	324	374	300	
Dépenses réelles	320	369	295	79,9%
Dépenses ordre	4	5	5	
B - RECETTES DE FONCTIONNEMENT	887	887	233	
Recettes réelles	886	886	232	26,2%
Recettes d'ordre	1	1	1	
C- RESULTAT DE L'EXERCICE (B-A)			-67	
D - Reprise des résultats antérieurs			616	
E - RESULTAT DE DE FONCTIONNEMENT (C+D)			549	
F - DEPENSES D'INVESTISSEMENT	4	4	1	
Dépenses réelles	3	3	0	0,0%
Dépenses ordre	1	1	1	
G - RECETTES D'INVESTISSEMENT	18	19	8	
Recettes réelles	13	13	3	
Recettes d'ordre	4	5	5	
H- RESULTAT DE L'EXERCICE (G-F)			7	
I - Reprise des résultats antérieurs			13	
J – BESOIN DE FINANCEMENT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (H +I)			20	
K - RESULTAT GLOBAL DE CLOTURE (E + J)			570	
Dépenses reportées - a			0	
Recettes reportées - b			0	
Résultat définitif global = K - a + b			570	

Le fonctionnement

➔ Des dépenses réelles de fonctionnement réalisées à près de 80 % qui s'établissent à 295 K€, en hausse de 66 K€ et de 29 % par rapport au CA 2019 :

- Des charges de gestion en hausse de 32 K€, en lien avec la contribution à la maintenance du logiciel Anémone
- Une hausse des dépenses de personnel de 35,3 K€ et de 20 %, avec le recrutement d'un agent à compter d'avril 2020 et un remplacement de longue durée au 2^{ème} semestre

➔ Des recettes réelles de fonctionnement réalisées à 26,2 % (86 % hors résultat antérieur reporté) qui s'établissent à 232 K€, en baisse de 57 K€ par rapport à 20198 :

- Des produits du service de 230 K€, en baisse de 36 K€ et de 13,5 %,
- L'absence de subventions, soit une baisse de 20 K€

L'investissement

Aucune dépense d'investissement n'a été réalisée en 2020

Le résultat de clôture est un excédent de 570 K€.

LE BUDGET ANNEXE EAU POTABLE**La synthèse de l'exécution budgétaire 2020 – mouvements réels et d'ordre**

En milliers d'€	BP 2020	BTV 2020	CA 2020	Taux réalisation
A - DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	9 692	10 052	3 193	
Dépenses réelles	1 135	1 248	1 008	80,8%
Dépenses ordre	8 557	8 804	2 185	
B - RECETTES DE FONCTIONNEMENT	9 692	10 052	3 082	
Recettes réelles	9 616	9 616	2 719	28,3%
Recettes d'ordre	76	436	363	
C- RESULTAT DE L'EXERCICE (B-A)			-111	
D - Reprise des résultats antérieurs			7 079	
E - RESULTAT DE DE FONCTIONNEMENT (C+D)			6 969	
F - DEPENSES D'INVESTISSEMENT	15 168	14 706	8 245	
Dépenses réelles	14 744	13 922	7 879	56,6%
Dépenses ordre	424	784	366	
G - RECETTES D'INVESTISSEMENT	15 200	14 706	2 274	
Recettes réelles	6 295	5 554	86	1,5%
Recettes d'ordre	8 905	9 152	2 188	
H- RESULTAT DE L'EXERCICE (G-F)			-5 972	
I - Reprise des résultats antérieurs			234	
J – BESOIN DE FINANCEMENT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (H +I)			-5 737	
K - RESULTAT GLOBAL DE CLOTURE (E + J)			1 231	
Dépenses reportées - a				
Recettes reportées - b			0	
Résultat définitif global = K - a + b			1 231	

Le fonctionnement

→ Des dépenses réelles de fonctionnement réalisées à près de 81 % qui s'établissent à 1 008 K€, en augmentation de 253 K€ et de 33 % par rapport au CA 2019 :

- Des charges de personnel en légère augmentation de 6 K€ et de 2,7 % à 228 K€,
- Des charges à caractère général en forte augmentation de 279 K€ et de 116 % à 720 K€, en lien avec des rattrapages sur les années antérieures pour des achats d'eau auprès de syndicats

→ Des recettes réelles de fonctionnement réalisées à 107 % (hors résultat antérieur reporté) qui s'élèvent à 2 719 K€ comprenant :

- Le produit de la surtaxe reversée pour 2 600 K€

→ Une épargne brute de 1,7 M€, en baisse comparativement à 2019 où avait été enregistré le versement exceptionnel de dividendes par la SEMEA. L'épargne brute représente 63 % des recettes réelles de fonctionnement.

→ Une épargne nette de 1,6 M€, disponible pour le financement de l'investissement et représentant 59 % des recettes réelles de fonctionnement.

L'investissement

→ Des dépenses d'investissement réalisées à 56,6 % qui s'établissent à 7 879 K€ en augmentation de 76 % par rapport à 2019 avec :

- A noter un montant de 6 598 K€ consacré aux travaux de l'usine du Pontil qui représente 85 % des dépenses d'investissement
- Des programmes de renouvellement des canalisations de 86,4 K€
- Le lancement d'un schéma directeur sur l'eau potable
- Un remboursement en capital de 108 K€

Le financement des dépenses d'investissement a été réalisé de la façon suivante :

- ➔ Pour 1 603 M€ par l'épargne nette
- ➔ Pour 30 060 € par des subventions d'investissement
- ➔ Pour 234,2 K€ par le résultat antérieur reporté
- ➔ Le solde est financé par le fonds de roulement.

Le résultat de clôture est un excédent de 1 231 K€.

L'endettement

A fin 2020, **l'encours de dette est de 632,9 K€** sur le budget annexe Eau potable et la **capacité de désendettement est de 0,4 année**. A noter la souscription d'un Aquaprêt de 3 M€ auprès de la Banque des territoires sur 50 ans au taux de livret A + 0,60 % avec une phase de mobilisation jusqu'en 2024.

LE BUDGET ANNEXE GESTION IMMOBILIERE / AMENAGEMENT DE ZONES**La synthèse de l'exécution budgétaire 2020 – mouvements réels et d'ordre
Aménagement de zones**

En milliers d'€	BP 2020	BTv 2020	CA 2020	Taux réalisation
A - DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	11 586	11 626	10 042	
Dépenses réelles	976	1 016	124	12,2%
Dépenses ordre	10 610	10 610	9 919	
B - RECETTES DE FONCTIONNEMENT	11 586	11 626	10 323	
Recettes réelles	0	291	1 345	461,6%
Recettes d'ordre	11 586	11 334	8 978	
C - RESULTAT DE L'EXERCICE (B-A)			280	
D - Reprise des résultats antérieurs			0	
E - RESULTAT DE DE FONCTIONNEMENT (C+D)			280	
F - DEPENSES D'INVESTISSEMENT	16 358	16 106	8 978	
Dépenses réelles	4 772	4 772	0	
Dépenses ordre	11 586	11 334	8 978	
G - RECETTES D'INVESTISSEMENT	16 160	15 854	10 305	
Recettes réelles	5 550	5 244	386	
Recettes d'ordre	10 610	10 610	9 919	
H - RESULTAT DE L'EXERCICE (G-F)			1 327	
I - Reprise des résultats antérieurs			-4 772	
J - BESOIN DE FINANCEMENT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (H+I)			-3 445	
K - RESULTAT GLOBAL DE CLOTURE (E + J)			-3 165	
Dépenses reportées - a			0	
Recettes reportées - b			0	
Résultat définitif global = K - a + b			-3 165	

Ce budget retrace la gestion des zones d'activité en cours d'aménagement. Il s'agit des zones Euratlantic, Bel Air, Les Molines sud, l'extension de la ZI n°3, la ZE des Rentes, la ZA de Dignac et la ZE des Carrières (PESA), dont la valeur en stock d'entrée en début d'exercice était de 9 930 K€.

Le fonctionnement

→ Des dépenses réelles de fonctionnement réalisées à 12,2% qui s'établissent à 124 K€, en hausse par rapport au CA 2019, avec 92,9 K€ d'études et travaux sur la tranche 3 du parc Euratlantic et 21,4 K€ d'études et maîtrise d'œuvre sur la zone Chez Nadaud à Dignac qu'il a finalement été décidé de ne pas aménager.

→ Des recettes réelles de fonctionnement de 1 345 K€ correspondant au produit des cessions de terrains aménagés réalisées, dont 573 K€ pour le terrain à Intermarché au PESA et 743,7 K€ sur le parc Euratlantic.

La valeur du stock en fin d'exercice 2020 s'établit à 8 978 K€.

L'investissement

On n'y retrouve que les écritures d'ordre relatives à la comptabilisation des valeurs des stocks d'entrée et de sortie.

Le déficit global de clôture est ramené à 3 165 K€ et doit se résorber avec le produit des ventes de terrains aménagés.

Gestion Immobilière

En milliers d'€	BP 2020	BTM 2020	CA 2020	Taux réalisation
A - DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	2 451	2 457	2 024	
Dépenses réelles	1 222	1 228	1 060	86,3%
Dépenses ordre	1 229	1 229	964	
B - RECETTES DE FONCTIONNEMENT	2 451	2 457	2 217	
Recettes réelles	2 222	2 228	1 999	89,7%
Recettes d'ordre	229	229	218	
C- RESULTAT DE L'EXERCICE (B-A)			192	
D - Reprise des résultats antérieurs			0	
E - RESULTAT DE DE FONCTIONNEMENT (C+D)			192	
F - DEPENSES D'INVESTISSEMENT	4 781	5 327	3 283	
Dépenses réelles	4 152	4 698	3 003	63,9%
Dépenses ordre	629	629	280	
G - RECETTES D'INVESTISSEMENT	4 846	5 579	2 892	
Recettes réelles	3 217	3 950	1 867	47,3%
Recettes d'ordre	1 629	1 629	1 026	
H- RESULTAT DE L'EXERCICE (G-F)			-390	
I - Reprise des résultats antérieurs			-713	
J – BESOIN DE FINANCEMENT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (H +I)			-1 104	
K - RESULTAT GLOBAL DE CLOTURE (E + J)			-911	
Dépenses reportées - a			638	
Recettes reportées - b			256	
Résultat définitif global = K - a + b			-1 293	

Le fonctionnement

→ Des dépenses réelles de fonctionnement réalisées à 86,3 % qui s'établissent à 1 060 K€ en baisse de 5 % par rapport au CA 2019, avec :

- Un faible montant de créances éteintes à 8 424 €
- Une augmentation des charges à caractère général de 28,7 K€ à 957,6 K€, notamment sur les entretiens de voirie, les prospections et commercialisations et la mise en service du bâtiment Krysalide au Technoparc du Grand Girac
- Une diminution des intérêts d'emprunt (baisse du capital et taux variables toujours très bas)

→ Des recettes réelles de fonctionnement réalisées à près de 90 % qui s'établissent à 1 999 K€, en baisse de 323 K€ par rapport à 2019 avec :

- Une forte progression du revenu des immeubles qui s'établit à 1 321,1 K€, les locations de la pépinière du Grand Girac à 32,6 K€ et l'hôtel d'entreprises à 110,2 K€
- La prise en charge du déficit par le budget principal à hauteur de 270,3 K€ contre 830 K€ en 2019 sous l'effet de la diminution de l'annuité d'emprunt et de la progression des recettes de location.

L'investissement

→ Des dépenses d'investissement réalisées à près de 64 % qui s'établissent à 3 003 K€, en baisse de 992 K€ et de près de 25 % par rapport à 2019 avec :

- Les travaux du Technoparc se sont poursuivis à un rythme soutenu avec 1 858 K€ de dépenses, soit près de 62 % des dépenses d'investissement
- La rénovation du bâtiment de l'office du tourisme rue du Chat à Angoulême pour 42 K€
- Le remboursement du capital de la dette pour 713,3 K€

Le financement des dépenses d'investissement a été réalisé de la façon suivante :

- ➔ Par des subventions d'investissement pour 1 801,2 K€ dont 1 718,2 K€ pour le Technoparc
- ➔ Par de l'épargne nette pour 226 K€
- ➔ Le solde est financé par le fonds de roulement.

Le résultat de clôture est un déficit de 911 K€.

L'endettement

A fin 2020, **l'encours de dette est de 1,8 M€** sur le budget annexe Gestion immobilière / Aménagement de zones et la **capacité de désendettement est de 0,8 années**.

LE BUDGET ANNEXE ESPACE CARAT**La synthèse de l'exécution budgétaire 2020 – mouvements réels et d'ordre**

En milliers d'€	BP 2020	BTV 2020	CA 2020	Taux réalisation
A - DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	1 918	1 846	1 421	
Dépenses réelles	1 367	1 291	866	67,1%
Dépenses ordre	551	555	555	
B - RECETTES DE FONCTIONNEMENT	1 918	1 846	1 421	
Recettes réelles	1 551	1 479	1 055	71,4%
Recettes d'ordre	367	367	366	
C - RESULTAT DE L'EXERCICE (B-A)			0	
D - Reprise des résultats antérieurs			0	
E - RESULTAT DE DE FONCTIONNEMENT (C+D)			0	
F - DEPENSES D'INVESTISSEMENT	1 012	1 235	635	
Dépenses réelles	643	866	269	31,1%
Dépenses ordre	369	369	366	
G - RECETTES D'INVESTISSEMENT	1 231	1 235	555	
Recettes réelles	678	678	0	0,0%
Recettes d'ordre	553	557	555	
H - RESULTAT DE L'EXERCICE (G-F)			-80	
I - Reprise des résultats antérieurs			678	
J - BESOIN DE FINANCEMENT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (H +I)			598	
K - RESULTAT GLOBAL DE CLOTURE (E + J)			598	
Dépenses reportées - a			39	
Recettes reportées - b			0	
Résultat définitif global = K - a + b			559	

Le fonctionnement

→ Des dépenses réelles de fonctionnement réalisées à 71,4 % qui s'établissent à 866 K€, en baisse de 327 K€ et de 27,4 % par rapport au CA 2019 :

- Une grande maîtrise des charges de gestion, avec des charges à caractère général et des dépenses de personnel en baisse

→ Des recettes réelles de fonctionnement réalisées à 80 % qui s'établissent à 1 055 K€, en baisse de 330 K€ et de près de 24 % par rapport à 2019 :

- Des produits du service en forte baisse, passant de 1 028 K€ en 2019 à 384 K€, en lien avec l'arrêt des manifestations et spectacles pendant la pandémie de COVID-19
- Une participation du budget principal en forte hausse, passant de 108 K€ en 2019 à 639 K€ en 2020.

L'investissement

→ Des dépenses d'investissement réalisées à 31 % (70 % hors provision) qui s'établissent à 269 K€, en hausse de 88 K€ par rapport à 2019 :

- Travaux sur le bâtiment pour 227 K€ (dont remplacement de l'éclairage pour 188 K€, réfection porte nord, remplacement automate,...)
- Acquisition d'une licence IV pour 13 K€
- Poursuite de l'étude sur la modulation spatiale de l'équipement pour 19 K€

Le financement des dépenses d'investissement a été réalisé par l'épargne.

Le résultat de clôture est un excédent de 559 K€.

LE BUDGET ANNEXE CAMPING**La synthèse de l'exécution budgétaire 2020 – mouvements réels et d'ordre**

En milliers d'€	BP 2020	BTV 2020	CA 2020	Taux réalisation
A - DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	496	493	349	
Dépenses réelles	365	361	217	60,2%
Dépenses ordre	131	132	131	
B - RECETTES DE FONCTIONNEMENT	478	493	349	
Recettes réelles	434	449	306	68,1%
Recettes d'ordre	44	44	43	
C - RESULTAT DE L'EXERCICE (B-A)			0	
D - Reprise des résultats antérieurs			0	
E - RESULTAT DE DE FONCTIONNEMENT (C+D)			0	
F - DEPENSES D'INVESTISSEMENT	703	768	190	
Dépenses réelles	644	709	147	20,7%
Dépenses ordre	59	59	43	
G - RECETTES D'INVESTISSEMENT	767	768	131	
Recettes réelles	621	621	0	0,0%
Recettes d'ordre	146	147	131	
H- RESULTAT DE L'EXERCICE (G-F)			-59	
I - Reprise des résultats antérieurs			620	
J – BESOIN DE FINANCEMENT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (H +I)			562	
K - RESULTAT GLOBAL DE CLOTURE (E + J)			562	
Dépenses reportées - a			34	
Recettes reportées - b			0	
Résultat définitif global = K - a + b			528	

Le fonctionnement

→ Des dépenses réelles de fonctionnement réalisées à 60,2 % qui s'établissent à 217 K€, en baisse de 32 K€ et de près de 13 % par rapport au CA 2019 :

- Une maîtrise des charges de gestion, avec une diminution de près de 14 % pour atteindre 84,6 K€
- Une baisse de 10 % des dépenses de personnel pour atteindre 114 K€

→ Des recettes réelles de fonctionnement réalisées à 68,1 % qui s'établissent à 306 K€, en baisse de 55 K€ et de 15 % par rapport à 2019 :

- Des produits du service de 173 K€, en baisse de 87 K€ et de 33 %, sous l'effet des mesures de confinement et restrictions en lien avec la crise sanitaire
- Une participation du budget principal de 106 K€, en hausse de 43 K€ et de 68 % par rapport à 2019.

L'investissement

→ Des dépenses d'investissement réalisées à près de 21 % (12 % hors provision) qui s'établissent à 147 K€, en hausse de 116 K€ par rapport à 2019 :

- Acquisition de 4 habitations de loisirs pour 89 K€
- Travaux et matériels pour 48 K€
- Etude de réaménagement paysager (9 K€) pour accroître l'attractivité de l'équipement.

Le financement des dépenses d'investissement a été réalisé par l'épargne.

Le résultat de clôture est un excédent de 562 K€.

* *

*

Vous trouverez ci-joint le rapport financier 2020 de l'agglomération ainsi que le détail des réalisations des équipements de GrandAngoulême.

Après cette présentation des comptes administratifs et des réalisations du budget principal et de l'ensemble des budgets annexes, de l'exercice considéré,

Monsieur Jean-François DAURE, et Monsieur Xavier BONNEFONT, ne prennent pas part au vote et quittent la séance,

APRES EN AVOIR DELIBERE,

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,

A L'UNANIMITE,

Leur **DONNE ACTE** de la présentation faite du compte administratif, lequel peut se résumer selon les tableaux ci-dessus.

CONSTATE aussi bien pour la comptabilité principale que pour chacune des comptabilités annexes : (gestion immobilière / aménagement de zones, camping, espace carat, transports en commun, déchets ménagers, assainissement collectif, assainissement non collectif et eau potable) les identités de valeurs, avec les indications du compte de gestion relatives aux reports à nouveau, au résultat d'exploitation de l'exercice et au fonds de roulement du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes.

RECONNAIT la sincérité des restes à réaliser.

ARRETE les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus et en annexe.

**APRES EN AVOIR DELIBERE,
LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE
A L'UNANIMITE DES SUFFRAGES EXPRIMES,
ADOpte LA DELIBERATION PROPOSEE.**

Certifié exécutoire :	
<u>Reçu à la Préfecture de la Charente le :</u> 18 juin 2021	<u>Affiché le :</u> 23 juin 2021

RAPPORT FINANCIER 2020

Analyse détaillée de l'exécution budgétaire 2020

Comptes consolidés

BUDGET PRINCIPAL ET BUDGETS ANNEXES



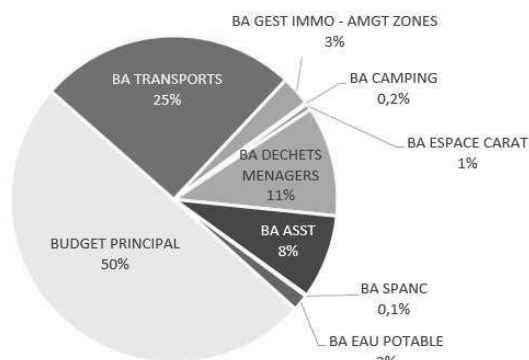
Table des matières

RAPPORT FINANCIER 2020	3
CA 2020 - BUDGET PRINCIPAL	10
A- Section de fonctionnement	10
B- Section d'investissement :	20
CA 2020 – DEPENSES AU TITRE DE LA MOBILITE (Budget principal)	27
CA 2020 – BUDGET ANNEXE TRANSPORTS	29
A- Section de fonctionnement	29
B- Section d'investissement	32
CA 2020 - BUDGET ANNEXE CAMPING	35
A – Section de fonctionnement	35
B – Section d'investissement	36
CA 2020 - BUDGET ANNEXE ESPACE CARAT	37
A – La section d'exploitation	37
B – Section d'investissement	38
CA 2020 - BUDGET ANNEXE DECHETS MENAGERS	39
A- La section de fonctionnement	40
B- La section d'investissement	41
CA 2020 - BUDGET ANNEXE ZONES D'ACTIVITE ET GESTION IMMOBILIERE	42
A- Aménagement de zones d'activités.	43
B- Gestion Immobilière	44
CA 2020 - BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT COLLECTIF	47
A – Section de fonctionnement	47
B – Section d'investissement	48
CA 2020 - BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF (SPANC)	50
A – Section de fonctionnement	50
B – Section d'investissement	51
CA 2020 - REALISATIONS RELATIVES A LA GESTION DE L'EAU	52
1- Eaux pluviales (Budget principal)	52
2- GEMAPI (Budget principal)	53
CA 2020 - BUDGET ANNEXE EAU POTABLE	54
A- Section de fonctionnement	54
B- Section d'investissement	56
CA 2020 : ANNEXES FICHES EQUIPEMENTS	58

RAPPORT FINANCIER 2020

La communauté d'agglomération de Grand Angoulême est née de la fusion, au 1^{er} janvier 2017, des communautés de communes de Braconne et Charente, Charente Boëme Charraud, Vallée de l'Echelle et de la communauté et de l'agglomération de Grand Angoulême. **Le rapport financier 2020 présenté ici constitue donc la quatrième analyse des comptes administratifs** de cette nouvelle collectivité et synthétise les grands axes de l'exercice écoulé.

Le budget de GrandAngoulême se compose d'un **budget principal et de huit budgets annexes**. Cette classification est essentiellement due à des considérations fiscales, certains budgets annexes étant assujettis à la TVA (budgets annexes assainissement, eau potable, gestion immobilière et aménagement de zones, camping, transports en commun, Espace Carat).



Les dépenses et recettes de l'agglomération sont par ailleurs réparties en deux sections. Une section de fonctionnement qui comprend les dépenses telles que les subventions aux associations, les charges de personnel ou encore les dépenses courantes (électricité, assurances, entretien, ...) mais également les recettes récurrentes telles que les dotations de l'Etat et la fiscalité. La section d'investissement concerne les travaux et acquisitions d'équipements (opérations d'équipement, canalisations d'eau, achat de bennes à ordures ménagères, aménagement des zones d'activités économiques, ...) ainsi que les fonds de concours versés à des tiers. Elle est financée par des subventions et par emprunts.

En consolidant l'ensemble des budgets de l'agglomération, on constate la structure de recettes et de dépenses suivante :

Pour 100 € de recettes en 2020 :

- Environ la moitié provient de la fiscalité perçue sur le territoire soit 51 €
- 14 € proviennent du produit des services
- 15 € proviennent des dotations de l'Etat et des subventions de fonctionnement perçues
- 12 € de subventions d'investissement et fonds de compensation à la TVA
- L'emprunt représente 4 €
- Des produits divers pour 4 €

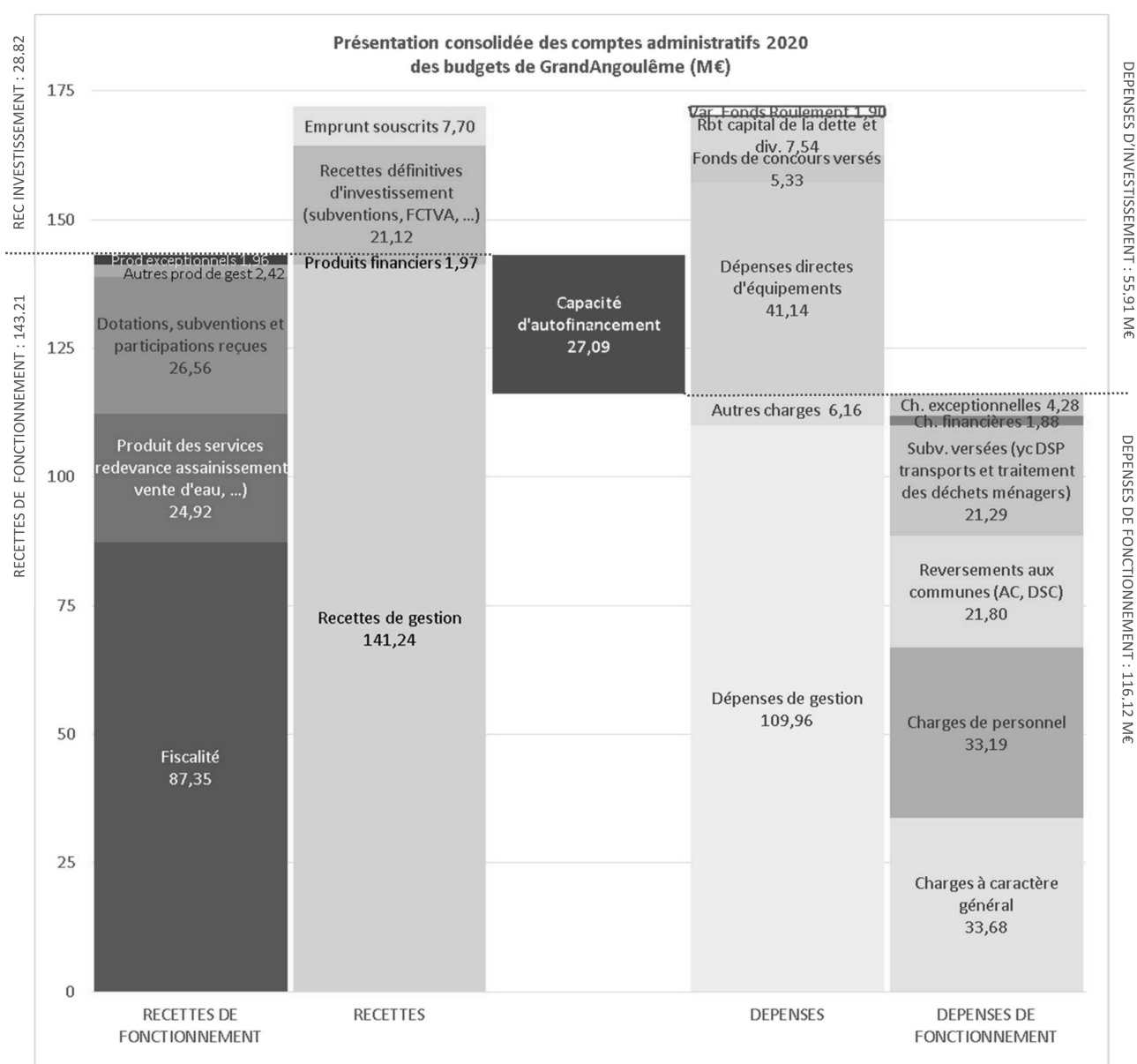
Pour 100 € de dépenses en 2020

- 20 € sont consacrées aux charges à caractère général
- 19 € aux charges de personnel
- 13 € sont reversés aux communes
- 12 € sont consacrés au versement de subventions
- Le remboursement de la dette représente 5 € : 1 € d'intérêt et 4 € de capital
- 24 € sont dédiés aux dépenses directes d'investissement
- 3 € sont versés sous forme de subventions d'équipement
- Des dépenses diverses pour 4 €

PRESENTATION CONSOLIDEE DES COMPTES ADMINISTRATIFS 2020

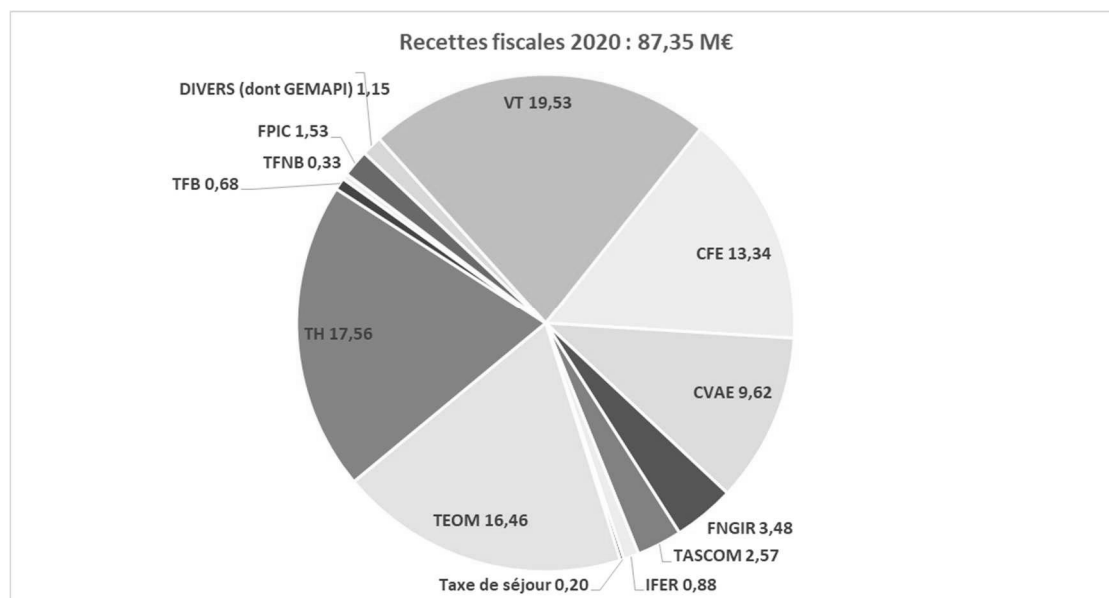
NB : la consolidation des comptes indique que les flux croisés entre budgets ont été neutralisés et ne sont pas pris en compte dans les recettes et les dépenses.

La consolidation des comptes 2020 de Grand Angoulême s'équilibre à 172 M€. En section de fonctionnement, les recettes sont de 143,21 M€ contre 116,12 M€ de dépenses. Le surplus de recettes permet de dégager 27,09 M€ de capacité d'autofinancement nécessaire au remboursement du capital de la dette pour 7,54 M€. L'autofinancement restant, soit 19,55 M€, est consacré au financement des investissements et vient réduire le recours à l'emprunt.



1. LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

Les recettes de fonctionnement de GrandAngoulême (143,11 M€) sont principalement constituées de recettes fiscales (87,35 M€), avec une prédominance de la fiscalité économique : versement transport (VT) et cotisation économique territoriale (CVAE et CFE) notamment.

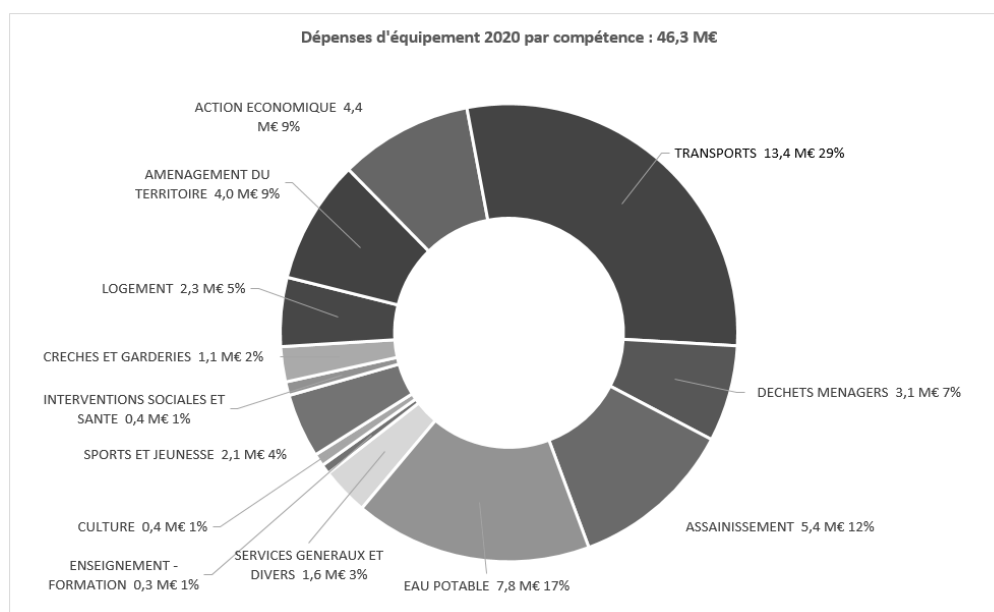


Les autres recettes sont réparties, à part quasi équivalentes, entre produits des services (24,92 M€) et dotations, subventions et participations reçues (26,56 M€). Les produits des services concernent par exemples les recettes de redevances (assainissement collectif, collecte et traitement des déchets des professionnels, ...) ainsi que les recettes des équipements communautaires (camping, espace Carat, conservatoire Gabriel Fauré, Nautilus, ...). Enfin, le poste dotations et subventions comptabilise notamment la dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat (14,96 M€), la participation des éco-organismes pour l'exercice de la compétence déchets ménagers, certaines compensations fiscales de l'Etat ainsi que des participations de partenaires.

Les dépenses de fonctionnement réalisées en 2020 se sont élevées à 116,12 M€. Cette somme comprend notamment les attributions de compensations versées aux communes membres pour 21,46 M€, les charges à caractère général pour 33,68 M€ (dont 19,40 M€ consacrés au fonctionnement du service public de transports), les charges de personnel pour 33,19 M€ ainsi que l'ensemble des subventions versées aux associations.

2. LES DEPENSES D'EQUIPEMENT

GrandAngoulême a réalisé 46,3 M€ de dépenses d'équipement en 2020 : 80 % d'entre elles sont consacrées aux autorisations de programmes liées aux grands projets de l'agglomération et les 20 % restants sont dédiés aux dotations annuelles et autres opérations permettant le renouvellement et l'amélioration du patrimoine de la collectivité.



La présentation des dépenses d'équipement par compétence permet d'illustrer les différents champs d'intervention de l'agglomération. On peut notamment relever les postes suivants :

- **Transports 13,4 M€** : il s'agit principalement des dépenses consacrées à la restructuration du réseau et du BHNS.
- **Eau potable 7,8 M€** : cette somme comprend les travaux de l'usine d'eau potable de Touvre pour 6,6 M€.
- **Assainissement 5,4 M€** : il s'agit de travaux sur réseaux et stations d'épuration.
- **Déchets ménagers 3,1 M€**. A noter l'aménagement de la déchetterie de Brébonzat pour près de 1 M€ en 2020
- **Action économique 4,4 M€** : fonds de concours versés, Technoparc de Girac, ...
- **Aménagement du territoire 4 M€** : ce poste regroupe par exemple, les dépenses du secteur gare, du parvis du pôle d'échange multimodal, de la passerelle de la gare, la participation de GrandAngoulême à l'aménagement de la RN141 ou encore les travaux d'eaux pluviales.
- A noter le poste services généraux pour 1,6 M€. Il s'agit notamment des dépenses consacrées aux grosses réparations sur bâtiments, aux équipements informatiques (réseau, matériel, licences) ainsi qu'au renouvellement du parc de véhicules.

3. LA DETTE

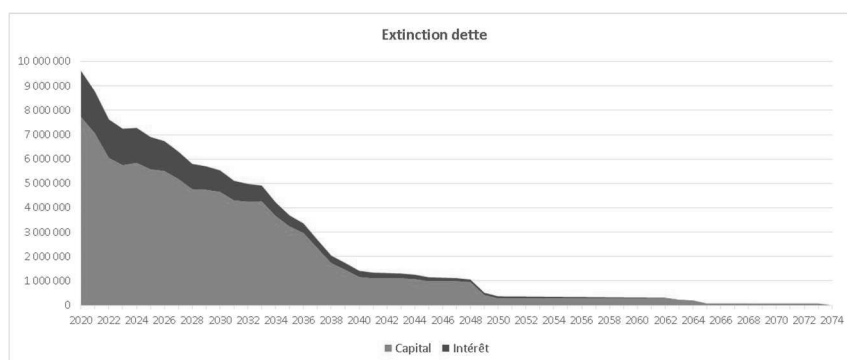
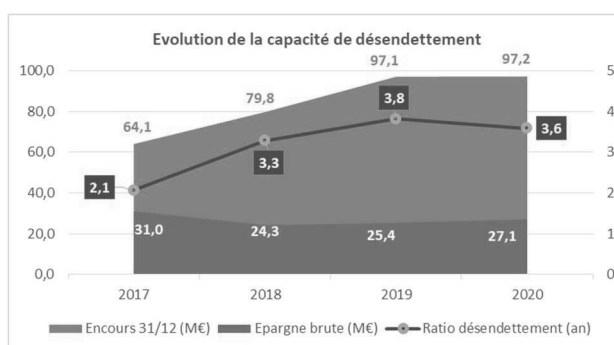
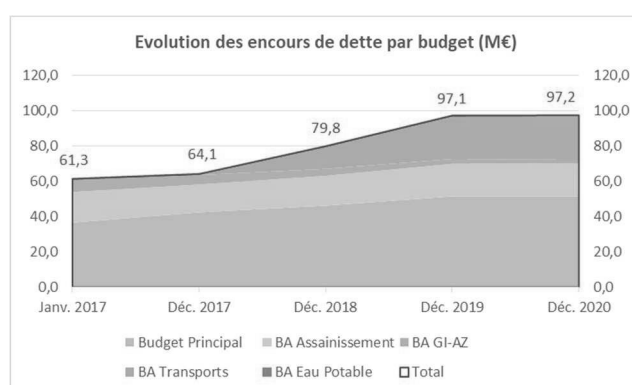
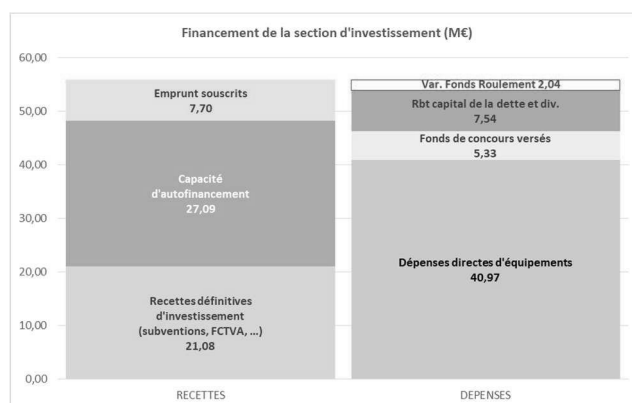
Outre la capacité d'autofinancement dégagée par la section de fonctionnement, le financement de la section d'investissement est assuré par des recettes propres (subventions, fonds de compensation à la TVA, ...) et est complété par **un recours à l'emprunt de 7,7 M€ en 2020.**

L'encours de dette global de GrandAngoulême s'établit ainsi à 97,2 M€. Trois emprunts ont été contractés en 2020 : 4,1 M€ au budget principal, 2 M€ au budget annexe assainissement et 1,6 M€ au budget annexe transports sous forme d'une avance remboursable réalisée dans le cadre des mesures gouvernementales de soutien face à la crise sanitaire.

L'encours de dette est composé d'une centaine de contrats dont la quasi-totalité est classifié 1A selon la charte Gissler (risque minimal). Plus des 4/5^{ème} des index sont par ailleurs à taux fixe.

La capacité de désendettement de l'agglomération, calculée chaque année par le rapport entre l'encours de dette au 31 décembre et le montant d'épargne brute dégagé, **est de 3,6 années à fin 2020**, le seuil d'alerte étant fixé à 8 voire 10 ans.

Le profil d'extinction de la dette fait apparaître une annuité divisée par deux en 13 ans et un rythme de baisse moyenne de 5% par an.

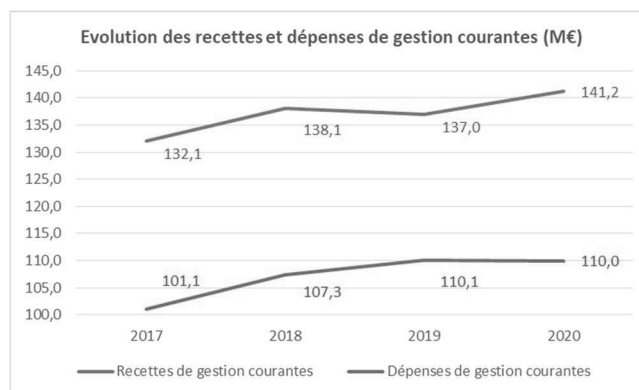


4. ANALYSE DES COMPTES DEPUIS 2017

L'évolution de la situation financière des comptes de l'agglomération entre 2017 et 2020 fait ressortir deux années particulières : 2017, premier exercice de Grand Angoulême après la fusion et 2020, marquée par la crise sanitaire de la Covid-19.

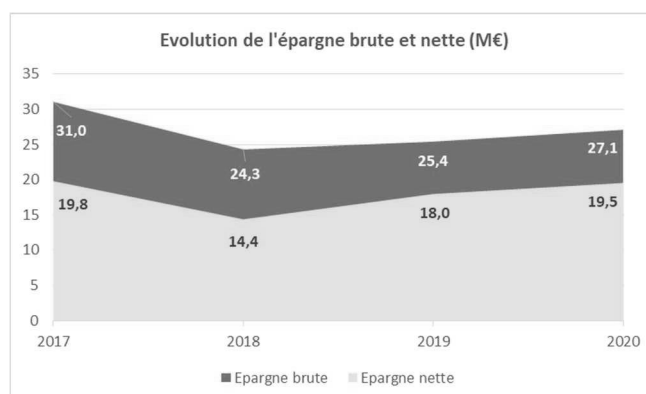
On peut observer que **les effets de la crise sanitaire en 2020 sur les recettes de gestion sont contenus**. Cela s'explique par le fait qu'il s'agit en principalement de recettes fiscales dont les modes de calculs entraînent un décalage sur le produit perçu de un voire deux ans.

En revanche, **les effets de la crise sur les dépenses courantes sont observés dès 2020** du fait du ralentissement de l'activité lié au confinement. De plus, cela vient confirmer la mise en œuvre du plan de maîtrise des dépenses.



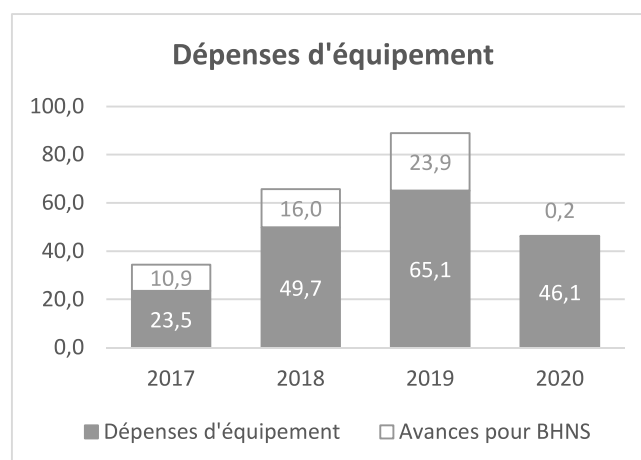
Abstraction faite de l'année particulière de fusion en 2017, **les niveaux d'épargnes s'améliorent donc depuis 2018**.

Les taux d'épargne dégagé, ramené aux recettes de fonctionnement sont ainsi très satisfaisants : 14% pour l'épargne nette et 19% pour l'épargne brute.



Grand Angoulême a réalisé en moyenne 46,1 M€ de dépenses d'équipement par an.

A noter que les avances versées à la SPL Gama dans le cadre des travaux du BHNS ont été isolées pour ne pas majorer artificiellement le montant des dépenses d'équipement.





L'année 2020 restera marquée par la pandémie de Covid-19 dont les multiples conséquences ont naturellement impacté les collectivités publiques. GrandAngoulême, bien que confronté à des difficultés financières liées à cette crise sanitaire, a su néanmoins mobiliser des ressources pour soutenir le territoire de l'agglomération.

Actions de protection des personnes

Dès le début de la crise, l'agglomération a centralisé les besoins en masques et en gel hydro alcoolique pour protéger ses propres agents, doter les équipements communautaires ainsi que les communes membres et partenaires qui le souhaitent. Le coût de cette opération s'est élevé à 586 000 € (dont 194 000 € à la charge des communes).

Actions de soutien économique

GrandAngoulême a mis en œuvre deux dispositifs spécifiques de soutien aux entreprises.

Tout d'abord, un plan de soutien à l'économie locale en direction ; des commerces et services de proximité ; des cafés, hôtels, restaurants ; et des hébergements touristiques. Les aides accordées, de 1 000 € à 2 000 €, ont bénéficié à 535 entreprises pour un montant total de 632 000 €.

Par ailleurs, la Loi de Finances Rectificative n°3 de 2020 permettait aux EPCI à fiscalité propre d'octroyer une aide fiscale exceptionnelle, au titre de 2020, en faveur des entreprises de taille petite ou moyenne (CA HT < 150 M€) relevant des secteurs du tourisme, de l'hôtellerie, de la restauration, de la culture, du transport aérien, du sport et de l'événementiel qui ont été particulièrement affectés par le ralentissement de l'activité économique lié à l'épidémie de covid-19. Le conseil communautaire a délibéré en faveur de cette mesure qui a bénéficié à 465 entreprises et dont le coût pour l'agglomération s'est élevé à 176 000 €.

Grand Angoulême a également mis en œuvre des mesures exceptionnelles de rabais sur la facturation de la redevance spéciale, pour un coût total de 365 000 €, afin de tenir compte des obligations de fermetures administratives, du ralentissement de certaines activités, et de la nécessité du maintien du service public assuré par ses communes membres,

Les effets induits de la crise sanitaire sur le budget communautaire

Les effets financiers de la crise sanitaire ont été multiples et parfois contraires. Ainsi, les recettes de certains équipements ont fortement chuté (entrées Nautilus, location de salle à l'Espace Carat, crèche ...) tout en réalisant quelques économies de dépenses liées à certaines fermetures. Le ralentissement général de l'économie pendant la période de confinement a également interrompu certains projets, manifestations et autres travaux.

Par ailleurs, les conséquences sur les recettes fiscales (plus de la moitié des ressources) s'annoncent significatives et durables. En effet, Grand Angoulême perçoit majoritairement de la fiscalité économique dont les bases de calcul sont parfois celles de l'année, voire de deux années, précédentes. Ainsi, si des baisses de versement mobilité et de taxe de séjour ont été constatées en 2020, les recettes de CVAE de cette même année reflètent la situation économique de 2018-2019. La situation économique de 2020 s'exprimera donc en 2021-2022. Les conditions de la reprise économique impacteront donc nécessairement la construction des budgets futurs de l'agglomération.

CA 2020 - BUDGET PRINCIPAL

Le budget principal de GrandAngoulême a été affecté en 2020 par les conséquences de crise sanitaire et économique dont les effets continueront à se ressentir sur les prochaines années.

Toutefois, et de façon tout à fait paradoxale, le résultat de l'exercice 2020 est en amélioration par rapport à l'année précédente, sous l'effet de multiples facteurs, dont :

- la bonne tenue des recettes de fonctionnement, essentiellement les recettes de fiscalité économique : de par son mode de calcul, l'impôt d'une année reflète la situation économique antérieure.

- la maîtrise du niveau de dépenses de fonctionnement : les économies générées par le ralentissement de l'activité et les fermetures administratives ont compensé partiellement les hausses de dépenses engendrées par la crise sanitaire (masques, gel hydro alcoolique, aménagement des postes de travail, aides économiques versées)

- le ralentissement des dépenses d'investissement : des arrêts de chantiers liés aux mesures de confinement mais également avec la fin de certaines opérations majeures du dernier mandat

Pour autant, il ne faut pas se laisser abuser par cet effet en trompe l'œil, car la crise sanitaire n'est pas terminée et ses conséquences économiques se poursuivront bien au-delà de la seule année 2020, avec des conséquences sur les finances de GrandAngoulême qui restent encore à venir.

A- Section de fonctionnement

- 1) En section de fonctionnement, **les produits de fonctionnement s'établissent à 80 043 K€,** contre 77 171 K€ à fin 2019, soit une progression de 2 871 K€ et de 3,7 % entre 2019 et 2020, auxquels s'ajoutent un résultat antérieur reporté de 3 846 K€.

				RECETTES		
FONCTIONNEMENT				2018	2019	2020
F	R	002	RESULTAT REPORTE DE FONCTIONNEMENT	10 788 649	9 538 539	3 845 938
		013	ATTENUATIONS DE CHARGES	258 309	200 275	200 848
		70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES DIVERSES	6 657 501	6 034 713	6 228 286
		73	IMPOTS ET TAXES	48 145 312	49 959 992	51 290 658
		74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	21 639 247	20 686 660	21 830 260
		75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	150 619	80 144	92 451
		76	PRODUITS FINANCIERS	44 468	21 103	28 905
		77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	250 987	80 180	148 196
		78	REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS		143 300	267 445
Total R				87 935 091	86 744 904	83 932 986
O	-	042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	338 216	443 759	214 986
Total O				338 216	443 759	214 986
TOTAL FONCTIONNEMENT				88 273 307	87 188 662	84 147 972

Les recettes d'ordre, de 215 K€, sont constituées de la quote-part des subventions d'investissement transférées au compte de résultat.

Les recettes réelles, de 80 087 K€ (hors résultat antérieur reporté) sont en progression notable. Elles sont constituées à 51,6 % des produits de la fiscalité et à 27,3 % de dotations, subventions et participations diverses.

Pour les besoins de l'analyse, les cessions d'immobilisation (44 512 € en 2020) ont fait l'objet d'un retraitement, celles-ci, par le jeu des écritures d'ordre, venant alimenter le financement des dépenses d'investissement.

La décomposition des recettes de fonctionnement par grand poste de recettes figure dans le tableau ci-après. Ces recettes progressent de 2 871 K€ pour s'établir à 80 043 K€, en progression de 3,7 % par rapport à 2019.

K€	2017	2018	2019	2020	Δ 2020-2019	%
Produits fct courant stricts	74 830	76 597	76 762	79 442	2 680	3,5%
Impôts et taxes	47 148	48 145	49 960	51 291	1 331	2,7%
Contributions directes	41 849	42 369	43 663	45 337	1 674	3,8%
Impôts ménages	17 308	17 601	18 155	18 366	211	1,2%
TP/CFE	12 403	12 721	12 718	13 338	620	4,9%
Ajustement produit fiscal (périmètre)	-29	-38	-40	-4	36	-90,1%
CVAE	8 215	8 678	8 986	9 612	627	7,0%
IFER	746	754	841	877	36	4,3%
TA FNB	225	221	233	225	-8	-3,3%
TASCOM	2 754	2 137	2 299	2 568	269	11,7%
Rôles supplémentaires	227	294	472	355	-117	-24,8%
Attribution de compensation reçue	72	80	89	89	0	0,0%
Versement transport	0	0	639	207	-433	-67,7%
Reversement FNGIR	3 485	3 482	3 484	3 484	0	0,0%
Attribution FPIC	1 594	1 379	1 522	1 534	12	0,8%
Solde impôts et taxes	147	835	563	640	77	13,7%
Dotations et participations	21 025	21 639	20 687	21 830	1 144	5,5%
DGF	15 765	15 506	15 229	14 957	-271	-1,8%
Compensations fiscales	1 089	1 129	1 463	1 547	83	5,7%
Compensations pertes bases	0	0	0	0	0	
DCRTP	2 533	2 533	2 501	2 484	-17	-0,7%
FCTVA fct	29	22	45	44	-1	-1,9%
Dotation COVID				370		
Solde participations diverses	1 609	2 448	1 449	2 428	979	67,6%
Autres produits fct courant	6 657	6 812	6 115	6 321	206	3,4%
Produits des services	6 552	6 658	6 035	6 228	194	3,2%
Produits de gestion	105	151	80	92	12	15,4%
Produits divers d'exploitation	0	4	0	0	0	
Atténuations de charges	298	258	200	201	1	0,3%
PROD. FCT COURANT	75 128	76 855	76 962	79 643	2 681	3,5%
Produits exceptionnels larges *	600	114	209	400	191	91,1%
PROD. DE FONCTIONNEMENT	75 728	76 969	77 171	80 043	2 871	3,7%

Cette évolution positive se retrouve sur tous les grands chapitres de recettes.

En matière d'impôts et taxes, les contributions directes sont en progression de 3,8 %, sous l'effet principal de la fiscalité économique. On enregistre une évolution notable de la CVAE dont le produit s'établit à 9 612 K€, en augmentation de 627 K€ et de 7 %, portée par les entreprises phares du bassin industriel ainsi que par le secteur bancaire. A noter que la CVAE perçue en 2020 correspond au solde de la CVAE 2018 et aux acomptes versés en 2019 par les entreprises.

La Contribution Foncière des Entreprises (CFE) progresse de 620 K€ et de 4,9 % et l'Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseau de 36 K€ et de 4,3 %, principalement pour sa composante liée aux stations radioélectriques.

Enfin, la taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM) progresse de 269 K€ et de 11,7 % pour s'établir à 2 568 K€. A noter que cette taxe est due pour les surfaces de vente de plus de 400 m², avec un chiffre d'affaires de plus de 460 K€ selon un tarif national fonction du chiffre d'affaires annuel au m².

La fiscalité ménages progresse plus légèrement, de 211 K€ et de 1,2 % pour s'établir à 18 366 K€, sous l'effet de la revalorisation forfaitaire des bases de 0,2 % et d'une progression physique moyenne des bases de 1 %, avec des variations selon les taxes concernées.

K€	2017	2018	2019	2020	Δ 2020-2019	%
Produit TH	16 559	16 840	17 373	17 566	193	1,1%
Produit FB	640	651	670	687	17	2,5%
Produit FNB	109	110	112	113	1	0,5%
Produit 3 Taxes ménages	17 308	17 601	18 155	18 366	211	1,2%

L'évolution est portée par la taxe d'habitation qui représente plus de 95 % de la fiscalité ménages. Rappelons que GrandAngoulême ne la percevra plus à compter de 2020 et que la collectivité bénéficiera d'une compensation sous forme d'une fraction de TVA nationale représentative du produit de TH de 2020, augmenté de la compensation fiscale correspondante.

Le Fonds de péréquation des ressources communales et intercommunales (FPIC) n'augmente que de 12 K€ et de 0,8 % par rapport à 2019 avec un coefficient d'intégration fiscale (CIF) de 0,397 en érosion (0,401 en 2019), sous le double effet en 2019 d'une progression plus dynamique de la fiscalité des communes que celle du groupement et d'une augmentation des attributions de compensation versées par le groupement aux communes avec les restitutions de compétence intervenues.

Les dotations et participations évoluent de 1 144 K€ et de 5,5 %, passant de 20 687 K€ à 21 830 K€. Au sein de cette rubrique, la dotation globale de fonctionnement (DGF) est en baisse de 271 K€ et de - 1,8 %, subissant un lent effritement de la dotation de compensation. La part des compensations fiscales apparaît en hausse de 83 K€ et de 5,7 %, dont 66 K€ pour les compensations TH et 17 K€ pour les compensations CFE/CVAE. Quant à la Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP), elle est en diminution de 17 K€ et de 0,7 %.

L'essentiel de la dynamique de ce chapitre provient des participations et subventions diverses avec :

- La perception de recettes en lien avec la crise COVID pour 370 K€ dont 174,9 K€ de subvention de l'Etat aux achats de masques et 195,2 K€ de dotation de la CAF pour la pandémie (maintien des structures ouvertes pour l'accueil des personnels prioritaires en période de confinement)
- La perception de recettes exceptionnelles : 259 K€ de fonds européens pour le projet Hub In, 118 K€ du Fonds pour l'insertion des personnels handicapés de la fonction publique (FIPHFP) avec un reversement de 61,2 K€ à la ville et au CCAS d'Angoulême.
- La perception de soldes de subvention de la CAF au titre de 2019, voire d'années précédentes plus importants qu'à l'ordinaire, du fait d'un sous versement en 2019.

Les produits des services augmentent de 3,2 %, passant de 6 035 K€ à 6 228 K€. Un retraitement doit toutefois être effectué pour 514,1 K€ pour une écriture de régularisation réalisée en dépense et en recette. Une fois ce retraitement réalisé, les produits des services **affichent une diminution de 321 K€ par rapport à 2019 pour un montant total de 5 714 K€.**

Cette rubrique recouvre à la fois les produits et redevances d'utilisation des différents équipements et services pour un montant de 1 512 K€ mais également des refacturations de frais pour 4 202 K€ (participations croisées, refacturations de frais de carburant, vêtements de travail et produits d'entretien), vers la ville d'Angoulême (carburants), vers les communes adhérentes à des services communs ou, dans une moindre mesure, vers le Syndicat mixte d'aménagement du plan d'eau (SMAPE). Ce sont les produits et redevances d'utilisation qui ont fortement chuté, passant de 2 007 K€ à 1 512 K€, en lien avec les mesures de confinement et les fermetures d'équipement imposées par les règles sanitaires liées à la pandémie de COVID-19.

Produits des services	2017	2018	2019	2020	Δ	%
Ss/total 706xx ou 703xx	2 099 097 €	2 107 082 €	2 007 340 €	1 512 663 €	-494 677 €	-24,6%
dont Nautilus	1 320 607 €	1 306 959 €	1 218 925 €	864 408 €	-354 517 €	-29,1%
dont Conservatoire	286 918 €	269 490 €	287 626 €	269 334 €	-18 292 €	-6,4%
dont Ecole Arts	96 857 €	94 391 €	101 230 €	78 632 €	-22 598 €	-22,3%
dont Crèche	244 443 €	213 148 €	206 433 €	147 676 €	-58 757 €	-28,5%
dont ALSH Dirac	72 073 €	76 500 €	85 403 €	46 746 €	-38 657 €	-45,3%
dont Pays Art et Histoire	0 €	12 929 €	33 590 €	8 151 €	-25 439 €	-75,7%
dont Centre sportif	55 174 €	53 709 €	56 298 €	42 398 €	-13 900 €	-24,7%
dont Autres	23 025 €	79 956 €	17 835 €	55 318 €	37 483 €	210,2%

Si tous les équipements enregistrent un recul de leurs recettes, le centre nautique patinoire Nautilus a particulièrement souffert de cette situation, qui perdure encore début 2021.

Toute proportion gardée, ce sont les recettes du Conservatoire qui enregistrent la plus faible diminution, les enseignants ayant réussi à maintenir une grande partie des cours en adaptant leurs pratiques et en recourant aux outils de travail à distance.

Enfin, la baisse des recettes de la Crèche est à la fois la conséquence de la réduction du nombre de berceaux, conséquence de la fermeture administrative du bâtiment historique ainsi que de périodes de fermetures ou d'accueil limité aux publics prioritaires. A noter que pour la Crèche et l'ALSH, GrandAngoulême a bénéficié d'une dotation exceptionnelle de la Caisse d'allocations familiales.

2) Les charges de fonctionnement totales évoluent de 73 277 K€ en 2019 à 74 319 K€ en 2020, soit une augmentation de 1 042 K€ et de 1,4 %.

Les dépenses d'ordre s'établissent en 2020 à 3 985 K€, en diminution de 286 K€ et de 6,7 %. Elles sont constituées pour l'essentiel par la dotation aux amortissements (3 940 K€) et par les écritures de régularisation des cessions.

				DEPENSES		
FONCTIONNEMENT				2018	2019	2020
F	R	-	011 CHARGES A CARACTERE GENERAL	8 755 477	8 662 300	8 432 272
			012 CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	20 330 774	20 841 171	20 859 411
			014 ATTENUATIONS DE PRODUITS	21 161 442	21 305 696	21 681 500
			022 DEPENSES IMPREVUES	0	0	0
			65 AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	16 596 441	16 587 360	16 160 069
			66 CHARGES FINANCIERES	1 013 486	947 360	948 657
			67 CHARGES EXCEPTIONNELLES	688 112	580 045	2 104 517
			68 DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS	80 000	82 334	148 398
			Total R	68 625 732	69 006 266	70 334 823
	O	-	042 OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	4 298 059	4 270 291	3 984 631
			Total O	4 298 059	4 270 291	3 984 631
TOTAL FONCTIONNEMENT				72 923 791	73 276 557	74 319 455

Les dépenses réelles évoluent en valeur brute de 1 329 K€ et de +1,9 % entre 2019 et 2020 (+381 K€ et + 0,6 % entre 2018 et 2019), passant de 69 006 K€ à 70 335 K€.

Un premier retraitement est à opérer pour 514,1 K€ pour une écriture de régularisation en dépenses et en recettes (voir également supra). Moyennant ce retraitement, **l'évolution des charges de fonctionnement est de 815 K€ et de 1,2 %**, avec des charges atteignant 69 821 K€ à fin 2020.

Cette évolution globale masque cependant des disparités.

Les charges de fonctionnement courant diminuent de 639 K€ et de 1,4 % pour atteindre 45 452 K€.

K€	2017	2018	2019	2020	Δ 2020-2019	%
Charges fct courant strictes	44 162	45 683	46 091	45 452	-639	-1,4%
Charges à caractère général	8 506	8 755	8 662	8 432	-230	-2,7%
Charges de personnel	19 887	20 331	20 841	20 859	18	0,1%
Autres charges de gest ^e courante (yc groupes d'élus)	15 769	16 596	16 587	16 160	-427	-2,6%
Atténuations de produits	21 132	21 161	21 306	21 682	376	1,8%
Charges fct courant	65 294	66 844	67 397	67 133	-263	-0,4%
Charges exceptionnelles larges *	1 955	965	863	2 447	1 584	183,5%
Retraitement				-514		
Charges fct hs intérêts	67 249	67 809	68 260	69 066	806	1,2%
Intérêts	929	817	747	755	8	1,1%
Charges de fonctionnement	68 178	68 626	69 006	69 821	815	1,2%

* y compris frais financiers hors intérêts (66 - 6611)

Au sein de ce bloc, tous les postes de charges sont en diminution :

Les charges à caractère général diminuent de 230 K€ et de 2,7 % pour un total de 8 432 K€, malgré des variations différenciées au sein de ces dépenses.

- Les achats (60) sont en hausse de 379 K€ à 3 622 K€, sous l'effet du surcoût de l'achat de fournitures sanitaires (masques, désinfectants) (+ 626,7 K€ / 2019), compensé partiellement par une économie sur le carburant (- 195 K€ / 2019) en lien avec la chute des prix et des km parcourus en 2020.
- Les services extérieurs (61) sont en baisse de 208 K€ et de 8,4 % à 2 275 K€, sous l'effet de divers facteurs :
 - baisse des locations immobilières avec -30,5 K€ (fin de location de modulaires à la crèche)
 - baisse de l'entretien des terrains (-57 K€) et des voies et réseaux (- 34 K€) avec les confinements
 - baisse des frais d'études (- 148 K€)
 - baisse des frais de formation extérieurs (- 32 K€) et des frais de colloques et séminaires (- 14,5 K€)

et ce malgré la hausse des frais de maintenance (+ 122 K€)

- Les autres services extérieurs (62) sont en nette diminution, avec - 416 K€ et - 14,5 % à 2 448 K€, avec quasiment tous les postes en diminution en situation de confinement et de travail à distance :
 - Annonces et insertions : - 35 K€
 - Fêtes et cérémonies : - 38 K€
 - Catalogues et imprimés : - 84 K€
 - Publications diverses : - 87 K€
 - Frais de missions : - 21 K€
 - Frais d'affranchissement : - 9 K€
 - Frais de télécommunications : - 18,3 K€
 - Autres services extérieurs : -110 K€

- Commercialisation salons : - 22 K€

Les seuls postes en hausse sont les frais de gardiennage des équipements fermés et les frais d'actes et contentieux suite à l'arrêt du PLUI à 16.

Les charges de personnel évoluent de 18 K€ et de 0,1% à 20 859 K€, soit assez largement en-dessous des prévisions. Cette quasi-stagnation des dépenses est presque entièrement à mettre sur le compte de la pandémie de COVID19 ayant affectée le fonctionnement de nombreux services de Grand Angoulême.

La fermeture sur de larges parties de l'année de structures consommatrices de renforts contractuels et les difficultés à recruter rapidement des agents sur des postes devenus vacants ont entraîné une baisse de 537 K€ sur les dépenses de rémunérations par rapport à 2019. S'y ajoutent 28 K€ de baisse des dépenses sur l'enveloppe des astreintes et heures supplémentaires et 17 K€ d'économie suite au non prélèvement des cotisations du CNFPT sur les 2 derniers mois de l'année.

Ces dépenses minorées ont été en partie compensées par des augmentations de dépenses en lien avec la pandémie, comme la prime exceptionnelle des agents de « première ligne » (29 K€ pour le budget principal), ou par des mesures propres à la collectivité comme l'effet année pleine des recrutements de 2019 (214 K€), la hausse des dépenses liées à la mise en place du RIFSEEP (228 K€ au budget principal) et de la participation à la protection sociale (19 K€), et par les mesures gouvernementales (GVT et PPCR, hausse du SMIC, cotisations CNRACL rétroactives,... pour environ 73 K€).

Comme chaque année, un certain nombre de postes font l'objet de remboursements par des communes (services communs) ou par le SMAPE. En 2020, ces remboursements s'élèvent, pour le budget principal, à 803 K€.

De même, des organismes extérieurs prennent en charge une partie des coûts de postes liés à des actions ou projets de territoire. En 2020, ces participations s'élèvent à 143 K€ pour le budget principal.

Les remboursements suite à arrêt maladie s'élèvent, eux, à 193 K€ pour le budget principal.

Au chapitre 65 des **autres charges de gestion courantes**, qui recouvrent à la fois les subventions de fonctionnement versées ainsi que les indemnités des élus, les dépenses sont **en diminution de 427 K€ et de 2,6 % à 16 160 K€**, principalement sous l'effet de la diminution de la subvention au budget annexe Gestion immobilière.

En effet, du fait des mesures de confinement et du ralentissement de l'activité, la diminution des dépenses combinée à un travail de remise à plat de la gestion des baux de location et d'un rattrapage des appels de loyers a permis une baisse de 560 K€ de la subvention à ce budget annexe, qui s'établit en 2020 à 270 K€. Les locataires ont pu néanmoins bénéficier de reports de loyers ou négocier un étalement de leur versement avec le comptable public.

Les créances éteintes sont en augmentation, à 260 K€ contre 47,5 K€ en 2019, avec la liquidation judiciaire du cabinet de maîtrise d'œuvre avec lequel GrandAngoulême était en contentieux depuis de nombreuses années pour le centre Nautilus. Une provision avait été passée en 2010, dont la reprise a permis de limiter l'impact de cette décision.

Les participations statutaires sont stables à 10 297 K€, et se répartissent de la façon suivante :

Structure	2018	2019	2020
EESI	140 000,00	210 000,00	210 000,00
SIAH DU BASSIN DU NÉ	1 565,00	1 565,00	1 691,00
SYBRA SYNDICAT BASSIN DES RIVIERES DE L'ANGOUMOIS	223 080,67	221 355,69	235 953,80
SYNDICAT MIXTE DES BASSINS BANDIAT - TARDOIRE	32 513,85	36 872,70	56 640,56
OFFICE DE TOURISME	377 000,00	377 000,00	422 000,00
CONTRIBUTIONS AU SDEG16	122 681,40	266 055,24	102 203,07
SERVICE D'INCENDIE	7 836 770,31	7 964 500,62	8 043 739,64
SMAC - SYNDICAT MIXTE DES AEROPORTS DE CHARENTE	210 300,00	216 750,00	243 000,00
SMAGVC - ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE	178 851,00	182 145,00	184 214,00
SUBV. FONCT. SMAPE	474 370,00	498 089,00	498 089,00
PROV PARTICIPATION SMPI	340 000,00	320 000,00	300 000,00
	9 937 132,23	10 294 333,25	10 297 531,07

Les subventions sont en très légère diminution, à 4 615 K€ et -1,2 %, la plupart ayant été maintenues malgré le confinement et l'annulation de beaucoup de manifestations et d'événements en 2020.

A noter cette année le versement de subventions à hauteur de 305 800 € dans le cadre du projet Confluence Créative, compensées par un versement à même hauteur d'un financement par l'Agence française de développement (AFD).

La subvention à Effervescentre, de 368 K€ en 2020, apparait en diminution par rapport aux années précédentes mais correspond au financement de la compétence extrascolaire conservée par GrandAngoulême : le solde des financements pour les compétences restituées aux communes est désormais reversé via les attributions de compensation (glissement du chapitre 65 au 014 de fiscalité transférée).

La subvention à l'Ecole de la 2^{ème} chance est également en progression à 61 200 €, accompagnant l'installation de cette nouvelle structure sur le territoire et le démarrage de premières sessions.

Les atténuations de produits s'élèvent à 21 682 K€, en augmentation de 376 K€ et de 1,8 %.

014 Atténuation produits	2017	2018	2019	2020	Δ 2020-2019	%
Attributions compensation	20 941 754 €	20 761 754 €	21 123 832 €	21 343 230 €	219 398 €	1,0%
Dotation solidarité communautaire	189 844 €	396 314 €	161 667 €	306 954 €	145 287 €	89,9%
Autres reversements fiscalité	0 €	3 374 €	20 197 €	31 316 €	11 119 €	55,1%
TOTAL	21 131 598 €	21 161 442 €	21 305 696 €	21 681 500 €	375 804 €	1,8%

Les attributions de compensation progressent de 219,4 K€ avec la prise en compte en année pleine de la restitution de la compétence TAP/Périscolaire, compensée par la diminution de la subvention à Effervescentre.

La dotation de solidarité communautaire augmente de 145,3 K€, soit près de 90 %, sous l'effet de l'augmentation de la fiscalité économique. A noter que celle-ci n'a pas encore été versée aux communes et a fait l'objet d'un rattachement à l'exercice 2020, dans l'attente de la définition des critères de répartition que doit définir le groupe de travail Finances.

Les autres reversements de fiscalité progressent également, et correspondent essentiellement à des dégrèvements de TASCOM accordés par les services fiscaux et refacturés à GrandAngoulême. A noter que le dégrèvement de CFE autorisé par l'article 11 de la 3^{ème} loi de finances rectificative n°2020-935 du 30 juillet 2020 accordant aux établissements relevant de secteurs particulièrement touchés par la crise sanitaire en 2020 un dégrèvement égal aux 2/3 de la CFE avec une prise en charge à 50 % par l'Etat, n'a pas été refacturé sur l'exercice 2020 par les services fiscaux mais sur l'exercice 2021, à hauteur de 171 042 €.

Les intérêts de la dette sont en légère augmentation de 1,3 K€ et de 0,1 % à 948,7 K€, sous le seul effet d'une progression de 1,1 % des intérêts de la dette propre. Ceci est à mettre en lien avec l'augmentation de l'encours de dette de 2 M€ entre 2019 et 2020 mais s'accompagnant d'un maintien de taux extrêmement bas.

Chapitre 66	2017	2018	2019	2020	Δ 2020-2019	%
Intérêts dette	928 831 €	817 015 €	746 657 €	754 772 €	8 115 €	1,1%
Intérêts PPP	172 477 €	173 078 €	172 476 €	170 812 €	-1 664 €	-1,0%
Intérêts ligne trésorerie	2 080 €	4 042 €	8 876 €	3 722 €	-5 154 €	-58,1%
Autres charges PPP	19 351 €	19 351 €	19 351 €	19 351 €	0 €	0,0%
TOTAL	1 122 739 €	1 013 486 €	947 360 €	948 657 €	1 297 €	0,1%

Les charges exceptionnelles apparaissent en forte augmentation avec + 1 524,5 K€ et + 262 % à 2 104,5 K€ sous la combinaison de plusieurs facteurs :

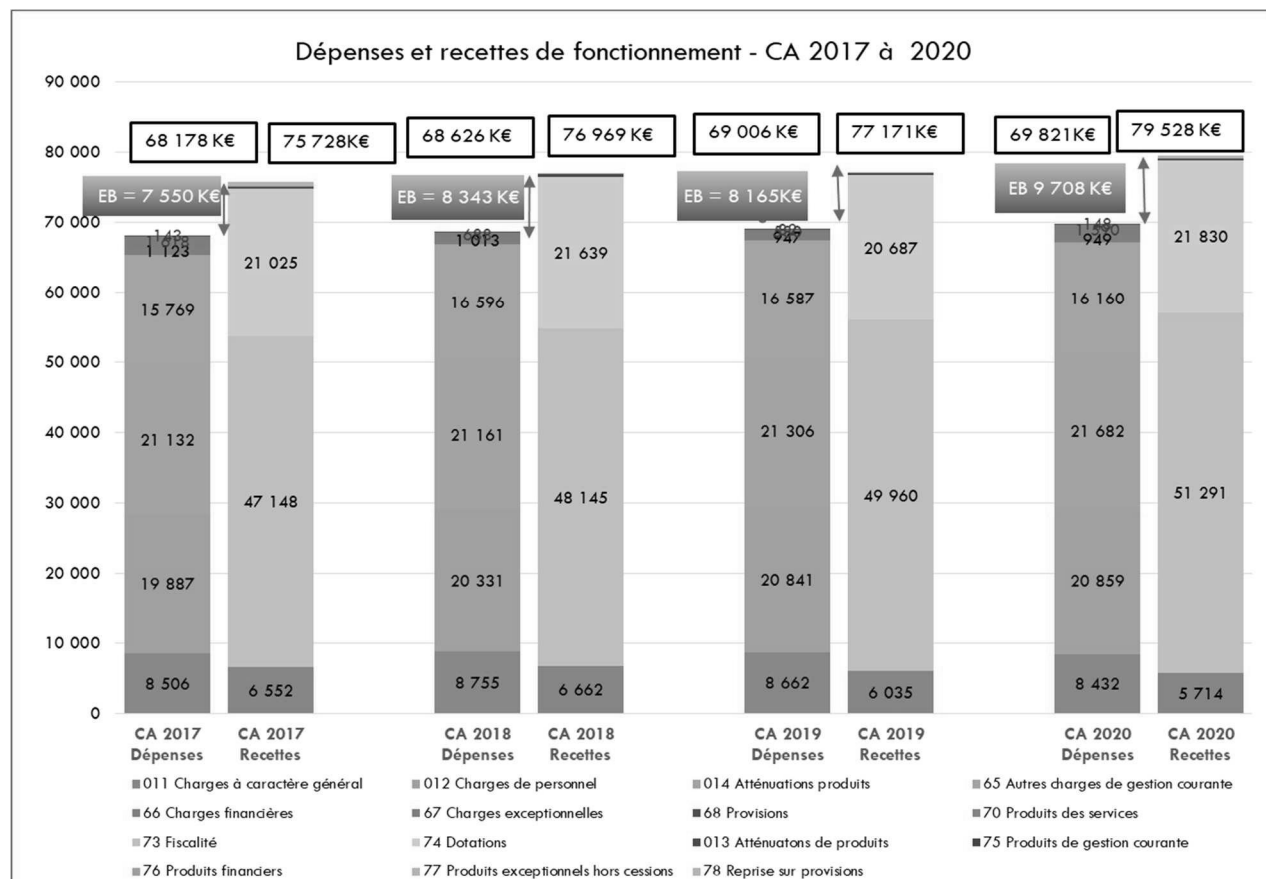
- Tout d'abord une opération de régularisation comptable de comptes anormalement débiteurs de 514,1 K€, avec une recette équivalente. Avec ce retraitement, l'augmentation est ramenée à 1 010,4 K€ et 174 %.
- Les aides exceptionnelles versées par GrandAngoulême aux commerces et entreprises affectés par les mesures de fermeture administrative en lien avec la crise sanitaire. Les aides versées se sont élevées à 631 675 €.
- La prise en charge par la communauté d'agglomération de 50 % du coût des masques distribués aux communes et structures partenaires, prise en charge qui s'est élevée à 107 686 €.
- L'augmentation de la subvention exceptionnelle versée à l'espace Carat de + 531 354 € par rapport à 2019. Cette augmentation doit être relativisée, le montant de 2019 ayant été largement atténué par le versement de la soulte exceptionnelle de Reden Solar dans le cadre du bail emphytéotique pour les panneaux photovoltaïques, soulte qui était d'un montant de 155 K€. Moyennant ce retraitement, l'augmentation de la subvention est ramenée à 376,4 K€ et correspond au coût de la fermeture administrative de la structure pendant les différentes mesures de confinement et aux restrictions sanitaires de l'année 2020.
- L'augmentation de la subvention exceptionnelle au Camping ; de + 42,7 K€ à 105,7 K€, celui-ci ayant été également impacté par les mesures de confinement et de restrictions sanitaires.
- Enfin, le versement d'une subvention de 38 250 € au Syndicat mixte des aéroports pour le budget annexe de la régie aéroport, correspondant au déficit de l'année 2019 réparti en 2020 entre les différents membres du SMAC au prorata de leur participation en 2019.

67 Charges exceptionnelles	2018	2019	2020	Δ 2020-2019	%
Charges excep. sur op. gestion	2 281 €	78 878 €	526 466 €	447 588 €	567,4%
<i>dont op. régul (recette //)</i>	0 €	0 €	514 100 €	514 100 €	
Titres annulés sur exercices antérieurs	45 619 €	152 090 €	13 486 €	-138 604 €	-91,1%
Subventions excep. aux communes	0 €	0 €	107 686 €	107 686 €	
Subv.excep. Carat	445 624 €	107 879 €	639 233 €	531 354 €	492,5%
Subv.excep. Camping	103 388 €	63 025 €	105 689 €	42 664 €	67,7%
Subv excep. SMAC (régie aéroport)	0 €	0 €	38 250 €	38 250 €	
Subv aux personnes droit privé	91 200 €	177 800 €	6 470 €	-171 330 €	-96,4%
Aides excep. Crise sanitaire			631 675 €	631 675 €	
Autres		373 €	35 562 €	35 189 €	NS
TOTAL	688 112 €	580 045 €	2 104 517 €	1 524 472 €	262,8%
TOTAL hors opération régul.	688 112 €	580 045 €	1 590 417 €	1 010 372 €	174,2%

Enfin, **des provisions ont été constituées pour 148,4 K€**, dont 131 K€ au titre de créances douteuses en matière de taxe de séjour.

Au global, **les charges de fonctionnement évoluent de 815 K€ et 1,2 %** malgré les différents impacts de la crise sanitaire sur les dépenses de GrandAngoulême.

- 3) **En matière d'épargne**, cela se traduit par une amélioration substantielle de l'épargne brute, ou excédent brut courant, celui-ci passant de 8 165 K€ en 2019 à 9 708 K€ en 2020.



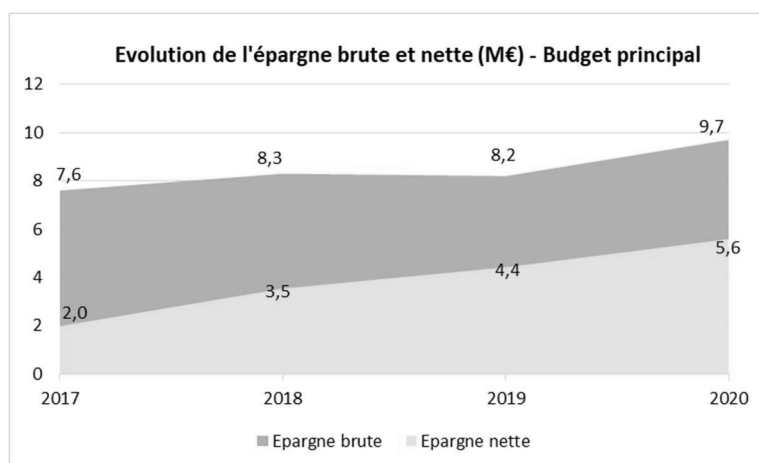
La progression des recettes de fiscalité ainsi que des dotations et participations, combinée à une progression contenue des dépenses, sous l'effet d'économies de gestion ayant permis d'absorber une partie des dépenses supplémentaires engendrées par la crise sanitaire, permet une amélioration de l'excédent brut courant qui progresse ainsi de 2 430 K€ et de plus de 25 % de 2019 à 2020.

K€	2017	2018	2019	2020	Δ	%
Produits de fct. courant	75 128	76 855	76 962	79 128	2 167	2,8%
- Charges de fct. courant	65 294	66 844	67 397	67 133	-263	-0,4%
= EXCEDENT BRUT COURANT (EBC)	9 835	10 011	9 565	11 995	2 430	25,4%
+ Solde exceptionnel large	-1 355	-850	-654	-1 533	-879	134,4%
= Produits exceptionnels larges*	600	114	209	400	191	91,1%
- Charges exceptionnelles larges*	1 955	965	863	1 933	1 070	123,9%
= EPARGNE DE GESTION (EG)	8 479	9 160	8 912	10 462	1 551	17,4%
- Intérêts	929	817	747	755	8	1,1%
= EPARGNE BRUTE (EB)	7 550	8 343	8 165	9 708	1 543	18,9%
- Capital	5 570	4 805	3 746	4 119	373	10,0%
= EPARGNE NETTE (EN)	1 980	3 539	4 419	5 589	1 170	26,5%

* y compris financiers hors intérêts (produits et charges) et provisions réelles (dotations et reprises)

L'épargne brute ainsi dégagée en 2020 s'élève à 9 708 K€ contre 8 165 K€ en 2019, en augmentation de 1 543 K€ et de près de 19 %. En termes de ratio, le taux d'épargne brute représente 12,1 % des recettes réelles de fonctionnement.

L'épargne nette, obtenue après déduction du remboursement du capital des emprunts, **s'élève à 5 589 K€** contre 4 419 K€ en 2019, en progression de 1 170 K€ et de 26,5 %. Elle représente tout juste 7 % des recettes réelles de fonctionnement, en augmentation par rapport à 2019. Ce ratio de 7 % correspond au ratio d'équilibre couramment admis pour l'épargne nette.



Ainsi, et de façon paradoxale compte tenu de la situation sanitaire en cours et de ses incidences sur les dépenses et les recettes de la collectivité, l'objectif fixé pour la progression du taux et du montant d'épargne nette peut être considéré comme atteint.

L'amélioration ainsi constatée de l'épargne nette, obtenue grâce aux effets d'un environnement économique relativement favorable jusqu'en 2019 et de taux d'intérêt bas, conjugués à des efforts de gestion des services, risque malheureusement d'être mis à mal dans les années à venir par la crise économique et sociale consécutive à la pandémie de COVID-19.

Cette résilience des finances communautaires sur l'année 2020 a également été constatée au niveau national. Jean-René CAZENEUVE, président de la Délégation aux collectivités territoriales à l'Assemblée nationale à qui le gouvernement avait confié au printemps 2020 une mission d'évaluation des implications de la crise sanitaire sur les budgets locaux, a réalisé plusieurs actualisations de son rapport : il en ressort qu'en 2020, « l'impact est globalement limité et moins fort qu'attendu initialement ». Cette analyse est confortée par une enquête flash réalisée en février par l'ADCF auprès des intercommunalités qui majoritairement, jugent leur situation financière en 2020 plutôt « bonne » le avec un faible niveau de dépenses de fonctionnement réalisées en 2020 en lien avec la crise sanitaire, alors que la bonne tenue des recettes aura permis de maintenir voire de faire progresser la capacité d'autofinancement.

B- Section d'investissement :

- 1) **Les dépenses d'investissement se sont élevées à 26 498 K€,** dont 18 465K€ de dépenses réelles, 224,2 K€ de dépenses d'ordre et 7 808,5 K€ de déficit antérieur reporté.

				DEPENSES		
INVESTISSEMENT				2018	2019	2020
I	R	-	001 RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT	9 054 083	9 879 085	7 808 523
			10 DOTATIONS,FONDS DIVERS ET RESERVES	200 000		
			16 EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	5 368 993	4 119 487	4 279 085
			26 PARTICIPATIONS, CREANCES RATTACHEES A DES PARTICI.	339 000	50 000	330 500
			27 AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	550 000	100 000	6 442
			45 OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	939 394	326 285	
		AP		11 086 592	9 910 844	8 680 834
		OP		96 793	178 168	1 067 337
		DA	13 SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES	0	0	
			20 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	308 172	316 529	348 902
			204 SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES	963 909	1 690 970	1 644 723
			21 IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 199 587	1 386 597	794 102
			23 IMMOBILISATIONS EN COURS	2 210 959	2 559 592	1 313 470
		Total R		32 317 482	30 517 557	26 273 917
	O	-	040 OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	338 216	443 759	214 986
			041 OPERATIONS PATRIMONIALES	90 842	347 155	9 180
		Total O		429 058	790 914	224 166
TOTAL INVESTISSEMENT				32 746 540	31 308 471	26 498 083

Le remboursement du capital des emprunts s'est élevé à 4 279 K€, contre 4 119 K€ en 2019, soit une augmentation de 160 K€. A noter que cette augmentation provient pour l'essentiel de la dette courante de la collectivité, en lien avec l'augmentation de l'encours entre 2019 et 2020 (+ 2 M€ à 48,2 M€) et que ce montant comprend également le remboursement en capital du partenariat public privé pour la construction du stade d'athlétisme, qui progresse de 1 %.

(en €)	2017	2018	2019	2020	Δ	%
Total remboursement capital	6 192 761	5 368 993	4 119 487	4 279 085	159 598	3,9%
dont remboursement anticipé	1 658 000	1 132 526	0	0	0	
dont remboursement PPP	175 103	174 503	175 104	176 769	1 665	1,0%
dont cautions	891	320	7 499	230	-7 269	NS
soit remboursement capital emprunts courants	4 358 767	4 061 644	3 936 884	4 102 086	165 202	4,2%

Une part de dette fait désormais l'objet d'un remboursement annuel de la part des communes, suite à la restitution des bâtiments des écoles de ex Charente Boème Charraud, ainsi que de Calitom. En effet, la part de financement réalisée par voie d'emprunt pour l'usine d'incinération de la Couronne (UIOM) est remboursée par celui-ci. Le montant de ce remboursement a été de 86,3 K€ pour l'ex UIOM et de 74,1 K€ pour les bâtiments des écoles. Ainsi, **le montant net de remboursement de capital en 2020 est de 3 941,6 K€.**

Les dépenses d'équipement se sont élevées à 14 186 K€ en 2020 contre 16 159 K€ en 2019, soit une diminution de 2 332 K€ et de 14,1 %.

Dépenses invest. hors dette (en K€)	2017	2018	2019	2020	Δ 2020/2019	%
Opérations dans PPI	8 365	11 087	9 911	8 681	-1 230	-12,4%
Opérations hors PPI	500	75	178	1 067	889	499,1%
Dotations (20,21,23)	3 153	3 718	4 263	2 456	-1 806	-42,4%
Dotations (204)	655	986	1 691	1 645	-46	-2,7%
<i>dont AC investi.</i>	0	327	817	817	0	0,0%
Autres dépenses (10,13, 26,27)	400	1 089	150	337	187	124,6%
Opérations comptes tiers (45)	48	939	326	0	-326	-100,0%
Total	13 121	17 894	16 519	14 186	-2 332	-14,1%

Les dépenses incluses dans le programme pluriannuel d'investissement ont diminué de 1 230 K€ à 8 681 K€, en lien avec le calendrier de réalisation d'opérations, avec une année 2020 correspondant à des fins d'opérations. Le taux de réalisation a également été altéré par les mesures de confinement et l'arrêt de chantiers pendant plusieurs semaines au moment du premier confinement de mars à mai.

Cette baisse ne concerne que les opérations directes, en lien avec les volumes budgétaires relatifs aux opérations de la passerelle et du parvis de la gare d'Angoulême, la fin de la construction du centre de loisirs de Dirac et les travaux du local de stockage. Certaines opérations ont vu leurs crédits de paiement augmenter comme les travaux du secteur gare, la couverture photovoltaïque de Nautilus, la déconstruction du centre équestre des Frauds ou l'aménagement du barreau nord. L'année 2020 a également vu le démarrage des études et de la maîtrise d'œuvre du PEM de la Couronne.

En revanche, les dépenses indirectes incluses dans la PPI, soit les subventions d'équipement et les fonds de concours versés à des tiers, sont en légère progression, passant de 4 000 K€ en 2019 à 4 103 K€ en 2020. Les versements concernant le domaine de l'Habitat représentent la moitié de ces dépenses, avec 2 034 K€, contre 1 737 K€ en 2019. Les autres dépenses en progression concernent le schéma cyclable ainsi que les cofinancements de l'ESPE ou de l'EESI dans le cadre du CPER 2014-2020.

K€	2018	2019	2020
20, 21, 23... - Dépenses directes d'équipt	7 435	5 910	4 577
AP02 : MEDIATHEQUE	90	0	0
AP14 : SECTEUR GARE	116	504	921
AP11 : PASSERELLE DU PEM	4 804	2 443	586
AP16 : PARVIS DU PEM	168	1 678	340
AP26 : AMGT VOIRIE MONTAGNES	22	18	44
AP29 : PLUI	62	165	49
AP30 : DOC URBANISME	90	114	30
AP33 : ALSH	1 047	136	20
AP36 : NAUTILIS - PHOTOVOLTAIQUE	43	22	930
AP37 : NAUTILIS - TOITURE	1	0	0
AP38 : CANALISATIONS PLUVIALES BHNS	608	33	22
AP42 : PEM LA COURONNE (parvis + pass)		3	201
AP43 : CONSERVATOIRE	15	27	11
AP45 : DECONSTRUCTION LES FRAUDS	3	2	245
AP46 : EAUX PLUVIALES GRAND FONT	338	24	0
AP47 : RGLT LOCAL DE PUB INTERCOMMUNAL	1	68	16
AP48 : AMGT BARREAU NORD			501
AP51 : LOCAL STOCKAGE GA		367	28
AP54 : REHABILITATION SIEGE		6	8
AP55 : REHABILITATION VOIRIES		295	517
AP61 : DOCS URBANISME 2			11
AP62 : ELABORATION SCOT 2			1
AP63 : EAUX PLUVIALES - GRAND FONT 2			7
AP64 : TUILERIE NIOLETT			1
AP66 : EAUX PLUVIALES			89
AUTRES	27	6	
204 - Fonds de concours	3 651	4 000	4 103
AP15 : LGV-SEA	135	0	0
AP06 : ORU et Habitat ORU (production logs)	484	45	54
AP20 : PLH 2014-2020 / HABITAT INDIGNE	330	376	449
AP21 : PLH 2014-2020 / PCS PROD LOGEMENTS	190	852	889
AP22 : PLH 2014-2020 / ACCESSION PROPRIETE	312	311	223
AP18 : PLH 2014-2020 / HABITAT - PUBLIC SPE	25	40	4
AP19 : PLH 2014-2020 / INTERV PARC PUBLIC EXISTANT	133	159	264
AP23 : PNRU 2	73	31	110
AP24 : RN 141 (CPER 2015-2020)	1 360	1 216	1 081
AP28 : VAL DE CHARENTE V92	4	186	306
AP35 : LOI PINEL PLUS	28	69	40
AP39 : TROIS CHENE ET SNPE	0	45	22
AP40 : BAROUILHET	0	0	0
AP41 : LIAISONS DOUCES	41	41	0
AP52 : PROD NVELLE 2019-2020 / NOUVEAU RGLT		0	163
AP53 : REHAB 2019-2020 / NOUVEAU RGLT		0	43
AP56 : SCHEMA CYCLABLE		8	137
AP57 : AIDE IMMOBILIER ENTR 2019		72	0
AP58 : RELOCALISATION ESPE		14	218
AP59 : REHABILITATION EESI			100
AP67 : ROND POINT ROULLET			0
AUTRES	535	535	
TOTAL DEPENSES PPI	11 086	9 910	8 680

Les **opérations d'équipement**, hors PPI, représentent en 2020 un montant important de 1 067 K€, correspondant aux travaux de la Crèche pour l'aménagement de cet équipement sur 2 nouveaux sites.

Pour **les dotations d'investissement**, qui correspondent essentiellement à des dépenses de grosses réparations sur le patrimoine de l'agglomération, à des subventions d'équipement versées dans le cadre de contributions statutaires ou à des fonds de concours, celles-ci **sont en nette diminution, passant de 6 430 K€ en 2019 à 4 438 K€ en 2020.**

Les dotations correspondant à des dépenses d'équipement s'élèvent ainsi à 2 456 K€ en 2020 contre 4 263 K€ en 2019, soit des dépenses en diminution de 1 806 K€ et 42,4 %. Ces dépenses sont principalement portées par :

- des dépenses en matière informatique : 610,6 K€ dont 129,8 K€ pour le service commun Système et réseau et 480,8 K€ pour GrandAngoulême. Dans cette dernière part, les matériels représentent près de 299 K€, le travail à distance massivement déployé en 2020 ayant entraîné l'acquisition d'un grand nombre de matériels ainsi que des adaptations à la généralisation de la visioconférence.
- les travaux en matière d'eaux pluviales (431,4 K€), dont 140 K€ de travaux sur la commune de Linars, 86 K€ à Balzac , 64 K€ à Fléac et 15 K€ à Champniers.
- les travaux de voirie dans les zones activités, avec 75 K€ en 2020 contre 48 K€ en 2019
- des travaux dans les divers équipements pour près de 450 K€ : Nautilus (151,9 K€), Alpha (60,6 K€), Ecole d'arts (26,8 K€), Conservatoire (88,6 K€), Baignades (14,3 K€), centre sportif Montagnes (28,7 K€), centre équestre Tourette (31,3 K€), RAM Roulet (36,2 K€), cuisine centrale (9,2 K€)
- des acquisitions d'instruments musique pour 29,2 K€
- des travaux aménagements du siège pour 89 K€ (réfection toitures, climatisation bureaux, contrôle accès, chaufferie 51 rue du Gond) et 12,8 K€ de travaux de câblage informatique qui se poursuivent en 2021
- des matériels de transport, soit 97 K€ pour 5 véhicules (4 véhicules utilitaires + 1 VL),
- des études en matière de zones commerciales (10,1 K€)

A noter des dépenses de **participations financières à hauteur de 300,5 K€**, dont 280 K€ à Initiative Nouvelle Aquitaine pour abonder le fonds dédié aux prêts de secours d'urgence aux entreprises dans le cadre de la crise sanitaire. Un montant de 50 K€ a également été versé au fonds de garantie Sofitech, portant celui-ci à un total de 150 K€. Enfin, GrandAngoulême a investi 500 € dans la SCIC Champs du Partage.

Du côté des **subventions d'équipement**, le montant est quasiment stable, passant de 1 691 K€ en 2019 à **1 645 K€ en 2020**, soit une diminution de 46 K€ et de 2,7 %.

Subv. équipement (en €)	2020
AC investissement	817 436 €
Participation SMPI	300 000 €
Participation SMAPE	63 175 €
ADEL TPE - Economie	210 593 €
ADEL TPE - COVID19	33 868 €
ADEL TPE - Commerces	31 114 €
Immobilier entreprise	39 764 €
Fonds concours équip. sportifs	59 604 €
Fonds de concours équip. culturels	49 169 €
Subv équip. E2C	40 000 €
TOTAL	1 644 723 €

Toutefois, ce chapitre comprend les attributions de compensation versées en investissement, qui s'élèvent désormais à 817 K€. Retraitées de cette somme, les dotations annuelles sous forme de subventions d'équipement sont de 827 K€ contre 873 K€ en 2019, soit une diminution de 46 K€ liée principalement à la participation au SMPI, celle-ci passant de 350 K€ en 2019 à 300 K€ en 2020.

A noter une subvention d'équipement de 40 K€ versée à l'Ecole de la 2^{ème} Chance dans le cadre du financement des aménagements nécessaires à son ouverture et à l'accueil d'une première promotion d'élèves à l'automne 2020.

Le financement des dépenses d'investissement a été réalisé de la façon suivante :

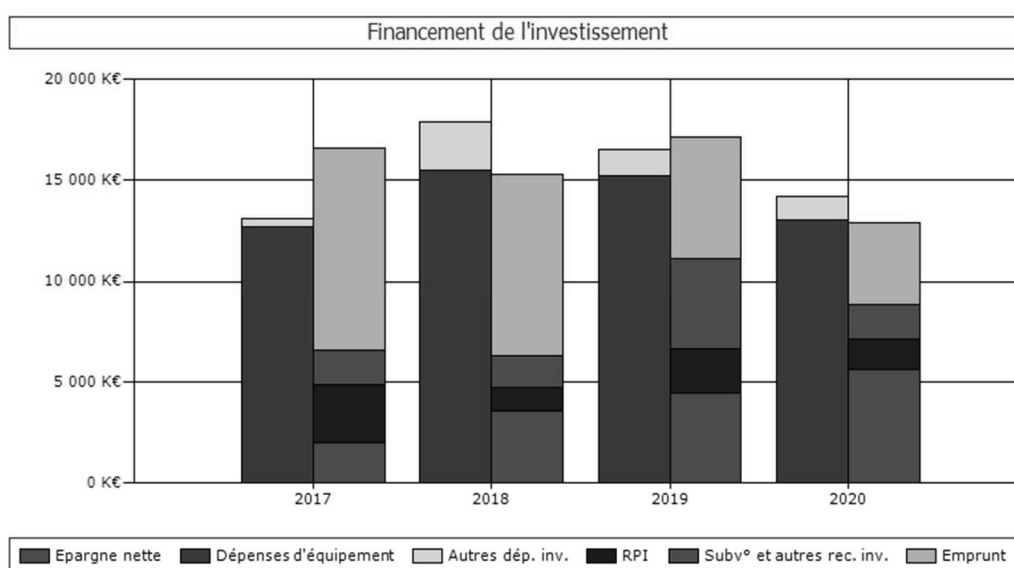
- pour 1 487 K€ par des ressources propres, dont 1 303 K€ de FCTVA,
- pour 1 745 K€ par des subventions, dont 589,2 K€ de FNADT au titre du programme Cœur d'agglomération, 557 K€ de la Région au titre du PEM Angoulême, 217,9 K€ du Département dont 124,2 K€ au titre de l'opération Val de Charente et 93,7 K€ pour les baignades, 80 K€ de la CAF pour le financement de l'ASH Alvéole
- pour 4 100 K€ par recours à l'emprunt
- pour 5 589 K€ par l'épargne nette

Ce qui peut se synthétiser et se représenter de la façon suivante :

K€	2017	2018	2019	2020
Dép. d'inv. hs annuité en capital	13 121	17 894	16 519	14 186
Dép. d'inv. hs dette	13 121	17 894	16 519	14 186
Dépenses d'équipement	12 673	15 539	15 225	13 032
Dépenses directes d'équipement	7 628	11 229	10 610	8 520
Dépenses indirectes (FdC et S.E.)	5 045	4 310	4 615	4 512
Opérat° pour cpte de tiers (dép)	48	939	326	0
AC Investissement		327	817	817
Autres dépenses d'inv.	400	1 089	150	337
Remboursements anticipés	0	0	0	0
Financement des investissements	16 578	15 304	17 147	12 921
Epargne nette	1 980	3 539	4 419	5 589
Ressources propres d'inv. (RPI)	2 898	1 151	2 185	1 487
FCTVA	1 537	844	1 909	1 303
Produits des cessions	1 211	181	35	45
AC Investissement		107	104	104
Diverses RPI	150	18	137	36
Opérat° pour cpte de tiers (rec)	48	0	1 123	0
Fonds affectés (amendes...)	0	0	94	0
Subventions yc DETR / DSIL	1 650	1 614	3 326	1 745
Emprunt	10 002	9 000	6 000	4 100
Variation de l'excédent global	3 457	-2 590	628	-1 265
Excédent global de clôture (EGC)	7 853	5 474	6 104	4 839

L'excédent global de clôture à fin 2020 est désormais de 4 839 K€.

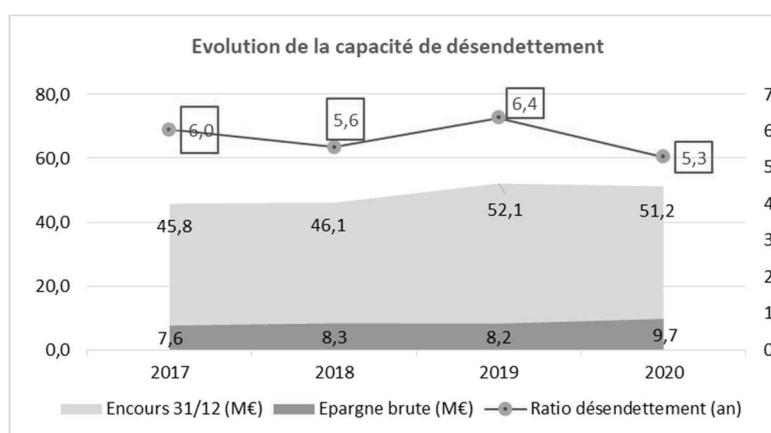
La représentation graphique du mode de financement des investissements est la suivante :



On notera le ralentissement des dépenses d'investissement en 2020, en lien avec la fin du mandat et la crise sanitaire, l'évolution de la part d'épargne nette disponible pour le financement des dépenses d'investissement, passant de 1,98 M€ en 2017 à 5,59 M€ en 2020, la variabilité de la part des subventions finançant les dépenses d'investissement selon les années, traduisant la maturité ou non des projets d'investissement et les versements sollicités auprès des co-financeurs.

En matière de dette, compte tenu d'un recours à l'emprunt de 4,1 M€ (emprunt sur livret A + 0,6 % souscrit auprès de la Banque des territoires) et d'un remboursement en capital quasiment à même hauteur, l'encours de dette reste stable et s'établit fin 2020 à 48,2 M€ au budget principal hors PPP et à 51,2 M€ avec le PPP.

En terme de capacité de désendettement, ratio qui permet d'estimer en combien d'années la collectivité pourrait rembourser la totalité du capital de sa dette si elle y consacrait la totalité de son épargne brute, celui-ci s'établit à 5,3 années à fin 2020 contre 6,4 années en 2019, traduisant l'amélioration de l'épargne brute de la collectivité.



Enfin, le schéma d'équilibre général du compte administratif 2020 se présente de la façon suivante :

Fonctionnement	Charges à car. gén. : 8 432	
	Charges de personnel : 20 859	
	Charges de gest. cour. : 16 160	
	Autres charges : 24 128	
	Intérêts : 755	
	Epargne brute : 9 708	
		Impôts et taxes : 51 291
		Dotations et participations : 21 830
		Prod Fonc cour. divers : 6 522
		Autres Prod. Fonc : 400
Investissement	Remb. Capital : 4 119	Epargne brute : 9 708
	Dép d'équip brutes : 8 520	Ress. propres Inv. : 1 487
	Autres Dép. Inv. : 5 827	Subventions : 1 745
		Emprunt : 4 100
		Variation : 1 265

Le détail des montants réalisés figure dans le présent rapport et les fiches récapitulant l'exécution budgétaire 2020 de chacun des équipements gérés en régie et inclus dans le budget principal figurent en annexe : conservatoire Gabriel Fauré, médiathèque L'Alpha, Ecole d'Arts (tous sites confondus : Les Acacias, Le Labo, l'Epiphyte), crèche Les Poussins, Piscine-patinoire Nautilus, centre sportif des Montagnes, Accueil de loisirs sans hébergement (ALSH) Dirac.

CA 2020 – DEPENSES AU TITRE DE LA MOBILITE (Budget principal)

Les crédits consacrés en 2020 à la mobilité au sein du budget principal sont de **216,1 K€ en dépenses directes de fonctionnement, 702 K€ en recettes de fonctionnement, 1 264 K€ de dépenses d'investissement et 568 K€ de recettes d'investissement.**

Les dépenses de fonctionnement s'élèvent à 216 140,47 €.

Celles-ci se déclinent de la façon suivante :

- ✓ Accompagnement technique des plans de mobilité (77 940 €) et étude d'opportunité de l'axe Angoulême-Limoges (24 768 €)
- ✓ Primes à l'achat de VAE : 35 559 €
- ✓ Subventions : A'Urba (25 000 €) et Cyclofficine (5 000€)
- ✓ Adhésions : 6 109 € (Altro et Club des villes cyclables)
- ✓ Diverses charges d'énergie, entretien, nettoyage et maintenance sur les espaces de mobilité (passerelle, ascenseurs) pour près de 40 K€

Les recettes de fonctionnement s'élèvent à 701 976,49 € et se composent essentiellement de :

- du reversement du versement transport (VT) pour 206 514,49 € soit l'équivalent exact des dépenses de fonctionnement liées directement à la compétence mobilité.
- la refacturation du budget annexe Transports au budget principal pour 475 218 €, représentant la part de charges indirectes supportées par le budget principal (frais de siège, quote-part de charges des services supports,...)
- la participation de la communauté urbaine de Limoges pour l'étude socio-économique sur l'axe Angoulême-Limoges pour 18 144€

Les dépenses d'investissement s'élèvent à 1 264 K€ et sont exclusivement composées de crédits gérés en AP/CP :

- ✓ **Les opérations d'équipement :**
 - Passerelle du PEM Angoulême : 585,7 K€
 - Parvis PEM Angoulême : 340,4 K€ (46,6 K€ PEM Est et 293,8 K€ PEM Ouest)
 - Passerelle PEM La Couronne : 143,8 K€
 - Parvis PEM La Couronne : 43,7 K€
 - Schéma cyclable : 137,3 K€ de subventions versées (aménagement cyclables RD910 Girac-Université et route du Jonco à La Couronne)

Intitulé	Opération N°	Montant AP/AE TOTAL 2020	Montant AP/AE TOTAL 2021	CA 2020	RESTE A REALISER	CP 2021	CP 2022	CP 2023	CP 2024 et suivants
AP 11 - PASSERELLE POLE ECHANGE MULT	10201004	11 152 358,80	11 152 358,80	585 719,41	1 329 321,93	671 866,80	657 455,13		
AP 16 - PARVIS PEM ANGOULEME	1016	9 296 020,00	9 296 020,00	340 409,40	838 299,46	250 000,00	380 708,86	207 590,60	
AP 40 - BAROUILHET	10201801	2 000 000,00	2 000 000,00		2 000 000,00	0,00			2 000 000,00
AP 41 - LIAISONS DOUCES	10201802	200 000,00	200 000,00	0,00	117 157,13	17 500,00	82 259,13	17 398,00	
AP 42 - PEM LA COURONNE - Passerelle	10201803	3 560 000,00	3 560 000,00	143 796,00	3 413 396,00	500 000,00	2 613 396,00	300 000,00	
AP 42 - PEM LA COURONNE - Parvis	10202008	2 772 000,00	2 772 000,00	56 806,80	2 715 193,20	0,00	1 000 000,00	850 000,00	865 193,20
AP 56 - SCHEMA CYCLABLE	10201908	1 300 000,00	1 300 000,00	137 287,26	1 154 919,39	250 000,00	270 000,00	270 000,00	364 919,39

Les recettes d'investissement s'élèvent à 558 K€ et sont composées de cofinancement pour :

- le versement des subventions pour le PEM Angoulême, à hauteur de 557 K€ représentant le solde du CPER pour la Région
- quelques diminutions d'avances sur marchés pour 1 K€

CA 2020 – BUDGET ANNEXE TRANSPORTS

Les réalisations du budget annexe Transports s'élèvent à hauteur de **24 616 K€ en dépenses de la section de fonctionnement et de 14 463 K€ en dépenses de la section d'investissement.**

CA 2020 TRANSPORTS									
en K€									
DEPENSES					RECETTES				
FONCTIONNEMENT									
	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020		CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020
AE/CP	0	3 000	1 500	500	Résultat reporté (002)				
Crédits nouveaux	14 482	22 272	22 866	21 842	Crédits nouveaux	29 860	28 972	27 794	28 446
Sous/total opérations réelles	14 482	25 272	24 366	22 342	Sous/total opérations réelles	29 860	28 972	27 794	28 446
Virement									
Dotation aux amortissements	1 514	1 499	1 754	2 275	Opérations ordre	1	46	65	108
Sous/total opérations ordre	1 514	1 499	1 754	2 275	Sous/total opérations ordre	1	46	65	108
TOTAL FONCTIONNEMENT	15 995	26 771	26 120	24 616	TOTAL FONCTIONNEMENT	29 860	29 017	27 859	28 554
INVESTISSEMENT									
	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020		CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020
					Excédents capitalisés (1068)	309	308		16 067
Opération pour comptes tiers				391	Opération pour comptes tiers				391
APCP	11 311	14 264	26 950	11 920	APCP - subventions			289	1 556
Autres dépenses	1 626	4 155	314	1 052	Autres	1 962	140	519	332
Emprunt			675	817	Emprunt		12 000	12 500	1 600
Sous/total opérations réelles	12 937	18 419	27 939	14 179	Sous/total opérations réelles	2 271	12 455	13 308	19 946
					Virement	0	0	0	
Opérations patrimoniales	1 053	2	74	4	Opérations patrimoniales	1 053	2	74	4
Opérations ordre	1	46	65	108	Amortissements	1 514	1 499	1 754	2 275
Sous/total opérations ordre	1 054	48	139	112	Sous/total opérations ordre	2 566	1 501	1 827	2 278
Opérations liées à MO déléguée	5 582	16 000	23 850	172	Opérations liées à MO déléguée	5 582	9 307	24 130	12 462
TOTAL INVESTISSEMENT	19 572	34 467	51 928	14 463	TOTAL INVESTISSEMENT	10 420	23 263	39 265	34 687

A- Section de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement s'élèvent à 24 616 K€, dont 2 275 K€ d'écritures d'ordre et 22 342 K€ d'écritures réelles.

BA TRANSPORTS					CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	réal. 20	Evol. 17-20
Sec	Se	Ty	Chap	Chapitres	Dépenses	Dépenses	Dépenses	CA Dépenses	Dép.	Dép.
n	ns	pe	(Code)							
F	D	-	042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	1 513 593	1 499 098	1 753 572	2 274 553	99%	14,5%
					1 513 593	1 499 098	1 753 572	2 274 553	99%	14,5%
	D	-	011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	732 316	19 322 801	19 621 332	19 395 821	91%	198,1%
			012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	145 988	241 960	358 602	446 874	89%	45,2%
			014	ATTENUATIONS DE PRODUITS	76 172	33 574	3 345	2 219	11%	-69,2%
			65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	13 519 565	1 276 144	1 244 650	1 151 895	60%	-56,0%
			66	CHARGES FINANCIERES			343 623	391 009	75%	-
			67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	7 652	3 347 050	2 794 534	953 798	49%	399,5%
			68	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS		1 050 608	0		-	-
					14 481 693	25 272 136	24 366 087	22 341 618	85%	15,5%
Total F					15 995 286	26 771 234	26 119 658	24 616 170	86%	15,5%

Les dépenses d'ordre de 2 274,6 K€ se composent uniquement de dotations aux amortissements (pour mémoire, en M4, tous les investissements sont amortissables).

Les dépenses réelles s'élèvent à 22 341,6 K€, soit un taux de réalisation de 85 % des crédits votés et une diminution de 2 024 K€ et de -8,3 % par rapport à 2019.

- Les charges à caractère général, de 19 396 K€, soit un taux de réalisation de 91 %, sont en diminution de 226 K€ et de 1,1 %.
- sous l'effet de la réévaluation de la prestation versée à la SPL STGA avec une diminution de 1 007 K€ pour un total versé de 17 806 K€ *sous le double effet d'une adaptation des prestations de desserte du réseau après plusieurs mois de mise en œuvre du nouveau réseau d'une part et d'économies réalisées à l'occasion des mesures sanitaires et confinements ayant jalonné l'année 2020. Plusieurs avenants au contrat ont ainsi été adoptés en 2020.*
- Sous l'effet de la prise en compte dans ce chapitre des prestations de transport scolaire à hauteur de 805 K€, prestations auparavant exercées par la Région Nouvelle Aquitaine et pour lesquelles il existe une dotation de compensation de la Région (cf. recettes ci-après).
- Les charges de personnel s'élèvent à 446,9 K€, soit une augmentation de 25 %. Cette augmentation s'explique en grande partie par le recrutement de 2 agents pour le service Transport scolaire suite au transfert effectif des services de transports scolaires situés à l'intérieur du ressort territorial de GrandAngoulême au 1^{er} janvier 2020. Cette charge est également compensée partiellement au travers de la dotation de la Région (cf. recettes ci-après).
- Les autres charges de gestion courante ne sont réalisées qu'à hauteur de 60 % à 1 152 K€ sous l'effet :
 - D'une surévaluation des crédits nécessaires à la régularisation des transferts avec la Région au titre des années antérieures
 - De la prévision d'un reversement de VT au budget principal au titre de dépenses d'investissement, reversement qui n'a pas finalement pas été réalisé au regard de la faiblesse des encaissements de VT et du décalage temporel des dépenses au budget principal

Ont été réalisés :

- les reversements de VT au budget principal pour les actions de la mobilité à hauteur de 206,5 K€
 - le versement des subventions aux autorités organisatrices de rang 2 (AO2) pour les services de transport scolaire assurés par les 17 communes à hauteur de 197 K€
 - la contribution au forfait de charges de la DSP avec Transdev pour la ligne Réseau vert désormais intégrée au réseau Möbius pour 379,7 K€ comprenant le reversement de la quote part de recette relative à la fréquentation de la ligne
 - l'adhésion au SMINA pour 40 K€
 - la convention d'affrètement avec la Région pour 170 K€
- Les atténuations de produits au chapitre 014 ont été de 2,2 K€, les reversements de VT étant désormais quasi intégralement gérés par les URSSAF et directement déduits du montant de VT versé.

- Au titre des dépenses exceptionnelles, qui s'élèvent à 953,8 K€, on trouve :
 - La constatation de l'indemnité représentative de la réalisation d'un parking pour le personnel du centre hospitalier de Girac pour 391K€
 - L'indemnisation de la commune de Ruelle pour la reconstitution de places de stationnement dans le cadre du BHNS à hauteur de 12 936 €
 - Les indemnités versées à divers commerçants et artisans au titre des préjudices liés aux travaux du BHNS pour 49 280 €
 - Le versement d'un acompte de 500 K€ pour le fonds de concours à la Commune d'Angoulême pour le tunnel de la Gâtine. Le solde devrait intervenir en 2021 et être ajusté à la réalité des dépenses constatées.

Les recettes de fonctionnement s'élèvent à 28 553,7 K€, dont 107,9 K€ de recettes d'ordre et 28 445,8 K€ de recettes réelles.

BA TRANSPORTS					CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020				Evol. 17-20
Section	Se	Ty	Chap	Chapitres	Recettes	Recettes	Recettes	CA Recettes	Dép.	Rec	Rec	
	R	-	042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	800	45 564	65 164	107 885	-	100%	412,8%	
			Total O		800	45 564	65 164	107 885	99%	100%	412,8%	
	R	-	013	ATTENUATIONS DE CHARGES			569	1 251	-	319%	-	
			70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES DIVERSES		4 017 754	3 658 660	3 199 455	-	90%	-	
			73	IMPOTS ET TAXES	19 389 611	20 079 547	20 733 800	19 533 268	-	107%	0,2%	
			74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	2 277 374	2 549 645	2 238 454	4 390 124	-	104%	24,5%	
			75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	1 271	2 324 620	13 865	162 260	-	106%	403,5%	
			76	PRODUITS FINANCIERS				473	-	-	-	
			77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	102 680	0	1 148 647	108 368	-	8961%	1,8%	
			78	REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS		0		1 050 608	-	100%	-	
			Total R		21 770 936	28 971 567	27 793 994	28 445 806	85%	105%	9,3%	
Total F					21 771 736	29 017 131	27 859 158	28 553 691	86%	105%	9,5%	

Les recettes d'ordre de 107 885 € sont constituées par les reprises de subventions transférables au compte de résultat.

Les recettes réelles pour 2020 sont de 28 445,8 K€ et se composent :

- du reversement des recettes de la STGA à hauteur de 3 112 K€, en diminution de 547 K€, en lien avec la crise sanitaire et la désaffectation des voyageurs pour les transports en commun en période de pandémie.
- des recettes du service de Transports scolaires qui s'élèvent pour 2020 à 87,8 K€
- des impôts et taxes, à hauteur de 19 533,3 K€, composé exclusivement par le Versement transport devenu depuis l'année 2020 Versement Mobilité (VM) avec un taux inchangé à 1,7 % sur le secteur de ex-GrandAngoulême et le taux lié à la deuxième année de lissage, soit 1,4 % en 2020, sur les autres secteurs. **Cette recette est en diminution de 1 200 K€ et de 5,6 % par rapport à l'année 2019.** Cette perte de produit est la conséquence directe des mesures de chômage partiel accordées aux entreprises en cette période de pandémie, les indemnités de chômage étant exonérées de charges sociales, dont le VM fait partie.
- de la dotation générale de décentralisation, dont le montant est figé maintenant depuis de nombreuses années à 2 238 454 €

- de la dotation de compensation de la Région, soit 1 324,5 K€ au titre de l'année 2020 et 518,5 K€ au titre de la période transitoire de 2019. A ce montant s'ajoute 100 K€ par an par voie de convention pour les correspondances, avec un rattrapage sur 3 années.

- Ces recettes annuelles sont complétées par la compensation liée au relèvement du seuil d'assujettissement, soit 138 K€ pour 2020 et la redevance d'usage de 10 K€ versée par la STGA.

Enfin, des recettes exceptionnelles sont intervenues sous la forme de cessions d'actifs pour 95 446 € et d'une reprise de provision pour 1 051 K€.

A ces recettes de l'année il faut ajouter :

- la reprise du résultat antérieur reporté, à hauteur de 1 468 K€.

B- Section d'investissement

Les dépenses d'investissement nouvelles s'élèvent à 14 463 K€, dont 112 K€ de dépenses d'ordre et 14 179 K€ de dépenses réelles.

BA TRANSPORTS					CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020			Evol. 17-20
Section	Se	Typ	Chap (Code)	Chapitres	Dépenses	Dépenses	Dépenses	CA Dépenses	Dép.	Rec	Dép.
I	D	-	040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	800	45 564	65 164	107 885	100%	-	412,8%
			041	OPERATIONS PATRIMONIALES	6 634 825	2 160	73 822	3 863	2%	-	-91,6%
			Total O		6 635 625	47 724	138 986	111 748	36%	91%	-74,4%
	D	-	16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES			675 000	816 667	96%	-	-
			26	PARTICIPATIONS, CREANCES RATTACHEES A DES PARTICI.	232 650				-	-	-100,0%
			27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES		0	9 000		-	-	-
			45	OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS		0	0	390 987	35%	-	-
		AP			11 298 268	14 261 850	26 950 269	11 919 799	93%	-	1,8%
		OP			12 852	73 642			-	-	-100,0%
		DA			1 259 895	20 012 941	24 154 928	1 223 532	18%	-	-1,0%
			Total R		12 803 665	34 348 433	51 789 197	14 350 984	67%	84%	3,9%
Total I					19 439 289	34 396 158	51 928 183	14 462 732	66%	84%	-9,4%

Les dépenses d'ordre de 112 K€ sont constituées par les reprises de subventions transférables (108 K€) et par les opérations patrimoniales au sein de la section d'investissement (4 K€) qui s'équilibrent en dépenses et en recettes.

Les dépenses réelles de 14 351 K€ sont constituées par :

- 817 K€ de remboursement de capital relatif aux emprunts souscrits en 2018 et 2019 (24,5 M€ empruntés en tout dont 12,5 M€ en 2019).
- Les dotations d'équipement (hors les avances sur travaux BHNS) se limitent à 1 052 K€ :
 - 21,9 K€ pour l'acquisition d'un logiciel de gestion des transports scolaires
 - 153 K€ de remplacement de moteurs et boîtes de vitesse sur les bus
 - 579,7 K€ d'acquisition de minibus
 - 209,8 K€ d'acquisition de vélos
 - 59,7 K€ pour des acquisitions de poteaux, abris voyageurs, cabines sanitaires
- Les avances de fond versés à la SPL GAMA pour les travaux BHNS se sont limitées à 171,8 K€

Le reste des opérations d'investissement est inclus dans la programmation pluriannuelle d'investissements et se présente ainsi :

Intitulé	Opération N°	Montant AP/AE TOTAL 2020	Montant AP/AE TOTAL 2021	CA 2020	RESTE A REALISER	CP 2021	CP 2022	CP 2023	CP 2024 et suivants
AP 1 - BHNS	1501	88 000 000,00	88 000 000,00	11 390 845,99	9 923 869,61	2 000 000,00	4 314 715,60	3 609 154,01	
AP 3 - OPERATIONS INDUITES BHNS	15201701	2 550 000,00	2 550 000,00	109 361,52	1 883 732,27	1 500 000,00	193 093,79	190 638,48	
AP 4 - SCHEMA D'ACCESSIBILITE	15201801	2 665 000,00	2 665 000,00	50 459,49	2 614 540,51	700 000,00	600 000,00	600 000,00	714 540,51
AP 5 - MODERNISATION RESEAU	15201901	1 750 000,00	1 750 000,00	369 131,56	1 252 391,71	550 000,00	300 000,00	271 523,27	130 868,44
TOTAL				11 919 798,56					

Pour les AP existantes :

Les travaux de l'opération du Bus à haut niveau de service (BHNS) se poursuivent avec une réalisation des crédits de paiement de 11 391 K€ dont 278 K€ d'acquisitions de véhicules et 11 103 K€ de travaux. Rappelons que les dépenses ne sont comptabilisées dans l'AP que lors de la reconstitution de l'avance consentie à la SPL GAMA à laquelle la maîtrise d'ouvrage a été déléguée (cf. ci-dessus).

Les opérations induites (réalisations de parkings, étude de stationnement, etc...) ont donné lieu à des réalisations pour un montant global de 109,4 K€.

Le schéma d'accessibilité a donné lieu à de premières réalisations à hauteur de 50,5 K€.

L'AP Modernisation du réseau (hors BHNS), incluant le renouvellement d'abris et de poteaux ainsi qu'un certain nombre de travaux, a donné lieu à des exécutions à hauteur de 369,1 K€.

Enfin, à l'ensemble de ces crédits nouveaux il convient d'ajouter le montant du déficit antérieur reporté de 19 592 K€.

Les recettes d'investissement s'établissent à 34 687 K€, dont 2 278 K€ d'écritures d'ordre, 19 946 K€ de recettes réelles et 12 462 K€ de reconstitutions d'avances dans le cadre de la délégation de maîtrise d'ouvrage à la SPL GAMA.

BA TRANSPORTS					CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020
Sec tio n	Se ns	Ty pe	Chap (Code)	Chapitres	Recettes	Recettes	Recettes	CA Recettes
	R	-	040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	1 513 593	1 499 098	1 753 572	2 274 553
			041	OPERATIONS PATRIMONIALES	6 634 825	2 160	73 822	3 863
			Total O		8 148 418	1 501 258	1 827 394	2 278 415
	R	-	10	DOTATIONS,FONDS DIVERS ET RESERVES	309 155	315 003		16 067 154
			16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES		12 000 000	12 500 000	1 600 000
			27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	1 052 567		46 822	
			45	OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS		0	0	390 987
		AP					289 328	1 555 738
		DA			909 618	9 446 377	24 601 562	12 794 205
			Total R		2 271 341	21 761 380	37 437 712	32 408 085
Total I					10 419 759	23 262 638	39 265 105	34 686 500

Les recettes d'ordre correspondent pour 2 275 K€ aux amortissements et pour 4 K€ aux opérations patrimoniales (intégration des frais d'étude aux travaux).

Les recettes réelles s'établissent à 32 408 K€ et se décomposent ainsi :

- 1 562 K€ de subventions dont 1 230 K€ d'ITI FEDER pour le système de SAEIV et de billettique pour le BHNS, 152 K€ d'ITI FEDER pour la chaufferie bois du bâtiment de la STGA ainsi que 180 K€ au titre du solde pour l'acquisition de bus hybrides.
- 326 K€ au titre d'écritures de régularisation des travaux pour le parking du Centre hospitalier
- 391 K€ de recettes pour comptes de tiers.
- 16 067 K€ d'affectation des excédents antérieurs pour le financement des travaux du BHNS
- 12 462 K€ concernent les remboursements d'avance pour la réalisation des travaux BHNS : les travaux du BHNS étant suivis par la SPL GAMA sous forme de maîtrise d'ouvrage déléguée, la retranscription des factures acquittées par GAMA dans la comptabilité de GrandAngoulême étant constatée in fine au sein de l'AP/CP.
- **1 600 K€ d'avance remboursable octroyée par l'Etat pour compenser les pertes de recettes de VM et de recettes voyageurs.** Cette avance devra faire l'objet d'un remboursement à compter du moment où la collectivité aura retrouvé un niveau de recettes au moins équivalent à celle de l'année 2019 et, en tout état de cause, avant le 31/12/2030.

L'encours de dette sur ce budget s'établit à fin 2020 à 23 M€ et concerne exclusivement le financement des travaux du BHNS. A noter qu'un prêt de 4 M€ souscrit auprès de la Caisse des dépôts mais non encore mobilisé ne figure donc pas encore dans le montant de l'encours.

CA 2020 - BUDGET ANNEXE CAMPING

En tant que service public industriel et commercial (SPIC), le camping du plan d'eau de Saint-Yrieix fait l'objet d'une gestion dans un budget annexe soumis à la nomenclature M4 et en gestion de TVA directe.

En 2020, les réalisations sur ce budget annexe Camping sont de 349 K€ en dépenses de la section d'exploitation et de 147 K€ en dépenses réelles de la section d'investissement.

				DEPENSES							RECETTES		
FONCTIONNEMENT				2018	2019	2020	FONCTIONNEMENT				2018	2019	2020
R	-	011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	110 194	98 282	84 647	R	-	002	RESULTAT REPORTE DE FONCTIONNEMENT		133	
		012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	112 835	126 446	114 277			013	ATTENUATIONS DE CHARGES		670	2 733
		65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	2 670	422	13 266			70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES DIVERSES	232 198	254 373	165 873
		67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	79	24 149	5 199			75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	1 800	5 701	7 066
									77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	103 388	75 902	114 654
									<i>Dont subvention du budget principal</i>				
									78	REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	103 388	63 025	105 781
											24 149	15 243	
Total opérations réelles				225 778	249 299	217 389	Total opérations réelles				337 386	360 929	305 569
O	-	042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	155 144	154 644	131 194	O	-	042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	43 668	43 014	43 014
Total opérations d'ordre				155 144	154 644	131 194	Total opérations d'ordre				43 668	43 014	43 014
Total FONCTIONNEMENT				380 922	403 942	348 583	Total FONCTIONNEMENT				381 055	403 942	348 583
INVESTISSEMENT				2018	2019	2020	INVESTISSEMENT				2018	2019	2020
R	-	16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	500	0	0	R	-	001	RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT	505 597	539 425	620 035
	DA	20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	0	5 400	8 940			16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	500	0	0
		21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	15 760	9 728	97 710	Total opérations réelles				506 097	539 425	620 035
		23	IMMOBILISATIONS EN COURS	61 887	15 891	40 048	O	-	040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	155 144	154 644	131 194
Total opérations réelles				78 148	31 019	146 698	Total opérations d'ordre				155 144	154 644	131 194
O	-	040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	43 668	43 014	43 014	Total INVESTISSEMENT				661 240	694 068	751 229
Total opérations d'ordre				43 668	43 014	43 014							
Total INVESTISSEMENT				121 816	74 033	189 712							

A – Section de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement s'établissent à 349 K€ dont 131 K€ d'écritures d'ordre correspondant à la dotation aux amortissements. Cette dotation est en baisse de 15% par rapport à l'exercice 2019.

Les dépenses d'exploitation sont de 217 K€ et comprennent principalement :

- 114 K€ de charge de personnel, en baisse de 10% par rapport au CA 2019
- 85 K€ de charges à caractère général constituées notamment des dépenses de maintenance pour 26 K€, des fluides (eau, gaz, électricité) pour 24 K€ et des achats de fournitures pour 12 K€
- Parmi les autres dépenses, 15 K€ de créances éteintes constatées en 2020 suite à une décision du tribunal administratif. Cette dépense a par ailleurs été provisionnée.

Aussi, on constate une baisse des dépenses d'exploitation de 32 K€ par rapport à 2019, qui s'explique par la réduction d'activité consécutive des mesures sanitaires liées au covid-19.

Les recettes d'exploitation de l'exercice s'établissent à 349 K€, dont 43 K€ d'écritures d'ordre et 306 K€ d'écritures réelles. Les recettes propres du camping ont diminuées de près d'un tiers, passant de 260 K€ en 2019 à 176 K€ en 2020, traduisant là encore l'impact fort de la crise sanitaire sur cette activité. Il est par ailleurs rappelé que les tarifs des nuitées en camping / caravanning, restés inchangés depuis 2017, ont été augmenté de 1% à 3% en 2020 (délibération 2019.12.448).

En 2020, année rendue particulière par la pandémie, la subvention du budget principal a fortement augmentée pour s'établir à 106 K€, en hausse de 43 K€ par rapport à 2019. Il est par ailleurs rappelé qu'initialement, cette subvention correspond pour partie à l'amortissement net dû à l'équipement du site. En effet, une dérogation au strict principe de l'équilibre imposé au SPIC (Services Publics Industriels et Commerciaux) est permise dès lors que le niveau des investissements réalisés ne pourrait être financé sans mise en œuvre d'une politique tarifaire excessive (article L. 2224-2 du CGCT).

B – Section d'investissement

Les dépenses d'investissement de l'année s'établissent à 190 K€, comprenant 43 K€ d'écritures d'ordre de section à section (reprise de subventions transférables au compte de résultat) et 147 K€ d'écritures réelles.

Les 147 K€ de dépenses d'équipement comprennent :

- 89 K€ pour l'acquisition de quatre mobil home
- 32 K€ de travaux d'aménagement de terrains : remplacement des terrasses et création de réseaux d'alimentation de mobil home
- 9 K€ d'études pour le réaménagement paysager du camping
- 8 K€ de travaux de mise aux normes des mobil home
- 8 K€ d'acquisition de matériel pour le restaurant du camping (four à pizza, rayonnage, téléviseur, ...)

Les recettes d'investissement de 751 K€ comprennent 131 K€ d'écritures d'ordre correspondant aux amortissements et 620 K€ d'excédent antérieur reporté.

CA 2020 - BUDGET ANNEXE ESPACE CARAT

Le parc des expositions de GrandAngoulême, dénommé espace Carat, en tant que service public industriel et commercial (SPIC), fait l'objet d'une gestion sous forme d'un budget annexe géré sous la nomenclature M4. Au budget principal, la sous-rubrique 90 21 en retrace l'activité qui concerne une subvention exceptionnelle en dépenses et des refacturations de carburant, vêtements de travail et produits d'entretien en recettes.

En 2020, les réalisations sur le budget annexe CARAT sont de **1 421 K€ en dépenses de la section d'exploitation** et de **635 K€ en dépenses de la section d'investissement**.

				DEPENSES							RECETTES		
FONCTIONNEMENT				2018	2019	2020	FONCTIONNEMENT				2018	2019	2020
R	-	011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	681 506	682 727	433 144	R	-	013	ATTENUATIONS DE CHARGES	9 136	2 723	26 745
		012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	487 755	487 717	430 308			70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES DIV	878 292	1 028 561	384 165
		65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE		19 851	3			74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	16 764	21 600	3 000
		67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	4 562	3 001	3 000			75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE		0	1
									77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	455 371	332 230	641 328
Total opérations réelles				1 173 823	1 193 296	866 455	Total opérations réelles				1 359 563	1 385 114	1 055 238
O	-	042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	551 779	569 577	554 822	O	-	042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	366 039	377 759	366 039
Total opérations d'ordre				551 779	569 577	554 822	Total opérations d'ordre				366 039	377 759	366 039
Total FONCTIONNEMENT				1 725 602	1 762 873	1 421 277	Total FONCTIONNEMENT				1 725 602	1 762 873	1 421 277
INVESTISSEMENT				2018	2019	2020	INVESTISSEMENT				2018	2019	2020
R	-	27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES		25 000		R	-	001	RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT	695 867	667 287	677 949
AP			AUTORISATIONS DE PROGRAMMES		18 220	18 636							
DA		20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	781	3 904	13 802							
		21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	58 180	15 335	9 265							
		23	IMMOBILISATIONS EN COURS	155 359	118 697	227 289							
Total opérations réelles				214 320	181 155	268 992	Total opérations réelles				695 867	667 287	677 949
O	-	040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	366 039	377 759	366 039	O	-	040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	551 779	569 577	554 822
Total opérations d'ordre				366 039	377 759	366 039	Total opérations d'ordre				551 779	569 577	554 822
Total INVESTISSEMENT				580 359	558 915	635 031	Total INVESTISSEMENT				1 247 646	1 236 864	1 232 771

A – La section d'exploitation

Les dépenses d'exploitation s'élèvent à **1 421 K€**, dont 866 K€ d'écritures réelles et 555 K€ d'écritures d'ordre de dotations aux amortissements (pour mémoire, en M4, tous les investissements sont amortissables).

L'exploitation de l'espace Carat a été fortement impactée par les fermetures administratives liées à la pandémie de covid-19. Ainsi les dépenses réelles sont en baisse de 327 K€ soit -27% par rapport au CA 2019 : -245 K€ sur le poste des charges à caractère général (frais de gardiennage, nettoyage des locaux, maintenance, achats bar, ...) et -57 K€ sur les charges de personnel (personnel intérimaire).

De même, les recettes d'exploitation sont en baisse de 330 K€ soit -24% par rapport au CA 2019. **Hors subvention exceptionnelle versée par le budget principal, la perte de recette atteint même 897 K€ soit -68% dont 644 K€ au titre des produits de service** (location de salles, recettes de bar). **La subvention portée par le budget principal est ainsi passée de 66 K€ en 2019 à 567 K€ en 2020** pour compenser ces pertes.

Par ailleurs, les recettes d'ordre (366 K€) sont constituées par les reprises de subventions transférables au compte de résultat.

B – Section d'investissement

Les dépenses d'investissement s'élèvent à 635 K€ dont 366 K€ de dépenses d'ordre et 269 K€ de dépenses réelles.

Les dépenses réelles sont constituées pour 250 K€ de dotations annuelles :

- 227 K€ de travaux : remplacement de l'éclairage (188 K€), remplacement d'automates de traitement d'air (28 K€), réfection de la grande porte nord (5 K€)
- 14 K€ au titre de la licence IV
- 9 K€ d'acquisition de tables, barrières et traverses

Complétées par 19 K€ de dépenses d'étude au titre de l'autorisation de programme « Modulation spatiale de l'espace Carat », d'un montant prévisionnel de 50 K€, qui a pour but de rechercher des pistes d'optimisation dans l'utilisation et la location des salles rubis et Carat.

Les recettes d'investissement s'établissent à 555 K€, soit exclusivement des écritures d'ordre correspondant aux amortissements. Il convient d'ajouter à cela l'excédent d'investissement reporté d'un montant de 678 K€ en 2020.

CA 2020 - BUDGET ANNEXE DECHETS MENAGERS

La compétence des Déchets Ménagers qui comprend les activités de collecte, de traitement et de prévention, est obligatoire (article L2224-13 du CGCT) depuis la Loi NOTRe (Nouvelle Organisation Territoriale de la République). La partie traitement de cette compétence fait l'objet d'une délégation à CALITOM dans un accord cadre (délibération 2017.02.109) hors dépollution du site de l'UIOM mis à disposition gratuitement à CALITOM.

L'harmonisation de la fiscalité déchets ménagers a fait l'objet d'une délibération (n° 2017.09.504) et a abouti à l'instauration d'un taux unique de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères de 10,30% en 2020.

Pour 2020, le budget annexe des déchets ménagers comprend 19,69 M€ de dépenses (16,54 M€ au titre de la section de fonctionnement et 3,15 M€ au titre de la section d'investissement) et 27,63 M€ de recettes (23,32 M€ au titre de la section de fonctionnement et 4,31 M€ au titre de la section d'investissement).

				DEPENSES		
FONCTIONNEMENT				2018	2019	2020
R	-	011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	3 592 788	3 337 103	2 876 741
		012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	6 888 806	8 003 460	8 198 696
		014	ATTENUATIONS DE PRODUITS	93 472	111 898	74 458
		65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	3 422 800	3 955 273	3 942 208
		66	CHARGES FINANCIERES	27 836	11 315	400
		67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	185 554	18 276	23 023
		68	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS	258 000		
Total opérations réelles				14 469 257	15 437 325	15 115 526
O	-	042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	1 248 733	1 301 414	1 427 374
Total opérations d'ordre				1 248 733	1 301 414	1 427 374
Total FONCTIONNEMENT				15 717 990	16 738 739	16 542 900
INVESTISSEMENT				2018	2019	2020
R	-	001	RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT	12 282	772 425	
		16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	413 022	282 877	0
AP		3	AUTORISATIONS DE PROGRAMMES	2 375 227	2 432 045	1 219 758
		4	COLONNES ENTERREES	188 457	131 925	226 735
		7	AMENAGEMENT DECHETTERIE BREBONZAT	427 696	2 145 869	961 921
		9	CENTRE TECHNIQUE DES DECHETS MENAGERS	615 821	154 252	31 102
		20	BACS INDIVIDUELS POUR LA COLLECTE SELECTIVE	1 143 252	0	0
DA		20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	7 620	5 937	10 881
		204	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES	4 000		0
		21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 388 810	2 533 238	1 583 150
		23	IMMOBILISATIONS EN COURS	194 334	183 697	334 059
Total opérations réelles				4 395 294	6 210 220	3 147 848
O	-	040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	482	140 402	722
		041	OPERATIONS PATRIMONIALES	13 343	65 823	2 942
Total opérations d'ordre				13 825	206 225	3 664
Total INVESTISSEMENT				4 409 119	6 416 445	3 151 513

				RECETTES		
FONCTIONNEMENT				2018	2019	2020
R	-	002	RESULTAT REPORTE DE FONCTIONNEMENT	5 693 492	4 804 907	5 432 921
		013	ATTENUATIONS DE CHARGES	118 958	172 493	192 741
		70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES DIVERSES	1 338 827	1 427 515	1 038 009
		73	TEOM	16 299 997	16 541 884	16 522 458
		74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	103 516	589 938	11 099
		75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE		2	2
		77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	74 171	85 839	116 878
		78	REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	13 014	13 926	8 967
Total opérations réelles				23 641 976	23 636 505	23 323 075
O	-	042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	482	140 402	722
Total opérations d'ordre				482	140 402	722
Total FONCTIONNEMENT				23 642 458	23 776 907	23 323 797
INVESTISSEMENT				2018	2019	2020
R	-	001	RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT	2 085 271		25 039
		1068	Excédents capitalisés (1068)		3 119 561	1 605 248
		10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES	288 027	1 113 703	592 399
		16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	0	0	0
		26	PARTICIPATIONS, CREANCES RATTACHEES A DES PARTICI.	762		
AP			AUTORISATIONS DE PROGRAMMES		821 623	646 540
DA		13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES	0		6 000
		23	IMMOBILISATIONS EN COURS	557	19 360	
Total opérations réelles				2 374 617	5 074 247	2 875 225
O	-	040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	1 248 733	1 301 414	1 427 374
		041	OPERATIONS PATRIMONIALES	13 343	65 823	2 942
Total opérations d'ordre				1 262 076	1 367 237	1 430 316
Total INVESTISSEMENT				3 636 694	6 441 483	4 305 542

A- La section de fonctionnement

1- Les dépenses de fonctionnement

Les dépenses réelles de fonctionnement s'établissent à **15 116 K€** et sont en baisse de 322 K€ par rapport au CA 2019 soit -2,1%.

- Les charges à caractère général : 2 877 K€ (- 460 K€ par rapport au CA 2019 soit -13,8%)
Des variations significatives à la baisse ont été constatées concernant les locations (- 148 K€) ainsi que la maintenance des véhicules (-112 K€). Le recours aux prestations de services extérieurs (qui comprennent les refacturations de carburant par le budget principal) est également en baisse de 129 K€ ainsi que les dépenses de formation de 47 K€. Durant le 1^{er} confinement lié à la COVID19, les déchèteries ont été fermées jusqu'au 11 mai 2020, la mise à l'arrêt des véhicules a contribué à la baisse de carburant.
- Les charges de personnel : 8 199 K€ (+ 195 K€ par rapport au CA 2019 soit + 2,4%)
Si l'augmentation des rémunérations des agents titulaires a été absorbée par la baisse du recours aux contractuels, on constate la poursuite d'une forte dynamique des indemnités versées. Cela s'explique notamment par le versement de la prime exceptionnelle pour l'état d'urgence sanitaire COVID19 d'un montant de 105 k€ (délibération 2020.06.083) et la révision du temps de travail autorisant le paiement à 100 % des heures supplémentaires 2020 (délibération 2020.06.082)
- Les autres charges de gestion courantes : 3 942 K€ (- 13 K€ par rapport au CA 2019 soit - 0,3%)
Il s'agit principalement de la participation de l'agglomération à CALITOM au titre de la délégation de la compétence « traitement » pour 3 792 K€.

Les dépenses d'ordre de la section de fonctionnement s'élèvent à 1 427 K€ et correspondent à la dotation aux amortissements.

2- Les recettes de fonctionnement

Les recettes de fonctionnement s'élèvent à **23 324 K€** contre 23 777 K€ au CA 2019. Les recettes réelles, hors résultat antérieur reporté, diminuent de 941 K€, soit - 5%, à 17 890 K€.

- Le produit de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères : 16 522 K€ (-19 K€ par rapport au CA 2019 soit -0,1%).
- Le produit des services : 1 038 K€ (-390 K€ par rapport au CA 2019 soit - 27,3%)
L'évolution de ce poste de recettes traduit les mesures exceptionnelles liées à la pandémie de covid-19 prises par l'agglomération (délibération 2020.09.230) et consistant à prendre en compte la réduction des déchets produits, ainsi que les contraintes de maintien du service public assumées par les communes, dans la facturation de la redevance spéciale.
- Les subventions de fonctionnement : 11 K€ (-579 K€ par rapport à au 2019)
Cette évolution est peu significative et s'explique par un versement exceptionnel de 534 K€ de l'organisme CITEO en 2020 (soutien au développement durable pour des réalisations relevant de 2016 et 2017).

B- La section d'investissement

1- Les dépenses d'investissement

Les dépenses réelles d'investissement s'établissent à **3 148 K€** et comprennent 1 220 K€ de programmes pluriannuels et 1 928 K€ de dotations annuelles.

Type OP	AP code	AP lib	OP lib	Montant AP	Réalisé AP 31/12/19	Inscriptions 2020	Mandaté 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023	CP 2024
AP	03	COLONNES ENTERREES		3 800 000	2 633 940	400 000	226 735	250 000	350 000	166 060	173 265
	04	AMENAGEMENT DECHETTERIE BREBONZAT		3 740 000	2 766 233	967 895	961 921	0	0	0	0
	07	CENTRE TECHNIQUE DES DECHETS MENAGERS		864 500	830 334	31 102	31 102	0	0	0	0
Total AP				3 800 000	2 766 233	1 398 997	1 219 758	350 000	350 000	66 060	173 265
Total Dotations annuelles						4 147 886	1 928 090				
TOTAL DES DEPENSES D'EQUIPEMENT				3 800 000	2 766 233	5 546 884	3 147 848	350 000	350 000	66 060	173 265

- L'autorisation de programme relative aux colonnes enterrées (AP3) initié en 2007, a pour but d'équiper les grands ensembles de collectifs ne pouvant recevoir de bacs jaunes afin de rendre accessible au plus grand nombre la collecte sélective. D'un montant de 3,8 M€ ce programme est réalisé à hauteur de 2 861 K€ soit 75% à fin 2020 et se poursuit jusqu'en 2024.
- La déchetterie de Brébonzat (AP4) a fait l'objet d'une livraison en 2019 et se trouve donc être opérationnelle : 3 728 K€ ont été versés.
- Il en va de même pour le centre technique de Frégeneuil (AP7) pour lequel 861 K€ ont été réalisés.
- Les dotations annuelles sont de 1 928 K€, ce qui représente 46% de la prévision budgétaire.
 - 11 K€ au titre des « immobilisations incorporelles » (chapitre 20) dont 5 K€ pour la réalisation d'une orthophotographie et 6 K€ d'acquisition de licences logiciels.
 - 1 583 K€ au titre des « acquisitions » (chapitre 21) dont 929 K€ d'acquisition de véhicules et 490 K€ pour l'acquisition de deux bâtiments à usage de déchetterie à Dirac et Mouthiers.
 - 334 K€ de travaux au titre du chapitre 23 : création de douches au centre technique, travaux de mises aux normes ICPE (Installation Classée pour la Protection de l'Environnement), amélioration des accès aux entrées de déchetteries.

2- Les recettes d'investissement

Les recettes réelles, hors l'excédent de fonctionnement capitalisé, s'élèvent à 1 245 K€. Elles comprennent le FCTVA pour 592 K€ et la subvention d'équipement du Département de la Charente d'un montant de 522 K€ pour les travaux de la déchetterie de Brébonzat. Le solde de ces recettes concerne principalement des annulations de mandats pour 124 K€.

A ces montants s'ajoute l'excédent de fonctionnement capitalisé pour 1 605 K€ ainsi que 25 K€ de résultat reporté.

Les recettes d'ordre d'investissement sont de 1 430 K€ et sont composées pour 1 427 K€ des amortissements et pour 3 K€ d'opérations patrimoniales.

En matière de dette, on peut noter que le budget annexe Déchets ménagers ne supporte plus aucune dette.

CA 2020 - BUDGET ANNEXE ZONES D'ACTIVITE ET GESTION IMMOBILIERE

Les réalisations budget annexe Gestion Immobilière et aménagement de zones s'élèvent à **12 067 K€ en dépenses de fonctionnement** (soit un taux de réalisation d'environ 53 % des dépenses réelles) et à **17 746 K€ en dépenses sur la section d'investissement** (soit un taux de réalisation d'environ 32 % des dépenses d'équipement).

CA 2020 GESTION IMMOBILIERE & AMENAGEMENT ZONES									
en K€									
DEPENSES					RECETTES				
FONCTIONNEMENT									
	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020		CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020
Réinscriptions crédits 2016	31				Résultat reporté (002)				
Crédits nouveaux	1 184	926	1 192	1 184	Crédits nouveaux	2 821	1 668	1 517	3 073
					Subvention budget principal	1 330	1 181	830	270
Sous/total opérations réelles	1 215	926	1 192	1 184	Sous/total opérations réelles	4 151	2 849	2 347	3 344
Dotation aux amortissements	1 000	936	977	952	Dotation aux amortissements	178	212	228	213
Opérations de stock	12 066	10 645	9 940	9 930	Opérations de stock	10 678	9 940	9 919	8 983
Virement									
Sous/total opérations ordre	13 066	11 581	10 917	10 883	Sous/total opérations ordre	10 856	10 152	10 147	9 195
TOTAL FONCTIONNEMENT	14 281	12 507	12 109	12 067	TOTAL FONCTIONNEMENT	15 007	13 001	12 494	12 539
INVESTISSEMENT									
	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020		CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020
Reports					Reports				
Résultat reporté (001)	4 650	3 373	3 758	5 485	Excédents capitalisés (1068)	1 026	726	495	386
APCP	600	949	2 671	1 900	Subventions			724	1 718
Autres dépenses	275	270	109	135	Autres recettes	333	113	279	148
Remboursement dette	1 416	1 434	1 215	968	Autorisation emprunt	0	0	0	0
Sous/total opérations réelles	6 941	6 026	7 753	8 488	Sous/total opérations réelles	1 359	839	1 498	2 253
Amortissements	178	212	228	213	Amortissements	1 000	936	977	952
Opérations de stock	10 678	9 940	9 919	8 983	Opérations de stock	12 066	10 645	9 940	9 930
Opérations patrimoniales	2	301	5	62	Opérations patrimoniales	2	301	5	62
					Virement				
Sous/total opérations ordre	10 858	10 453	10 152	9 257	Sous/total opérations ordre	13 068	11 882	10 922	10 945
TOTAL INVESTISSEMENT	17 799	16 479	17 905	17 746	TOTAL INVESTISSEMENT	14 427	12 721	12 420	13 197

Ce budget annexe recouvre deux activités :

- l'aménagement de zones d'activité, qui fait obligatoirement l'objet d'un budget annexe

L'activité de loueur de bâtiments industriels et commerciaux, considérée comme un service public industriel et commercial obligatoirement assujetti à TVA et qui peut faire l'objet d'une gestion en budget annexe.

A- Aménagement de zones d'activités.

Le stock initial de terrains aménagés au début de l'exercice 2020 était de 9 930 K€, constituant les opérations d'ordre en dépenses de fonctionnement.

Les dépenses réalisées pour l'aménagement des zones se sont élevées à 123,6 K€ et se répartissent ainsi :

- 92,9 K€ sur le parc Euratlantique pour les études et travaux d'aménagement de la 3^{ème} tranche
- 9,3 K€ de frais annexes sur le PESA à Roulet Saint Estèphe, essentiellement pour des achats de parcelles de terrain
- 21,4 K€ de maîtrise d'œuvre et études géotechniques pour la zone Chez Nadaud à Dignac, à l'issue desquels il a été proposé de ne pas poursuivre l'aménagement de cette zone, le coût prévisionnel des travaux s'avérant trop important au regard des possibilités de revente de ces terrains.

Les cessions de terrains aménagés comptabilisés au cours de l'année 2020 se sont élevées à 1 345 K€ et concernent :

- Pour 573 K€ la vente de terrain au PESA à Roulet Saint Estèphe à Duval Développement Atlantique pour l'implantation de la base logistique Intermarché
- Pour 743,7 K€ des ventes de terrain sur la zone Euratlantique, dont 291,4 K€ pour Sinex, 290 K€ pour Benito Cogepress, 157,9 K€ Oxypharm et 4,4 K€ pour l'extension de Renauplatre
- Pour 28 K€ une écriture de rectification pour une subvention perçue sur un exercice antérieur

On retrouve ensuite en valeur de stock de sortie (8 978 K€), la valeur de stock de départ augmentée du coût des travaux et diminuée du montant des cessions, y compris les plus ou moins-values réalisées sur les diverses ventes. Le stock de terrains aménagés à fin 2020 se décompose ainsi :

Zones	Valeur stock au 31/12/2020 (en K€)
ZI n°3	81,4
Euratlantic 1	1 238,2
Euratlantic 2 & 3	2 159,1
Bel-Air	4 240,4
Les Molines sud	1 157,3
Les Rentes	34,7
Les Carrières	3,6
Chez Nadaud	62,9
TOTAL	8 977,6

B- Gestion Immobilière

Section de fonctionnement

En matière de gestion immobilière, les dépenses de la section de fonctionnement s'établissent à 2 024,2 K€, dont 964 K€ de dépenses d'ordre et 1 060,2 K€ de dépenses réelles.

Les dépenses d'ordre, de 964 K€ correspondent pour 952,5 K€ aux dotations aux amortissements (pour mémoire les immeubles productifs de rapport sont amortissables) et pour 11,5 K€ à des écritures relatives à des cessions de biens immobiliers.

Les dépenses réelles, à hauteur de 1 060,2 K€, sont en baisse de 56 K€ par rapport à 2019 :

FONCTIONNEMENT				2018	2019	2020
R	-	011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	776 633	828 850	957 561
		65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	12 322	197 008	8 424
		66	CHARGES FINANCIERES	115 212	89 844	59 653
		67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	14 061	0	34 589
Total opérations réelles				918 228	1 115 702	1 060 227
O	-	042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	1 155 032	977 052	963 957
Total opérations d'ordre				1 155 032	977 052	963 957
Total FONCTIONNEMENT				2 073 260	2 092 754	2 024 184

Les charges à caractère général sont en augmentation de 128,7 K€, dont + 53,2 K€ sur les entretiens de voirie, + 34,6 K€ sur les prospections et commercialisation, le solde relevant essentiellement de la progression d'un ensemble de postes de dépenses liés à la mise en service de Krysalide.

Les autres charges de gestion courante apparaissent en diminution mais le montant est entièrement lié aux créances éteintes ou admises en non-valeur, qui étaient particulièrement importantes en 2019.

Les charges financières continuent à diminuer, sous l'effet de la diminution de l'encours de dette.

Enfin au chapitre 67, les dépenses sont liées à des corrections d'écritures sur exercices antérieurs.

Les recettes de fonctionnement sont de 2 216,7 K€, dont 217,9 K€ d'écritures d'ordre et 1 998,8 K€ d'écritures réelles.

FONCTIONNEMENT				2018	2019	2020
R	-	013	ATTENUATIONS DE CHARGES		635	343
		70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES DIVERSES	37 043	13 757	25 352
		75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	2 076 288	2 007 845	1 953 364
		77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	218 602	66 633	10 498
		78	REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	14 187	233 279	9 252
Total opérations réelles				2 346 120	2 322 149	1 998 809
O	-	042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	212 373	228 190	217 870
Total opérations d'ordre				212 373	228 190	217 870
Total FONCTIONNEMENT				2 558 492	2 550 338	2 216 680

Les écritures d'ordre correspondent pour 212,9 K€ à des reprises de subventions transférables au compte de résultat et pour 5 K€ à des écritures en lien avec des cessions.

Les recettes réelles, de 1 998,8 K€, sont constituées essentiellement de :

- redevances de vente d'électricité produite par la centrale solaire photovoltaïque installée sur un bâtiment de la ZI n°3 à l'Isle d'Espagnac pour 25,3 K€

- le revenu des immeubles loués pour 1 321,1 K€, le reversement des taxes locatives pour 219,1 K€, les locations de la pépinière du Grand Girac pour 32,6 K€ et de l'hôtel d'entreprises pour 110,2 K€. Les entreprises ont pu bénéficier de reports de loyers, en lien avec les mesures nationales accompagnant la crise sanitaire et solliciter un échéancement de leurs loyers après du comptable public.

Le solde des recettes est constitué par la prise en charge du déficit par le budget principal, à hauteur de 270,3 K€, contre 830,3 K€ en 2019 et 880 K€ en 2018. Cette diminution est à mettre en lien avec l'augmentation du produit des locations ainsi qu'avec une diminution de l'annuité d'emprunt (- 302 K€).

Le montant de cette subvention est en effet ajusté aux besoins réels du budget annexe constaté en fin d'exercice.

1- Section d'investissement

Les dépenses d'investissement sont de 3 282,8 K€, dont 279,7 K€ d'écritures d'ordre et de 3 003,1 K€ d'écritures réelles, augmenté de la reprise du déficit antérieur reporté de 7113,3 K€.

INVESTISSEMENT				2018	2019	2020
R	-	001	RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT	3 373 192		713 332
		16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	1 434 470	1 214 800	967 905
	AP			948 731	2 670 664	1 900 157
		1	TECHNOPARC	207 706	2 300 224	1 858 132
		2	PILE A HYDROGENE	658 852	233 467	0
		5	RENOVATION DU BATIMENT RUE DU CHAT	969	136 972	42 025
		3	DECONSTRUCTION LE CORSAIRE	81 204	0	0
	DA	20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	439	0	0
		21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 755	16 679	38 646
		23	IMMOBILISATIONS EN COURS	266 583	92 699	96 409
Total opérations réelles				6 026 170	3 994 841	3 716 450
O	-	040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	212 373	228 190	217 870
		041	OPERATIONS PATRIMONIALES	300 554	5 268	61 809
Total opérations d'ordre				512 927	233 457	279 679
Total INVESTISSEMENT				6 539 096	4 228 298	3 996 129

Les écritures d'ordre, à hauteur de 279,7 K€, correspondent pour 212,9 K€ à des reprises de subventions transférables au compte de résultat, pour 5 K€ à des écritures en lien avec des cessions et pour 61,8 K€ à des écritures patrimoniales (intégration de frais d'étude, régularisations d'avances, etc...). Ces dernières s'équilibrent en dépenses et en recettes.

Les dépenses réelles, à hauteur de 3 003,1 K€ sont constituées principalement de :

- remboursement de capital de l'emprunt pour 967,9 K€, en diminution de près de 247 K€
- 96,4 K€ de travaux, dont 28 K€ pour l'aménagement d'un parking aux Molines Nord, 26,1 K€ pour des travaux d'isolation et de menuiseries pour AEVA à Fléac, 20,5 K€ pour des travaux sur des bassins de rétention et poteaux d'incendie, 9,7 K€ pour l'installation d'une climatisation à la pépinière d'entreprises, 4,4 K€ pour des travaux de remise en état des surpresseurs pour EMITECH
- 38,7 K€ pour l'acquisition d'immobilisations dont 34,2 K€ pour l'installation d'une couverture GSM à l'intérieur des bâtiments de la pépinière

Le restant des travaux fait l'objet d'une gestion dans le cadre de la PPI :

- Les travaux sur le bâtiment Krysalide du Technoparc se sont poursuivis à un rythme soutenu pour 1 858,1 K€
- La rénovation du bâtiment de l'OTPA rue du Chat pour 42 K€

2- Recettes d'investissement

Les recettes d'investissement ont été de 2 892,4 K€, dont 1 025,8 K€ d'opérations d'ordre et 1 866,6 K€ d'opérations réelles.

INVESTISSEMENT				2018	2019	2020
R	-	024	PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS	0		
		1068	Excédent capitalisés (1068)	725 952	494 671	
		16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	9 572	8 230	29 644
		27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	30 800	30 800	30 800
	AP	1	TECHNOPARC	57 521	724 195	1 718 247
	DA	13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES	14 994	240 000	82 900
		21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES			5 000
Total opérations réelles				838 839	1 497 896	1 866 591
O	-	040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	1 155 032	977 052	963 957
		041	OPERATIONS PATRIMONIALES	300 554	5 268	61 809
Total opérations d'ordre				1 455 586	982 319	1 025 766
Total INVESTISSEMENT				2 294 425	2 480 216	2 892 357

Les opérations d'ordre sont constituées pour 61,8 K€ d'opérations patrimoniales, équilibrées en section d'investissement en dépense et en recettes, pour 952,5 K€ par les amortissements et pour 11,5 K€ par des écritures relatives aux cessions.

Les opérations réelles, à hauteur de 1 866,6 K€ sont constituées par :

- les recettes de cofinancement pour 1 801,2 K€, dont :
 - 1 718,3 K€ pour le Technoparc, dont 1 090 K€ en provenance du FEDER et 628,3 K€ de FNADT
 - 82,9 K€ de TEPOS pour la pile à hydrogène
- le remboursement d'une créance échelonnée pour la vente d'un bâtiment, à hauteur de 30 800 €
- l'encaissement de cautions pour 29,6 K€

Fin 2020, l'encours de dette sur le budget annexe Gestion immobilière était de 1 776,7 K€ et de 4 lignes de prêt.

CA 2020 - BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Depuis le 1er janvier 2018, GrandAngoulême exerce cette compétence en régie directe (compétence assurée par des agents de GrandAngoulême), pour les 29 communes suivantes : Angoulême, Bouex, Claix, Dignac, Dirac, Fléac, Garat, Gond Pontouvre, Isle Espagnac, La Couronne, Linars, Magnac sur Touvre, Mornac, Mouthiers sur Boeme, Nersac, Puymoyen, Ruelle sur Touvre, Saint Michel, Saint Saturnin, Saint Yrieix, Sers, Sireuil, Soyaux, Torsac, Touvre, Trois Palis, Voeuil et Giget, Vouzan.

Par délégation de service public cette compétence est assurée pour la commune de Rouillet-SaintEstèphe par la société AGUR et pour les communes d'Asnières-sur-Nouère, Balzac, Brie, Champniers, Jauldes, Marsac et Vindelle par la société VEOLIA.

Les réalisations budget annexe Assainissement collectif sont de 11 632 K€ en dépenses de la section de fonctionnement et de 9 932 K€ en dépenses de la section d'investissement.

				DEPENSES		
				2018	2019	2020
FONCTIONNEMENT						
R	-	011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	2 689 657	2 804 294	2 756 315
		012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	2 543 842	2 595 243	2 703 437
		014	ATTENUATIONS DE PRODUITS	46 400	35 926	37 807
		65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	6 501	17 215	13 001
		66	CHARGES FINANCIERES	610 645	526 160	477 942
		67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	110 604	72 854	88 250
		67	Régularisation SEMEA			2 145 332
		68	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS	79 000		
Total opérations réelles				6 086 649	6 051 691	8 222 085
O	-	042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	3 043 689	6 139 190	3 410 354
Total opérations d'ordre				3 043 689	6 139 190	3 410 354
Total FONCTIONNEMENT				9 130 339	12 190 881	11 632 439
INVESTISSEMENT				2018	2019	2020
R	-	001	RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT	919 514		2 425 964
		16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	2 558 755	1 485 795	1 560 956
		45	OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	0		
	AP		AUTORISATIONS DE PROGRAMMES	4 501 933	7 669 831	4 585 814
		2	REHABILITATION STEP GOND ET COLLECTEURS EST	1 665 574	4 055 194	639 200
		5	TRAVAUX STEP VINDELLE	21 870	0	1 301 690
		6	SCHEMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT	900	184 033	120 694
		3	STEP MARSAC	869 242	786 704	73 863
		10	REHABILITATION LES PLANES / SAINT YRIEIX			146 102
		4	FLEAC PHOTOVOLTAÏQUE	247 213	18 149	0
		7	TVX D'ASSAINISSEMENT - CANALISATIONS & OUVRAGES	1 697 134	1 827 588	335 004
		8	TVX 2019 ASSAINISSEMENT - CANALISATIONS & OUVRAGES		798 164	1 365 331
		9	TVX 2020 ASSAINISSEMENT - CANALISATIONS & OUVRAGE			603 930
	DA	20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	75 326	17 645	28 185
		21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	239 845	304 429	309 102
		23	IMMOBILISATIONS EN COURS	2 048 854	783 565	454 374
Total opérations réelles				10 344 226	10 261 265	9 364 394
O	-	040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	439 857	3 232 369	566 810
		041	OPERATIONS PATRIMONIALES	39 989	1 440	720
Total opérations d'ordre				479 846	3 233 809	567 530
Total INVESTISSEMENT				10 824 072	13 495 074	9 931 925

				RECETTES		
				2018	2019	2020
FONCTIONNEMENT						
R	-	002	RESULTAT REPORTE DE FONCTIONNEMENT	1 161 377	2 985 351	1 819 711
		013	ATTENUATIONS DE CHARGES	54 827	40 977	34 761
		70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES DIVERSES	9 887 838	10 265 780	9 914 023
		70	Régularisation SEMEA			2 145 332
		74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	494 013	348 877	292 971
		75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE		2	1
		76	PRODUITS FINANCIERS	47	47	
		77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	3 272	13 146	205 761
		78	REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	5 677	9 195	3 026
Total opérations réelles				11 607 051	13 663 376	14 415 587
O	-	042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	439 857	3 232 369	566 810
Total opérations d'ordre				439 857	3 232 369	566 810
Total FONCTIONNEMENT				12 046 907	16 895 745	14 982 397
INVESTISSEMENT				2018	2019	2020
R	-	001	RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT		984 507	
		1068	Excédent capitalisés (1068)	3 316 046		2 883 970
		10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES	700	2 275	1 183
		16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	3 000 000	3 000 000	2 000 000
	AP			1 451		969
	DA	13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES	2 345 632	937 614	21 041
		21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES		4 084	
		23	IMMOBILISATIONS EN COURS	5 734		
Total opérations réelles				8 669 563	4 928 480	4 907 163
O	-	040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	3 043 689	6 139 190	3 410 354
		041	OPERATIONS PATRIMONIALES	39 989	1 440	720
Total opérations d'ordre				3 083 679	6 140 630	3 411 074
Total INVESTISSEMENT				11 753 241	11 069 110	8 318 238

A – Section de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement s'établissent à 11 632 K€ dont 3 410 K€ d'écritures d'ordre et 8 222 K€ réelles.

Pour mémoire, des opérations d'ajustement de l'inventaire de l'ordonnateur avec l'actif du comptable ont été réalisées en 2019, et expliquent la variation des écritures d'ordre sur la période.

Par ailleurs, il convient de retraiter la section d'exploitation en 2020 des écritures de régularisations concernant la constatation du versement par la SEMEA de la redevance du 4^{ème} trimestre 2019 pour une erreur de TVA. Cette régularisation apparaît en charges exceptionnelles et produits de services pour 2 145 K€. **Après retraitement de cette régularisation, les dépenses réelles de fonctionnement sont de 6 077 K€, en hausse de +0,4% par rapport à 2019.**

Les principaux postes de dépenses d'exploitation sont :

- Les charges à caractère général pour 2 756 K€, en baisse de 1,7% par rapport à 2019. Il s'agit notamment des dépenses d'électricité pour 645 K€, des achats de fourniture pour 414 K€, de la maintenance pour 397 K€ ainsi que des prestations d'enlèvement des boues pour 465 K€.
- Les charges de personnel pour 2 703 K€, en hausse de 4,2% par rapport à 2019. Cela s'explique notamment par le versement de la prime exceptionnelle pour l'état d'urgence sanitaire COVID19 (délibération 2020.06.083) et la révision du temps de travail autorisant le paiement à 100 % des heures supplémentaires 2020 (délibération 2020.06.082)
- Les intérêts de la dette pour 478 K€

Hors résultat reporté de 1 820 K€, **les recettes de fonctionnement s'établissent à 13 163 K€**, dont 567 K€ d'écritures d'ordre et 12 596 K€ d'écritures réelles, ramenées à 10 451 K€ hors régularisation SEMEA.

Ainsi qu'indiqué précédemment, les recettes d'ordre ont été très impactées en 2019 par les écritures de régularisation à opérer suite à la reconstitution d'inventaire et à l'ajustement avec l'actif du comptable.

Les recettes réelles, hors régularisation SEMEA, sont en baisse de 2,1% à 10 451 K€. Elles sont pour l'essentiel constituées du produit des services : redevance assainissement 8 637 K€ (-3,9%), taxe de raccordement 888 K€ (-5,3%), contrôle de branchement 120 K€ (-4,4%), redevance pour modernisation du réseau 50 K€ (+21,4%). Il est par ailleurs rappelé que les tarifs 2020 de la redevance de l'assainissement collectif ont été maintenus sur l'ensemble des communes où le service est exercé en régie (94% des abonnés) et alignés à la baisse pour les communes gérées en délégation de service public.

Par ailleurs, les charges supportées par ce budget au bénéfice du budget principal (eaux pluviales) et des budgets annexes assainissement non collectif et eau potable sont refacturées à hauteur de 389 K€.

Les autres recettes d'exploitation comprennent notamment les primes d'épuration pour 291 K€, en diminution constante sur la période, ainsi que 191 K€ perçu au titre du remboursement d'une partie de la taxe d'électricité CSPE (Contribution au service Public de l'Electricité) suite à réclamation.

B – Section d'investissement

Les dépenses d'investissement de l'exercice s'établissent à 9 932 K€ dont 568 K€ d'écritures d'ordre et 9 364 K€ d'écritures réelles.

Les écritures d'ordre de section à section sont constituées des reprises de subventions transférables pour 497 K€ ainsi que de régularisations d'amortissements suite au transfert du SMAEPA de la région de Châteauneuf pour 69 K€.

Les dépenses réelles sont constituées :

- Du remboursement du capital de la dette pour 1 561 K€
- Des dotations annuelles pour 792 K€ : acquisitions de logiciels 26 K€ (auto surveillance, orthophotographie, ...), acquisitions de matériels 202 K€ (postes de télégestion, caméras, centrifugeuses, pompes, ...), matériels de transports 78 K€, réalisations de travaux courants pour 454 K€ dont 275 K€ de branchements sur collecteurs existants.
- Des crédits en lien avec des opérations pluriannuelles pour 4 586 K€ comprennent :
 - Les programmes de travaux d'extensions et de réhabilitations des années 2018 à 2020 pour 2 304 K€
 - 1 302 K€ pour les travaux de la STEP de Vindelle. L'autorisation de programme de 2 600 K€ est ainsi réalisée à 51%.
 - 121 K€ pour la réalisation du schéma directeur d'assainissement. L'autorisation de programme de 670 K€ est ainsi réalisée à 46%.
 - 74 K€ pour la STEP de Marsac. L'autorisation de programme de 2 200 K€ est ainsi réalisée à 91%.
 - 146 K€ pour la réhabilitation des Planes à Saint-Yrieix. L'autorisation de programme de 3 000 K€ est ainsi réalisée à 5%.

Le détail de ces opérations est repris ci-dessous :

AP code	AP lib	OP lib	Chapitre (Code)	Montant AP	Réalisé AP 31/12/20	Inscriptions 2021	CP 2022	CP 2023
02	REHABILITATION STEP GOND ET COLLECTEURS EST			6 749 474	6 523 273	226 201	0	0
03	STEP MARSAC			2 200 000	2 000 470	118 746	80 784	0
04	FLEAC PHOTOVOLTAÏQUE			266 183	266 083	101	0	0
05	TRAVAUX STEP VINDELLE			2 600 000	1 323 560	800 000	476 440	0
06	SCHEMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT			670 000	305 627	364 373	0	0
07	TVX D'ASSAINISSEMENT : CANALISATIONS & OUVRAGES			3 880 000	3 859 725	20 275	0	0
08	TRVX 2019 ASST - CANA & OUV	TVX 2019 A/23		3 097 748	2 163 494	600 000	334 254	0
09	TRVX 2020 ASST - CANA & OUV	TRVX 2020 /23		1 350 400	603 930	700 000	46 470	0
10	REHABILITATION LES PLANES / SAINT YRIEIX			3 000 000	146 102	2 000 000	800 000	353 898

Les recettes d'investissement nécessaires à l'équilibre de ces dépenses s'établissent à 8 318 K€. Les recettes réelles sont constituées de l'excédent capitalisé pour 2 884 K€, complétées par un emprunt de 2 000 K€ souscrit sur 20 ans à taux fixe auprès d'ARKEA.

CA 2020 - BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF (SPANC)

Le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) de GrandAngoulême a pour missions de préserver l'environnement et la salubrité publique. De fait, il assure le contrôle obligatoire des installations neuves et des installations existantes mais il a également un rôle de conseil et d'information auprès des usagers (réglementation, technique, entretien et fonctionnement des installations...).

En, effet la loi sur l'eau du 3 janvier 1992 a fixé l'obligation aux collectivités de créer un service public d'assainissement non collectif au plus tard dès le 1^{er} janvier 2006.

Les réalisations du budget annexe Assainissement non collectif sont de 300 K€ en dépenses de la section d'exploitation, et de 1 K€ en dépenses de la section d'investissement.

				DEPENSES							RECETTES		
FONCTIONNEMENT				2018	2019	2020	FONCTIONNEMENT				2018	2019	2020
R	-	011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	50 004	50 687	82 536	R	-	002	RESULTAT REPORTE DE FONCTIONNEMENT	497 086	559 414	616 205
		012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	130 806	172 437	207 714			013	ATTENUATIONS DE CHARGES	411		
		65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	218	3 246	1 307			70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES DIVERSES	227 816	265 832	229 633
		67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	3 082	2 882	3 172			74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	33 014	20 485	
		68	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS	12 000					75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE		1	1
									77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	183	200	2 258
									78	REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	218	2 273	335
Total opérations réelles				196 109	229 252	294 730	Total opérations réelles				758 726	848 205	848 432
O	-	042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	4 009	3 553	5 229	O	-	042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	806	805	805
Total opérations d'ordre				4 009	3 553	5 229	Total opérations d'ordre				806	805	805
Total FONCTIONNEMENT				200 118	232 805	299 959	Total FONCTIONNEMENT				759 532	849 010	849 238
INVESTISSEMENT				2018	2019	2020	INVESTISSEMENT				2018	2019	2020
R	DA	20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	0	0	0	R	-	001	RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT	23 529	27 244	13 230
		21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	0	16 761	0			10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES	512		2 749
		23	IMMOBILISATIONS EN COURS		0								
Total opérations réelles				0	16 761	0	Total opérations réelles				24 041	27 244	15 980
O	-	040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	806	805	805	O	-	040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	4 009	3 553	5 229
Total opérations d'ordre				806	805	805	Total opérations d'ordre				4 009	3 553	5 229
Total INVESTISSEMENT				806	17 566	805	Total INVESTISSEMENT				28 049	30 797	21 209

A – Section de fonctionnement

Les dépenses de la section de fonctionnement s'établissent à 300 K€, en augmentation de 29% par rapport à 2019.

Avec 208 K€, les charges de personnel représentent le principal poste de dépenses de ce budget, en augmentation de 20% liée au recrutement d'un agent à compter d'avril 2020 et d'un remplacement d'un agent en arrêt maladie au 2ème semestre 2020. Les charges à caractère général sont de 83 K€, en forte hausse par rapport à 2019. Cette augmentation de 32 K€ provient notamment de la contribution à la maintenance du logiciel de facturation ANEMONE pour 17 K€, ainsi que des refacturations du budget principal et du budget annexe assainissement en hausse de 13 K€.

Les opérations d'ordre sont constituées pour 5 K€ de la dotation aux amortissements.

Hors résultat reporté, **les recettes de fonctionnement de l'exercice s'établissent à 233 K€**, dont 1 K€ d'opérations d'ordre.

Les recettes réelles sont constituées :

- Des redevances d'assainissement non collectif, des contrôles de conception/réalisation et des contrôles pour ventes notaires pour 230 K€, en baisse de 36 K€ par rapport à 2019. Il est rappelé que les tarifs de la redevance d'assainissement non collectif sont inchangés, annualisés et harmonisés depuis 2018 (délibération 2017.09.512)
- De remboursements de sinistres pour 2 K€

A ces recettes annuelles, il convient d'ajouter 616 K€ de reprise par anticipation de l'excédent antérieur reporté.

Il a été décidé en 2019 de financer à partir de cet excédent la hausse prévisionnelle des dépenses nécessaire pour la mise en place de contrôles réguliers sur tout le territoire et de ne pas augmenter le prix de la redevance. Le suréquilibre viendra donc compenser les déficits à venir jusqu'à épuisement de l'excédent antérieur avant qu'il ne soit nécessaire de procéder à une révision du montant des redevances.

B – Section d'investissement

Les dépenses d'investissement ne comprennent que 805 € d'écritures d'ordre et correspondent à la reprise des subventions transférables au compte de résultat.

Les recettes d'investissement sur l'exercice 2020 s'établissent à 21 K€, comprenant 3 K€ de FCTVA et 5 K€ d'opérations d'ordre, complété par un résultat antérieur reporté d'investissement de 13 K€.

CA 2020 - REALISATIONS RELATIVES A LA GESTION DE L'EAU

Les réalisations 2020 au titre de la thématique Eau relèvent de plusieurs compétences : la gestion des eaux pluviales urbaines, la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (GEMAPI) et le service public de distribution d'eau potable.

1- Eaux pluviales (Budget principal)

Par délibération n°2018.12.406, le conseil communautaire a réaffirmé l'exercice de sa compétence en matière de gestion des eaux pluviales urbaines, au titre d'une compétence facultative.

Au titre de cette compétence, GrandAngoulême assure les études hydrauliques, gère les travaux liés au transport et au traitement des eaux pluviales et urbaines, œuvre à la création d'ouvrages ainsi qu'à la réhabilitation des ouvrages existants.

Constats sur l'exécution budgétaire :

En section de fonctionnement, les dépenses constatées s'élèvent à 672 584,30 € avec un taux de réalisation par rapport au prévisionnel de 94 %. Elles sont en progression de 20 801 € et 2,9 % par rapport à 2019 (653 782 €). Ce sont surtout les charges à caractère général qui sont en progression (+ 31 549 €) dont le poste de traitement des sables et sous-produits (+ 19 229 € et + 52 %) et celui des pièces d'entretien pour l'atelier mécanique (+ 10 687 €). Cette dernière dépense est liée à la valorisation du service Atelier avec une réappropriation des travaux en régie soit moins de prestations externalisées.

Les charges à caractère général (chapitre 011) sont pour l'essentiel les frais d'entretien de voirie et de terrain, les frais de traitement des sables et sous-produits des eaux pluviales, l'entretien, la réparation et l'achat des pièces détachées de l'hydrocureuse et de la balayeuse.

En section d'investissement, les dépenses s'élèvent à 548 967€ (356 435,75 €) soit un taux de réalisation global de 40,3 %.

A- Elles concernent d'abord des dépenses issues des dotations annuelles pour 431 430 €:

- Des travaux divers pour 260 947 €
- Des travaux d'extension de réseaux pour 153 917 € (Balzac, Gond-Pontouvre, Fléac)

B- Ce sont ensuite des dépenses issues des dotations pluriannuelles pour 117 536 € :

- 1 974 € pour les canalisations pluviales BHNS
- 7 140 € pour les eaux pluviales de la Grand Font 2
- 108 422 € pour les eaux pluviales des centres bourgs

Intitulé	Opération N°	Montant AP/AE TOTAL 2020	CP 2020 réalisé	Montant AP/AE TOTAL 2021	RESTE A REALISER	CP 2021	CP 2022	CP 2023	CP 2024 et suivants
AP 38 - CANALISATION PLUVIALE BHNS	10201720	680 500,00	21 573,07	680 500,00	37 689,00	37 689,00	0,00		
AP 46 - EAUX PLUVIALES - GRAND FONT	10201807	446 000,00		446 000,00	83 886,52	83 886,52			
AP 63 - EAUX PLUVIALES - GRAND FONT 2	10202004	1 900 000,00	7 140,00	1 900 000,00	1 892 860,00	500 000,00	400 000,00	600 000,00	392 860,00
AP 66 - EAUX PLUVIALES	10202007	725 000,00	88 823,04	725 000,00	636 176,96	508 852,00	127 324,96		

2- GEMAPI (Budget principal)

1/ Domaine et définition de la compétence :

La compétence Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI) est une compétence confiée aux intercommunalités par les lois de décentralisation.

La réforme concentre à l'échelle intercommunale des compétences précédemment morcelées. La communauté d'agglomération peut ainsi concilier urbanisme et prévention des inondations par une meilleure intégration du risque d'inondation dans l'aménagement du territoire, notamment à travers les documents d'urbanisme et par la gestion des ouvrages de protection mais aussi concilier urbanisme et gestion des milieux aquatiques en facilitant l'écoulement des eaux et en gérant des zones d'expansion des crues.

Les actions entreprises par les intercommunalités dans le cadre de la GEMAPI sont définies ainsi par l'article L.211-7 du code de l'environnement :

- L'aménagement des bassins versants
- L'entretien et l'aménagement des cours d'eau, canaux, lacs et plans d'eau
- La défense contre les inondations et contre la mer
- La protection et la restauration des zones humides

Le volet « prévention des inondations » de la GEMAPI est plus particulièrement constitué par les actions de type « aménagement de bassins versants ».

Grand Angoulême a confié l'exercice de cette compétence aux trois syndicats de bassin œuvrant au niveau des différents bassins versants des cours d'eau traversant le territoire : le syndicat d'aménagement des rivières du Bandiat, de la Tardoire et de la Bonnieure (SyBTB), le Syndicat du bassin versant du Né, le Syndicat du bassin des rivières de l'Angoumois (SYBRA). La portion de territoire de la commune de Dignac dépendant du bassin versant de la Dronne médiane est gérée en direct par GrandAngoulême.

Les dépenses au titre de cette compétence sont donc quasi exclusivement constituées par les contributions aux différents syndicats, qui ont fait l'objet d'une délibération lors de la session du mois de février 2020 (délibération n°2020.02.008).

Le financement de cette compétence est assuré par la taxe GEMAPI, dont le montant est strictement équivalent à celui des dépenses prévisionnelles, taxe arrêtée par délibération et qui se compose d'un produit faisant l'objet d'une répartition par les services fiscaux sur la taxe d'habitation, la taxe sur le foncier bâti, la taxe sur le foncier non bâti et la cotisation foncière des entreprises par application de la variation de taux nécessaire à l'obtention du produit supplémentaire recherché aux taux moyens pondérés de chacune de ces taxes.

Le CA 2020 (Compte Administratif) est conforme au BP (Budget Primitif) réajusté par DM (Décision Modificative) après évaluation des besoins réels des syndicats. Les recettes transmises par les services fiscaux sont de 309 541 €, soit légèrement supérieures aux dépenses directes versées aux syndicats qui s'élèvent à 294 285,36 €, sans pour autant couvrir les dépenses indirectes de l'agglomération pour suivre les contrats et leur exécution ou les actions budgétaires. Les participations se répartissent entre les syndicats de la façon suivante :

Syndicat Bandiat Tardoire Bonnieure (SYBTB)	56 640,56 €
Syndicat du Né	1 691 €
Syndicat bassin des rivières de l'Angoumois (SYBRA)	235 953,80 €

CA 2020 - BUDGET ANNEXE EAU POTABLE

La compétence Eau potable, financée via une redevance, fait l'objet d'un budget annexe géré selon la nomenclature M49 applicable aux services publics locaux de distribution d'eau potable.

Les travaux annuels d'extension et remplacement de canalisations sont désormais proposés en gestion en AP/CP et intègrent ainsi la programmation pluriannuelle des investissements.

Les résultats de l'exercice 2020 (hors résultats antérieurs) du budget annexe Eau potable sont déficitaire de 111 K€ pour le fonctionnement et de 5 972 K€ en section d'investissement.

CA 2020 EAU POTABLE									
en K€									
DEPENSES					RECETTES				
FONCTIONNEMENT									
	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020		CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020
Réinscriptions crédits 2016	20				Résultat reporté (002)				
Crédits nouveaux	697	872	755	1 008	Crédits nouveaux	4 180	766	5 136	2 719
					Versement Semea exceptionnel		1 998		
Sous/total opérations réelles	717	872	755	1 008	Sous/total opérations réelles	4 180	11 192	5 136	2 719
Virement									
Dotation aux amortissements	1 163	1 200	1 462	2 185	Opérations ordre	67	188	326	363
Sous/total opérations ordre	1 163	1 200	1 462	2 185	Sous/total opérations ordre	67	188	326	363
TOTAL FONCTIONNEMENT	1 880	2 072	2 217	3 193	TOTAL FONCTIONNEMENT	4 247	11 380	5 461	3 082
INVESTISSEMENT									
	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020		CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020
APCP	135	518	4 145	7 752	Résultat reporté (001)				
Autres dépenses	1 055	837	218	19	Excédents capitalisés (1068)				
Provision travaux					Autres	66	520	2 060	86
Remboursement emprunt	91	141	106	108	Emprunt			64	0
Sous/total opérations réelles	1 280	1 497	4 469	7 879	Sous/total opérations réelles	66	520	2 124	86
					Virement	0	0	0	0
Opérations patrimoniales	10	4	6	3	Opérations patrimoniales	10	4	6	3
Autres opérations	67	188	326	363	Amortissements	1 163	1 200	1 462	2 185
Sous/total opérations ordre	77	192	332	366	Sous/total opérations ordre	1 173	1 204	1 468	2 188
TOTAL INVESTISSEMENT	1 358	1 689	4 801	8 245	TOTAL INVESTISSEMENT	1 238	1 724	3 592	2 274

A- Section de fonctionnement

Les dépenses de la section de fonctionnement s'établissent à 3 193 K€, contre 2 217 K€ en 2019, en hausse par rapport aux exercices précédents. Cette hausse est liée à une double variation :

- Augmentation des opérations d'ordre de 723 K€, dont 631 K€ en lien avec des régularisations d'amortissement de 2018 et 2019 suite à transfert des SIAEP Boème, du SMAEPA Châteauneuf et du SIAEP Nord ouest Charente,
- Augmentation de 253 K€ des opérations réelles, essentiellement sur les charges à caractère général (+ 279 K€), en lien avec le rattrapage d'achats d'eau auprès du SIAEP de La Boème pour les années 2018 et 2019.

Les dépenses des charges à caractère général, qui s'élèvent à 719 K€, sont principalement liées aux postes suivants :

- Convention avec le SIAEP SUD CHARENTE : remboursement achat d'eau pour la desserte de Voulgézac (114 K€ au titre de 2019 et 134 K€ au titre de 2018)
- Remboursement d'annuités au SIAEP Sud Charente pour 64,7 K€ et à la CDC du Rouillacais pour 11,5 K€
- Des participations et adhésion pour 66 K€ (dont : 7,3 K€ pour l'EPTB, 58,7 K€ Charente eaux).
- Des remboursements de frais aux Budgets principal et assainissement pour 283 K€

Le chapitre des charges exceptionnelles comprend un soutien de 6K€ à Eau Vive pour des actions de solidarité internationale au Sénégal et au Burkina Faso, ainsi qu'une subvention de 19,3 K€ à Charente Nature et de 6,6 K€ à la Fédération de pêche.

Les dépenses d'ordre de la section de fonctionnement concernent la dotation aux amortissements pour 2 185 K€, dont 631 K€ de régularisation d'amortissement de 2018 et 2019 suite à la reprise de l'actif des syndicats SIAEP Boëme, du SMAEPA Châteauneuf et du SIAEP Nord ouest Charente.

Les recettes de fonctionnement de l'année 2020 (hors résultat reporté) **s'établissent à 3 082,2 K€**, dont 363,1 K€ d'opérations d'ordre et 2 719,1 K€ d'opérations réelles.

Comme pour les dépenses, les opérations d'ordre qui concernent les reprises de subventions transférables au compte de résultat intègrent la mise à jour de l'actif et sont donc exceptionnellement majorées de 183 K€ pour s'établir à 363,1 K€.

Les recettes réelles, à hauteur de 2 719,1 K€ comprennent :

- Des produits du service, pour 2 701 K€ dont :
 - la surtaxe reversée pour un montant de 2 600 K€, soit 1 497 K€ de la SEMEA et 1 103 K€ des délégataires AGUR et VEOLIA.
 - des redevances pour utilisation accessoires des ouvrages pour des installations radiophoniques et des antennes relais pour 101,1 K€
- D'atténuations de charges pour 13,4 K€ correspondant à des remboursements de charges ou de formation pour des agents détachés.

Le déficit de recettes sur les dépenses s'établit à 111 K€ (hors reprise de résultat), en lien avec les opérations de régularisation d'amortissement sur exercice antérieur.

A ces recettes annuelles se rajoute :

- La reprise du résultat antérieur de fonctionnement reporté : 7 079 K€ €.

B- Section d'investissement

Les dépenses d'investissement s'établissent à 8 245 K€, dont 366 K€ d'opérations d'ordre et 7 879 K€ de dépenses réelles. Le taux de réalisation des dépenses réelles s'établit à 56,6 %, en légère progression par rapport à 2019 mais qui reste relativement faible au regard du mode de gestion en AP/CP d'une part croissante de ces dépenses.

INVESTISSEMENT				2018	2019	2020
R	-	16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	141 332	106 228	108 061
	AP			517 848	4 144 781	7 752 113
		01	USINE DE PRODUCTION D EAU POTABLE DE TOUVRE	483 227	3 499 885	6 597 809
		02	CANALISATIONS EAU POTABLE 2018	0	0	519
		03	CANALISATIONS EAU POTABLE 2019	0	2 011 323	55 779
		04	CANALISATIONS EAU POTABLE 2020	520 024	48 749	30 060
	DA	20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	2 070	5 697	4 167
		21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	240	1 257	0
		23	IMMOBILISATIONS EN COURS	835 049	211 163	14 821
Total opérations réelles				1 496 538	4 469 125	7 879 162
O	-	040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	187 742	325 548	363 122
		041	OPERATIONS PATRIMONIALES	4 320	5 971	3 150
Total opérations d'ordre				192 062	331 518	366 272
Total INVESTISSEMENT				1 688 600	4 800 644	8 245 434

Les dépenses d'ordre de 366,3 K€ correspondent à la reprise des subventions transférables au compte de résultat (voir § recettes de fonctionnement) pour 326,1 K€. Les opérations patrimoniales, au sein de la section d'investissement, s'élèvent à 3,2 K€ et correspondent au basculement des frais d'études en travaux, au remboursement d'avances,

Les dépenses réelles de 7 879 K€ comprennent :

- le remboursement du capital de la dette, pour 108 K€
- des dotations annuelles à hauteur de près de 19 K€ dont 14,8 K€ pour les travaux d'abords des ouvrages d'eau potable et 4,2K€ pour l'acquisition de données issues de l'orthophotographie
- Les crédits de paiement afférents à des Autorisations de Programme (AP) qui s'élèvent à 7 752 K€ représentant 67,1 % des crédits budgétés et qui se répartissent comme suit :
 - Usine du Pontil pour 6 598 K€, portant le montant total réalisé à fin 2020 à 10 941 K€ soit près de 43 % du montant total de l'AP
 - travaux de canalisations et réseaux pour 1 154,3 K€ dont 463,8 K€ au titre du programme 2018, 477,6 K€ du programme 2019 et 212,9 K€ du programme 2020.

Intitulé	Opération N°	Montant AP/AE TOTAL 2020	Montant AP/AE TOTAL 2021	CA 2020	RESTE A REALISER	CP 2021	CP 2022	CP 2023
AP 1 - USINE DE TOUVRE	37200901	25 500 000,00	25 500 000,00	6 597 808,69	14 558 810,75	8 224 000,00	1 432 504,64	4 902 306,11
AP 2 - CANALISATIONS 2018	37201801	1 300 000,00	1 300 000,00	463 783,78	444 235,34	406 172,12	38 063,22	
AP 3 - CANALISATIONS 2019	37201901	1 300 000,00	1 300 000,00	477 642,64	534 821,68	315 014,92	219 806,76	
AP 4 - CANALISATIONS 2020	37202001	1 300 000,00	1 300 000,00	212 878,37	1 087 121,63	955 263,00	131 858,63	
AP 5 - SCHEMA DIRECTEUR EAU POTABLE	37202002	200 000,00	200 000,00		200 000,00	50 000,00	150 000,00	
TOTAL				7 752 113,48				

Les recettes d'investissement s'établissent à 2 273,8 K€, dont 2 188 K€ d'opérations d'ordre (amortissement des dépenses et virement de la section de fonctionnement et opérations patrimoniales), auxquelles s'ajoutent l'excédent antérieur reporté à hauteur de 234,2 K€.

Les recettes réelles s'élèvent à 85,8 K€ et sont constituées de :

- 26,9 K€ de subvention de la DREAL pour le dévoiement des réseaux d'EP pour les travaux de la RN141 et 3,1 K€ de l'Agence de l'Eau au titre d'un 1^{er} acompte pour le périmètre de protection de la Touvre

- 55,8 K€ de diminutions d'avances ou de révisions en moins-value sur les marchés de l'usine du Pontil

INVESTISSEMENT				2018	2019	2020
R	-	001	RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT	1 386 032	1 442 794	234 226
		16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	0	63 666	0
	AP				2 011 323	55 779
	DA	13 23	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES IMMOBILISATIONS EN COURS	516 159 3 865	48 749	30 060
Total opérations réelles				1 906 057	3 566 532	320 064
O	-	040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	1 199 609	1 462 367	2 184 795
		041	OPERATIONS PATRIMONIALES	4 320	5 971	3 150
Total opérations d'ordre				1 203 929	1 468 338	2 187 945
Total INVESTISSEMENT				3 109 986	5 034 870	2 508 009

Ainsi l'exercice 2020 fait ressortir un besoin de financement de 5 972 K€ qu'il est proposé de financer par l'affectation d'un montant équivalent prélevé sur les excédents antérieurs reportés, sans faire appel à l'emprunt.

A la fin de l'exercice 2020, le montant d'encours de dette sur ce budget annexe s'établit à 632,85 K€, le contrat de prêt de 3 M€ souscrit auprès de la Banque des territoires pour le financement des travaux de l'usine du Pontil n'ayant pas encore été mobilisé.

CA 2020 : ANNEXES FICHES EQUIPEMENTS

Extrait des comptes administratifs du budget principal pour :						L'ALPHA			DEPENSES			RECETTES		
Sectid	Sens	Chap	Lib chap	Nature (	Libellé du compte	2018	2019	2020	2018	2019	2020			
F	D	011	CHARGES A CARACTERE GENEF	606	AJUMENTATION	103	48							
					AUTRE ALIMENTATION	40	309	90						
					AUTRES FOURNITURES NON STOCKEES	2 161	1 947	1 581						
					AUTRES MATIERES ET FOURNITURES	14 088	10 690	18 784						
					EAU ET ASSAINISSEMENT	5 000	724	3 001						
					ELECTRICITE			65 881						
					ENERGIE - ELECTRICITE	71 121	61 776	9 652						
					FOURNITURES ADMINISTRATIVES	779	719	520						
					FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	3 954	7 415	4 259						
					GAZ			287						
					LIVRES, DISQUES, CASSETTES (BIBLIO., MEDIATHEQUE)	194 732	181 001	209 358						
				611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	2 187	2 268	2 313						
				613	LOCATIONS MOBILIERES	1 582	1 800	5 302						
				615	AUTRES BIENS MOBILIER			285						
					BATIMENTS PUBLICS	32 900	13 393	32 344						
					MAINTENANCE	86 889	84 564	81 356						
					MATERIEL ROULANT	58	213	0						
					TERRAINS	2 795	1 541	1 866						
				616	MULTIRISQUES	7 316	5 380	4 276						
				618	DPC-DOC.GENERALE ET TECHNIQUE	26 650	32 149	23 299						
					FRAIS DE COLLOQUES ET SEMINAIRES	0	444	0						
					VERSEMENTS A DES ORGANISMES DE FORMATION	14 429	6 023	8 063						
				622	DIVERS		432							
					FRAIS D'ACTES ET DE CONTENTIEUX	3 248	2 699	10 500						
					INDEMNITES AU COMPTABLE ET AUX REGISSEURS		66	417						
				623	ANNONCES ET INSERTIONS	5 353	4 276	2 141						
					CATALOGUES ET IMPRIMES	15 197	13 428	9 335						
					DIVERS	2 063	2 638	2 242						
					FETES ET CEREMONIES	300								
					FOIRES ET EXPOSITIONS	14 199	7 581	4 627						
				624	TRANSPORTS DE BIENS	5 417	3 494	2 519						
				625	COCKTAIL	900	750							
					MISSIONS	1 553	1 423	1 116						
					VOYAGES ET DEPLACEMENTS	0	0	0						
				626	FRAIS D'AFFRANCHISSEMENT	5 175	4 357	2 932						
					FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS	6 042	9 990	7 558						
				628	AUTRES SERVICES EXTERIEURS	46 733	50 883	27 150						
					AUX BUDGETS ANNEXES ET AUX REGIES MUNICIPALES		1 166	-389						
					CONCOURS DIVERS (COTISATIONS ...)	700	555	782						
					FRAIS DE GARDIENNAGE (EGISES, FORETS ET BOIS)	43 000	66 356	48 808						
					FRAIS DE NETTOYAGE DES LOCAUX	129 355	115 449	104 303						
					PRESTATION MEDIATION	-640								
				635	AUTRES DROITS	4 655	4 095	3 807						
					TAXES FONCIERES	3 097	3 017	2 974						
				637	AUTRES IMPOTS, TAXES ET VERS. ASSIMILES (AUTRES)		337	33						
			Total CHARGES A CARACTERE GENERAL			753 129	705 398	703 371						
		012	CHARGES DE PERSONNEL ET FI	621	AUTRE PERSONNEL EXTERIEUR	3 625	0	0						
					ETUDIANTS	0								
				633	COTISATIONS CENTRE NATIONAL ET DE GESTION	8 763	8 712	7 128						
					COTISATIONS VERSEES AU F.N.A.L.	4 941	4 840	4 737						
					VERSEMENT DE TRANSPORT	16 800	16 455	16 104						
				641	AUTRES EMPLOIS D'INSERTION	0	0							
					AUTRES INDEMNITES	190 651	197 014	237 063						
					EMPLOIS D'AVENIR	7 543	0							
					NBI, SUPPLEMENT FAMILIAL ET INDEMNITE DE RESIDENCE	20 990	21 906	23 182						
					REMUNERATION PRINCIPALE	815 198	847 579	902 044						
					REMUNERATIONS DES APPRENTIS	13 376	13 327	11 048						
					REMUNERATIONS NON TITULAIRES	142 747	106 570	29 243						
				645	COTISATIONS A L' U.R.S.S.A.F.	173 327	167 009	151 424						
					COTISATIONS AUX A.S.S.E.D.I.C.	7 166	4 418	1 300						
					COTISATIONS AUX AUTRES ORGANISMES SOCIAUX	3 260	3 382	3 598						
					COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITES	268 143	276 093	290 781						
					COTISATIONS POUR ASSURANCE DU PERSONNEL	23 179	19 610	19 973						
				647	MEDECINE DU TRAVAIL, PHARMACIE	3 559	6 801	3 416						
					PRESTATIONS FAMILIALES DIRECTES	0	0	1 642						
				648	AUTRES CHARGES	0	0							
			Total CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES			1 703 268	1 693 716	1 702 683						
		65	AUTRES CHARGES DE GESTION	651	REDEVANCES POUR CONCESSIONS,BREVETS,LICENCES...			150						
				657	C.A.S.	18 360	18 360	18 090						
			Total AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE			18 360	18 360	18 240						
		68	DOTATIONS AUX AMORTISSE	681	DAP - POUR DEPRECIATION DES ACTIFS CIRCULANTS		3 001							
				686	DOT. AUX PROV. POUR DEPRECIAT. DES ELEMENTS FINAN.		0							
				687	DOT. AUX PROV. PR RISQUES ET CHARGES EXCEPTIONNELS		62 536							
			Total DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS				65 536							
		Total D				2 474 757	2 483 010	2 424 294						
	R	013	ATTENUATIONS DE CHARGES	641	RBT SALAIRE ARRET TRAVAIL				578	122	1 784			
					REMB.SALAIRE.PERS.NON TITULAIR						1 434			
			Total ATTENUATIONS DE CHARGES						578	122	3 219			
		74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET	747	AUTRES				7 095	6 000	7 500			
					EMPLOIS D'AVENIR				3 695					
					SUBV ETAT APPRENTI				0					
			Total DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS						10 790	6 000	7 500			
		75	AUTRES PRODUITS DE GESTIO	752	REVENUS DES IMMEUBLES				2 670	8 255	22 708			
			Total AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE						2 670	8 255	22 708			
		77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	771	DEDITS ET PENALITES PERCUES				0					
				773	MANDATS ANNULES SUR EXERCICES ANTERIEURS				1 357	52	45			
				778	PRODUITS EXCEPTIONNELS DIVERS				1 500	4 988	19 205			
			Total PRODUITS EXCEPTIONNELS						2 857	5 040	19 250			
		Total R							16 895	19 418	52 676			
	Total F					2 474 757	2 483 010	2 424 294	16 895	19 418	52 676			
I	D	20	IMMOBILISATIONS INCORPO	205	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES	11 869	9 251	5 244						
			Total IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			11 869	9 251	5 244						
		21	IMMOBILISATIONS CORPORE	215	AUTRE MATERIEL ET OUTIL D'INCENDIE DEFENSE CIVILE			171						
				218	ACQUIS.EQUIPT.INFORMAT.	5 576	34 819	11 771						
					AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	16 797	5 032	16 555						
					MOBILIER	7 798	21 143	25 777						
			Total IMMOBILISATIONS CORPORELLES			30 171	60 994	54 274						
		23	IMMOBILISATIONS EN COURS	231	CABLAGE RESEAU INFORMATIQUE	0	4 200							
					CONSTRUCTIONS	149 016	44 435	18 086						
				238	AVANCES VERSEES SUR COMMANDES IMMO. CORP.			2 966						
			Total IMMOBILISATIONS EN COURS			149 016	48 635	21 052						
	Total D					191 057	118 880	80 570						
	R	13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEM	131	ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX						30 930			
			Total SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES								30 930			
		23	IMMOBILISATIONS EN COURS	238	AVANCES VERSEES SUR COMMANDES IMMO. CORP.						2 966			
			Total IMMOBILISATIONS EN COURS								2 966			
	Total R										33 896			
	Total I					191 057	118 880	80 570			33 896			

Extrait des comptes administratifs du budget principal pour :				ALVEOLE		DEPENSES			RECETTES		
Secteur	Sens	Chap	Lib. chap	Nature	Libelle du compte	2018	2019	2020	2018	2019	2020
F	D	011	CHARGES A CARACTERE G	606	ALIMENTATION	2 627	2 856	1 178			
					AUTRE ALIMENTATION	158					
					AUTRES FOURNITURES NON STOCKEES	1 784	1 648	2 575			
					AUTRES MATIERES ET FOURNITURES	281	1 710	1 063			
					CARBURANTS	0					
					COMBUSTIBLES	1 349					
					EAU ET ASSAINISSEMENT	2 222	-694	1 013			
					ELECTRICITE			9 520			
					ENERGIE - ELECTRICITE	2 500	7 542	1 847			
					FOURNITURES ADMINISTRATIVES	201	182	0			
					FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	744	562	851			
				611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	42 022	38 653				
				613	LOCATIONS MOBILIERES		100				
				615	AUTRES BIENS MOBILIERES		0	0			
					BATIMENTS PUBLICS	771	554	22 357			
					MAINTENANCE	1 001	1 222	3 149			
					MATERIEL ROULANT	0	110	0			
					TERRAINS	1 400	2 326	5 404			
				616	MULTIRISQUES	2 351	2 967	1 292			
				618	AUTRES FRAIS DIVERS	0					
					VERSEMENTS A DES ORGANISMES DE FORMATION	1 604	0	2 625			
				622	INDEMNITES AU COMPTABLE ET AUX REGISSEURS	222	250	0			
				623	DIVERS	242					
				624	TRANSPORTS COLLECTIFS	16 092	6 927	1 642			
					TRANSPORTS DE BIENS	3 988					
				625	COCKTAIL	560					
					MISSIONS		125	0			
					VOYAGES ET DEPLACEMENTS	0	0	220			
				626	FRAIS D'AFFRANCHISSEMENT	823	941	1 042			
					FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS	2 054	1 918	1 771			
				627	SERVICES BANCAIRES ET ASSIMILES	65	131	69			
				628	A D'AUTRES ORGANISMES	4 371					
					AUTRES SERVICES EXTERIEURS	72 313	10 718	10 234			
					AUX COMMUNES MEMBRES DU GFP		1 400	1 237			
					CONCOURS DIVERS (COTISATIONS ...)	360	235	127			
					FRAIS DE NETTOYAGE DES LOCAUX			20 583			
				635	TAXES ET IMPOTS SUR LES VEHICULES	60					
				Total CHARGES A CARACTERE GENERAL		162 166	82 381	89 799			
		012	CHARGES DE PERSONNEL	621	AUTRE PERSONNEL EXTERIEUR	7 870					
					PERSONNEL AFFECTE PAR LA COMMUNE MEMBRE DU GFP	139 596	93 390				
				633	AUTRES IMPOTS, TAXES ET VERS. SUR REMUNERATIONS	0	0				
					COTISATIONS CENTRE NATIONAL ET DE GESTION	1 406	1 523	1 256			
					COTISATIONS VERSEES AU F.N.A.L.	866	816	807			
					VERSEMENT DE TRANSPORT	2 934	2 785	2 743			
				641	AUTRES EMPLOIS D'INSERTION	549					
					AUTRES INDEMNITES	10 639	18 320	28 073			
					EMPLOIS D'AVENIR	3 244	0				
					NBI, SUPPLEMENT FAMILIAL ET INDEMNITE DE RESIDENCE	3 886	3 263	3 143			
					REMUNERATION PRINCIPALE	65 200	70 245	70 749			
					REMUNERATIONS DES APPRENTIS	18 723	18 443	12 781			
					REMUNERATIONS NON TITULAIRES	87 432	89 623	80 311			
				645	COTISATIONS A L'U.R.S.S.A.F.	38 503	41 851	39 165			
					COTISATIONS AUX A.S.S.E.D.I.C.	4 394	3 959	3 610			
					COTISATIONS AUX AUTRES ORGANISMES SOCIAUX	261	281	275			
					COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITES	25 648	26 811	26 694			
					COTISATIONS POUR ASSURANCE DU PERSONNEL	1 853	1 499	1 651			
				647	MEDECINE DU TRAVAIL, PHARMACIE	1 175	2 015	1 520			
				Total CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES		414 178	374 824	272 779			
		65	AUTRES CHARGES DE GEST	657	AUTRES GROUPEMENTS	27 670					
					C.A.S.	2 700	2 700	2 155			
					EFFERVESCENTRE	585 735					
				Total AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE		616 105	2 700	2 155			
		67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	673	TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	455		40			
				Total CHARGES EXCEPTIONNELLES		455		40			
		Total D				1 192 904	459 905	364 773			
R		013	ATTENUATIONS DE CHARGES	641	RBT S/REMUNERATION PERSONNEL				1 226	49	
					REMB.SALAIRE PERS. NON TITULAIR						22
				645	REMBOURSEMENTS SUR CHARGES DE S.S ET PREVOYANCE				27		
			Total ATTENUATIONS DE CHARGES						1 253	49	22
		70	PRODUITS DE SERVICES, D	706	REDEVAN. ET DROITS SCES PERISCOLAIRES ET ENSEIG.				76 500	85 403	46 746
				708	PAR LES COMMUNES MEMBRES DU GFP				62 411		
			Total PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES DIVERSES						138 911	85 403	46 746
		74	DOTATIONS, SUBVENTION	747	AUTRES COMMUNES				0	0	
					AUTRES ORGANISMES				234 833	25 840	191 223
					DEPARTEMENTS				820	0	0
					EMPLOIS D'AVENIR				15 603		
				748	AUTRES ATTRIBUTIONS ET PARTICIPATIONS				54 997	58 356	5 117
			Total DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS						306 253	84 196	196 339
		77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	771	DEDITS ET PENALITES PERCUES				4 165		
				773	MANDATS ANNULES SUR EXERCICES ANTERIEURS				124	16	
				778	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS				3	1	
			Total PRODUITS EXCEPTIONNELS						4 291	16	14 259
		Total R							450 708	169 665	257 366
		Total F				1 192 904	459 905	364 773	450 708	169 665	257 366
I		20	IMMOBILISATIONS INCORP	205	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES				0		
			Total IMMOBILISATIONS INCORPORELLES						0		
		21	IMMOBILISATIONS CORP	215	AUTRE MATERIEL ET OUTIL. D'INCENDIE DEFENSE CIVILE	714					
				218	ACQUIS. EQUIPT.INFORMAT.		3 959	0			
					AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 098	4 743	2 959			
					COPIEUR MULTIFONCTION - ALSH DIRAC		1 116				
					MATERIEL DE BUREAU ET INFORMATIQUE	0					
					MATERIEL DE TRANSPORT	20 314					
					MOBILIER	12 061	9 077	0			
			Total IMMOBILISATIONS CORPORELLES		34 187	18 897	2 959				
		23	IMMOBILISATIONS EN CO	231	AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS DE TERRAINS	16 116					
					CONSTRUCTIONS	1 019 514	123 150	19 576			
			Total IMMOBILISATIONS EN COURS		1 035 630	123 150	19 576				
		Total D				1 069 817	142 047	22 535			
R		13	SUBVENTIONS D'INVESTIS	131	AUTRES				8 000		
					CAF - ALSH					0	
					DEPARTEMENTS - CDD - ALSH					0	
					ETAT - DETR - ALSH					0	
					FEADER - ALSH					0	0
					TEPCV - TERRIT ENERGIE POS POUR LA CROISSANCE VERTE					0	0
				132	ALSH - CAF					84 163	80 079
					ALSH - DEPARTEMENT CDD					119 160	
					ALSH - ETAT DETR					230 840	
					ALSH - FEADER					0	
					AUTRES				40 837		
					BUDGET COMMUNAUTAIRE ET FONDS STRUCTURELS				0		
					DEPARTEMENTS				0		
					ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX				0		
			Total SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES						48 837	434 163	80 079
		23	IMMOBILISATIONS EN CO	231	CONSTRUCTIONS	60				34	
			Total IMMOBILISATIONS EN COURS							34	
		Total R							48 837	434 197	80 079
		Total I				1 069 817	142 047	22 535	48 837	434 197	80 079

Extrait des comptes administratifs du budget principal pour :						CENTRE SPORTIF DES MONTAGNES			DEPENSES			RECETTES		
Sectid	Sens	Chap	Lib chap	Nature	Libellé du compte	2018	2019	2020	2018	2019	2020			
F	D	011	CHARGES A CARACTERE G	606	AUTRES FOURNITURES NON STOCKEES	504	366	1 141						
					COMBUSTIBLES	0								
					EAU ET ASSAINISSEMENT	5 372	3 227	1 009						
					ELECTRICITE			7 675						
					ENERGIE - ELECTRICITE	19 294	9 863	2 645						
					FOURNITURES ADMINISTRATIVES	229	330	76						
					FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	639	907	132						
					GAZ			1 036						
					VETEMENTS DE TRAVAIL	316	306	0						
				613	LOCATIONS MOBILIERES	0	0	0						
				615	AUTRES BIENS MOBILIERIS		1 154							
					BATIMENTS	10 951	3 623	5 613						
					MAINTENANCE	4 097	8 495	10 170						
				616	MULTIRISQUES	239	169	2 271						
				617	ETUDES ET RECHERCHES		7 488							
				618	VERSEMENTS A DES ORGANISMES DE FORMATION	324	531	530						
				622	DIVERS	6 484	6 230	4 925						
					HONORAIRES		204							
					INDEMNITES AU COMPTABLE ET AUX REGISSEURS	140	140	0						
				623	CATALOGUES ET IMPRIMES	742	419	0						
					DIVERS	807	643	0						
				625	MISSIONS	0	0	0						
					VOYAGES ET DEPLACEMENTS	315	275	105						
				626	FRAIS D'AFFRANCHISSEMENT	24	73	12						
					FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS	1 655	1 125	811						
				627	SERVICES BANCAIRES ET ASSIMILES	32	162	150						
				628	AUTRES SERVICES EXTERIEURS	175	390	-215						
					FRAIS DE NETTOYAGE DES LOCAUX	243								
					PRESTATION DE SERVICE INFORMATIQUE	0		0						
				635	TAXES FONCIERES	0	0	0						
				Total CHARGES A CARACTERE GENERAL		52 581	46 120	38 085						
		012	CHARGES DE PERSONNEL	633	COTISATIONS CENTRE NATIONAL ET DE GESTION	731	816	682						
					COTISATIONS VERSEES AU F.N.A.L.	444	453	458						
					VERSEMENT DE TRANSPORT	1 511	1 541	1 559						
				641	AUTRES INDEMNITES	12 544	15 781	18 789						
					EMPLOIS D'AVENIR	17 356								
					NBI, SUPPLEMENT FAMILIAL ET INDEMNITE DE RESIDENCE	3 128	3 147	3 156						
					REMUNERATION PRINCIPALE	67 066	85 663	86 899						
					REMUNERATIONS NON TITULAIRES	453	815							
				645	COTISATIONS A L' U.R.S.S.A.F.	13 888	16 158	16 301						
					COTISATIONS AUX A.S.S.E.D.I.C.	856	36	0						
					COTISATIONS AUX AUTRES ORGANISMES SOCIAUX	225	299	303						
					COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITES	19 841	24 896	25 243						
					COTISATIONS POUR ASSURANCE DU PERSONNEL	1 809	2 213	1 757						
				647	MEDECINE DU TRAVAIL, PHARMACIE	303	333	325						
					VERSEES DIRECTEMENT	0	0							
				Total CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES		140 154	152 150	155 473						
		65	AUTRES CHARGES DE GEST	657	C.A.S.	1 500	1 500	2 155						
			Total AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE			1 500	1 500	2 155						
		67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	674	SUBVENTIONS AUX PERSONNES DE DROIT PRIVE			1 680						
			Total CHARGES EXCEPTIONNELLES					1 680						
		68	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS	681	DAP - POUR DEPRECIATION DES ACTIFS CIRCULANTS		16 798							
				686	DOT. AUX PROV. POUR DEPRECIAT. DES ELEMENTS FINAN.		0							
			Total DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS				16 798							
		Total D				194 235	216 567	197 393						
R		013	ATTENUATIONS DE CHARGES	641	RBT SALAIRE ARRET TRAVAIL				4 495					
			Total ATTENUATIONS DE CHARGES						4 495					
		70	PRODUITS DE SERVICES, D	703	AUTRES DROITS DE STATIONNEMENT ET DE LOCATION					427	70			
					AUTRES REDEVANCES ET RECETTES DIVERSES				0	1 316	669			
				706	A CARACTERE SPORTIF				53 709	56 298	41 659			
			Total PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES DIVERSES						53 709	58 042	42 398			
		74	DOTATIONS, SUBVENTIONS	747	EMPLOIS D'AVENIR				19 376					
			Total DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS						19 376					
		75	AUTRES PRODUITS DE GESTION	752	REVENUS DES IMMEUBLES				36 507	17 142	9 300			
				758	PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE				1 562	1 682	758			
			Total AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE						38 070	18 825	10 058			
		77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	771	DEDITS ET PENALITES PERCUES						800			
				773	MANDATS ANNULES SUR EXERCICES ANTERIEURS					29				
				778	PRODUITS EXCEPTIONNELS DIVERS						1 124			
			Total PRODUITS EXCEPTIONNELS							29	1 924			
		Total R							115 650	76 896	54 379			
		Total F				194 235	216 567	197 393	115 650	76 896	54 379			
I	D	20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	205	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES		0							
			Total IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				0							
		21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	215	AUTRE MATERIEL ET OUTIL. D'INCENDIE DEFENSE CIVILE	807	1 144	1 030						
				218	ACQUIS.EQUIPT.INFORMAT.		0	0						
					AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	12 390	549	1 071						
					MATERIEL DE BUREAU ET INFORMATIQUE	0								
					MOBILIER			0						
			Total IMMOBILISATIONS CORPORELLES			13 198	1 693	2 101						
		23	IMMOBILISATIONS EN COURS	231	CABLAGE RESEAU INFORMATIQUE	1 337								
					CONSTRUCTIONS	31 901	26 712	26 642						
			Total IMMOBILISATIONS EN COURS			33 238	26 712	26 642						
		Total D				46 436	28 405	28 743						
R		13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	133	DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES RURAUX				68 622	93 600				
			Total SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES						68 622	93 600				
		Total R							68 622	93 600				
		Total I				46 436	28 405	28 743	68 622	93 600				

Extrait des comptes administratifs du budget principal pour :						CONSERVATOIRE GABRIEL FAURE		DEPENSES			RECETTES		
Secteur	Sens	Chap	Lib chap	Nature	Libellé du compte	2018	2019	2020	2018	2019	2020		
F	D	011	CHARGES A CARACTERE G	606	ALIMENTATION	0	0	0					
					AUTRE ALIMENTATION	112	69	101					
					AUTRES FOURNITURES NON STOCKEES	5 551	4 811	2 089					
					AUTRES MATIERES ET FOURNITURES	1 205	2 786	1 327					
					EAU ET ASSAINISSEMENT	3 753	1 501	2 336					
					ELECTRICITE			29 852					
					ENERGIE - ELECTRICITE	45 000	56 577	6 861					
					FOURNITURES ADMINISTRATIVES	2 123	1 276	688					
					FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	6 978	7 082	7 127					
					LIVRES, DISQUES, CASSETTES (BIBLIO., MEDIATHEQUE)	776							
					LIVRES, DISQUES, DVD		478	164					
				613	LOCATIONS IMMOBILIERES	15 327	12 912	15 944					
					LOCATIONS MOBILIERES	1 992	2 640	1 235					
				615	AUTRES BIENS MOBILIERES	0	262	1 267					
					BATIMENTS PUBLICS	17 752	14 394	15 274					
					ENT.REP.INSTRUMENTS DE MUS.	13 457	12 904	11 521					
					MAINTENANCE	12 541	14 869	8 764					
					MATERIEL ROULANT	29	101	54					
				616	MULTIRISQUES	8 329	8 215	6 921					
				618	DPC-DOC.GENERALE ET TECHNIQUE	1 257	1 390	1 396					
					FRAIS DE COLLOQUES ET SEMINAIRES	0	0						
					PARTITIONS	3 111	3 098	3 157					
					VERSEMENTS A DES ORGANISMES DE FORMATION	2 788	7 995	3 340					
				622	DIVERS		0	0					
					INDEMNITES AU COMPTABLE ET AUX REGISSEURS	317	5 930	2 309					
				623	ANNONCES ET INSERTIONS	3 305	3 185	2 794					
					CATALOGUES ET IMPRIMES	2 350	3 711	1 934					
					DIVERS	876	3 384	0					
				624	TRANSPORTS COLLECTIFS	0	0	0					
				625	COCKTAIL	1 459							
					DÉJEUNERS		84	198					
					MISSIONS	14 870	11 161	5 193					
					VOYAGES ET DEPLACEMENTS	3 049	3 590	3 570					
				626	FRAIS D'AFFRANCHISSEMENT	5 575	6 469	5 068					
					FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS	1 491	1 861	4 891					
				627	SERVICES BANCAIRES ET ASSIMILES		38	86					
				628	ACTION CULTURELLE		17 266	4 534					
					AUTRES SERVICES EXTERIEURS	17 051	5 336	3 144					
					CONCOURS DIVERS (COTISATIONS ...)	773	600	715					
					FRAIS DE GARDIENNAGE		6 793	2 425					
					FRAIS DE GARDIENNAGE (EGLISES, FORETS ET BOIS)	5 285	101	0					
					FRAIS DE NETTOYAGE DES LOCAUX	0	161	-161					
					JOURNEES NATIONALES ELECTRO	10 515							
					PRESTATION MEDIATION		0						
				635	AUTRES DROITS	88	227	432					
				637	AUTRES IMPOTS, TAXES ET VERS. ASSIMILES (AUTRES)	2 490	2 396	2 205					
				Total CHARGES A CARACTERE GENERAL		211 577	225 651	158 756					
		012	CHARGES DE PERSONNEL	621	AUTRE PERSONNEL EXTERIEUR	6 860	5 915	2 812					
					PERSONNEL AFFECTE PAR LA COMMUNE MEMBRE DU GFP		0						
				633	COTISATIONS CENTRE NATIONAL ET DE GESTION	16 918	16 787	13 815					
					COTISATIONS VERSEES AU F.N.A.L.	9 400	9 326	9 314					
					VERSEMENT DE TRANSPORT	31 956	31 710	31 667					
				641	AUTRES INDEMNITES	239 414	257 343	263 466					
					NBI, SUPPLEMENT FAMILIAL ET INDEMNITE DE RESIDENCE	17 324	17 437	17 447					
					PRIME DE FIN D ANNEE	300	300	400					
					REMUNERATION PRINCIPALE	1 705 704	1 714 290	1 755 055					
					REMUNERATIONS DES APPRENTIS		4 062	7 759					
					REMUNERATIONS NON TITULAIRES	171 624	147 303	89 748					
				645	COTISATIONS A L' U.R.S.S.A.F.	329 564	323 106	315 182					
					COTISATIONS AUX A.S.S.E.D.I.C.	8 144	6 507	4 084					
					COTISATIONS AUX AUTRES ORGANISMES SOCIAUX	6 564	6 616	6 758					
					COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITES	525 639	529 353	544 640					
					COTISATIONS POUR ASSURANCE DU PERSONNEL	46 962	41 830	38 679					
					VERSEMENT AU F.N.C. DU SUPPLEMENT FAMILIAL		0						
				647	MEDECINE DU TRAVAIL, PHARMACIE	5 615	5 227	4 923					
					PRESTATIONS FAMILIALES DIRECTES	0							
				Total CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES		3 121 987	3 117 114	3 105 748					
		65	AUTRES CHARGES DE GES	651	REDEVANCES POUR CONCESSIONS,BREVETS,LICENCES...		260						
				657	C.A.S.	35 230	35 230	31 000					
				Total AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE		35 230	35 490	31 000					
		67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	671	AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES SUR OPE DE GESTION			2 220					
					INTERETS MORATOIRES ET PENALITES SUR MARCHES		626	0					
				673	TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	452	48	105					
				678	AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES		373						
				Total CHARGES EXCEPTIONNELLES		452	1 047	2 325					
		Total D				3 369 245	3 379 302	3 297 829					
R		013	ATTENUATIONS DE CHARGES	641	RBT SALAIRE ARRET TRAVAIL				33 129	4 301	8 684		
					REMB.SALAIRE.PERS.NON TITULAIR				35				
				Total ATTENUATIONS DE CHARGES					33 164	4 301	8 684		
		70	PRODUITS DE SERVICES, D	706	ENTREES CONCERTS					475			
					REDEVANCE CONSERVATOIRE				269 490	287 626	269 334		
					REDEVANCES ACTION CULTURELLE						0		
				708	PRETS INSTRUMENTS MUSIQUE				18 968	19 998	18 466		
				Total PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES DIVERSES					288 458	308 099	287 801		
		74	DOTATIONS, SUBVENTION	747	AUTRES ORGANISMES					3 763	3 508		
					NANTES METROPOLE						787		
					SUBV ETAT POUR CONSERVATOIRE				54 500	54 000	54 000		
					SUBV.DEPARTEMENT CONSERVATOIRE				24 665				
				748	AUTRES ATTRIBUTIONS ET PARTICIPATIONS				1 000				
				Total DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS					80 165	57 763	58 295		
		75	AUTRES PRODUITS DE GES	752	REVENUS DES IMMEUBLES				619	477	66		
				Total AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE					619	477	66		
		77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	778	PRODUITS EXCEPTIONNELS DIVERS						559		
				Total PRODUITS EXCEPTIONNELS							559		
		Total R							402 406	370 641	355 404		
		Total F				3 369 245	3 379 302	3 297 829	402 406	370 641	355 404		
I	D	20	IMMOBILISATIONS INCORP	203	FRAIS D'ETUDES	14 640	26 544	11 244					
				205	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES	4 063	6 318	5 186					
				Total IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		18 703	32 862	16 430					
		21	IMMOBILISATIONS CORP	215	AUTRE MATERIEL ET OUTIL. D'INCENDIE DEFENSE CIVILE	189	1 158	5 494					
					AUTRES INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGE TECH.	9 462	8 529	9 319					
				218	ACQUIS.EQUIPT.INFORMAT.	10 394	14 388	1 764					
					AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	5 310	19 174	10 283					
					COPIEUR MULTIFONCTION - CONSERVATOIRE		0						
					INSTRUMENTS DE MUSIQUE	35 087	33 435	29 201					
					MATERIEL DE BUREAU ET INFORMATIQUE	11 251		0					
					MOBILIER	2 992	0	1 134					
				Total IMMOBILISATIONS CORPORELLES		74 686	76 685	57 195					
		23	IMMOBILISATIONS EN CO	231	CABLAGE RESEAU INFORMATIQUE		894						
					CONSTRUCTIONS	0							
					TVX CONSERVATOIRE G.FAURE	89 525	53 670	73 306					
				Total IMMOBILISATIONS EN COURS		89 525	54 563	73 306					
		Total D				182 914	164 110	146 932					
R		13	SUBVENTIONS D'INVESTIS	132	DEPARTEMENTS				2 490				
				Total SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES					2 490				
		Total R							2 490				
		Total I				182 914	164 110	146 932	2 490				

Extrait des comptes administratifs du budget principal pour :						CRECHE LES POUSSINS			DEPENSES			RECETTES		
Sectid	Sens	Chap	Lib chap	Nature	Libellé du compte	2018	2019	2020	2018	2019	2020			
F	D	011	CHARGES A CARACTERE G	606	ALIMENTATION	35 323	19 356	76						
					AUTRES FOURNITURES NON STOCKEES	14 187	9 527	8 459						
					EAU ET ASSAINISSEMENT	4 220	3 396	916						
					ELECTRICITE			6 896						
					ENERGIE - ELECTRICITE	23 724	15 194	4 346						
					FOURNITURES ADMINISTRATIVES	543	491	812						
					FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	5 504	3 171	3 285						
					FOURNITURES D'ENTRETIEN		505	394						
					FOURNITURES SCOLAIRES		54	100						
					GAZ			5 315						
				611	RESTAURATION PETITE ENFANCE		9 317	0						
				613	LOCATIONS IMMOBILIERES		183 949	161 781						
					LOCATIONS MOBILIERES	0	119	16 199						
				614	CHARGES LOCATIVES ET DE COPROPRIETE		1 184	12 677						
				615	AUTRES BIENS MOBILIER	1 882	495	3 673						
					BATIMENT MODULAIRE DE LA CRECHE		15 501	291						
					BATIMENTS PUBLICS	5 309	14 662	2 104						
					MAINTENANCE	9 259	10 170	1 694						
					TERRAIN POUR MODULAIRE CRECHE		28 557	3 630						
				616	MULTIRISQUES	3 521	2 577	2 745						
				618	DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE	135	211	365						
					VERSEMENTS A DES ORGANISMES DE FORMATION	9 153	5 941	3 875						
				622	DIVERS		18 174	2 340						
					HONORAIRES			227						
					INDEMNITES AU COMPTABLE ET AUX REGISSEURS	0	212	0						
				623	DIVERS	0	0							
				624	TRANSPORTS DE BIENS		5 112							
				625	MISSIONS	277	639	383						
					VOYAGES ET DEPLACEMENTS	314	346	420						
				626	FRAIS D'AFFRANCHISSEMENT	122	78	126						
					FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS	923	2 682	321						
				627	SERVICES BANCAIRES ET ASSIMILES	105	261	233						
				628	AUTRES SERVICES EXTERIEURS	2 362	1 543	289						
					CONCOURS DIVERS (COTISATIONS ...)	331								
					FRAIS DE GARDIENNAGE (EGLISES, FORETS ET BOIS)	153	257	0						
					FRAIS DE NETTOYAGE DES LOCAUX	806	-284	1 118						
					PRESTATION MEDIATION	0								
					Total CHARGES A CARACTERE GENERAL	118 154	353 397	245 089						
		012	CHARGES DE PERSONNEL	621	ETUDIANTS	1 434								
				633	COTISATIONS CENTRE NATIONAL ET DE GESTION	7 168	7 029	5 527						
					COTISATIONS VERSEES AU F.N.A.L.	3 982	3 905	3 770						
					VERSEMENT DE TRANSPORT	13 538	13 276	12 817						
				641	AUTRES INDEMNITES	121 645	140 489	169 580						
					NBI, SUPPLEMENT FAMILIAL ET INDEMNITE DE RESIDENCE	7 088	8 959	12 853						
					REMUNERATION PRINCIPALE	606 283	647 128	647 384						
					REMUNERATIONS NON TITULAIRES	194 437	133 423	102 812						
				645	COTISATIONS A L' U.R.S.S.A.F.	157 562	146 688	135 316						
					COTISATIONS AUX A.S.S.E.D.I.C.	8 966	5 558	4 281						
					COTISATIONS AUX AUTRES ORGANISMES SOCIAUX	2 332	2 492	2 549						
					COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITES	210 660	213 527	218 668						
					COTISATIONS POUR ASSURANCE DU PERSONNEL	16 221	14 998	14 685						
				647	MEDECINE DU TRAVAIL, PHARMACIE	4 118	2 996	2 404						
					Total CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	1 355 433	1 340 469	1 332 646						
		65	AUTRES CHARGES DE GEST	657	C.A.S.	17 370	17 370	13 350						
				658	AUTRES			0						
					Total AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	17 370	17 370	13 350						
		67	CHARGES EXCEPTIONNEL	673	TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	4 261	201							
					Total CHARGES EXCEPTIONNELLES	4 261	201							
		Total D				1 495 218	1 711 436	1 591 085						
R		013	ATTENUATIONS DE CHARG	641	RBT SALAIRE ARRET TRAVAIL				36 959	21 980	55 040			
					REMB.SALAIRE.PERS.NON TITULAIR				256	0	1 044			
					REMBOURSEMENTS SUR REMUNERATIONS DU PERSONNEL					6 931	692			
					Total ATTENUATIONS DE CHARGES				37 214	28 910	56 776			
		70	PRODUITS DE SERVICES, D	706	REDEVANCES ET DROITS DES SERVICES A CARACT. SOCIAL				213 148	206 433	147 676			
					Total PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES DIVERSES				213 148	206 433	147 676			
		74	DOTATIONS, SUBVENTION	747	AUTRES ORGANISMES				584 324	615 732	586 829			
					Total DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS				584 324	615 732	586 829			
		77	PRODUITS EXCEPTIONNEL	778	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS				11	5				
					PRODUITS EXCEPTIONNELS DIVERS						179			
					Total PRODUITS EXCEPTIONNELS				11	5	179			
		Total R							834 698	851 080	791 461			
		Total F				1 495 218	1 711 436	1 591 085	834 698	851 080	791 461			
I	D	20	IMMOBILISATIONS INCOR	203	FRAIS D'ETUDES		0							
				205	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES	0	0	0						
					Total IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	0	0	0						
		21	IMMOBILISATIONS CORPC	215	AUTRE MATERIEL ET OUTIL D'INCENDIE DEFENSE CIVILE		645							
				218	ACQUIS.EQUIPT.INFORMAT.	794	0	9 278						
					AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 230	13 352	1 788						
					MATERIEL DE BUREAU ET INFORMATIQUE	180								
					MOBILIER	6 039	1 790							
					Total IMMOBILISATIONS CORPORELLES	9 242	15 787	11 066						
		23	IMMOBILISATIONS EN CO	231	AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS DE TERRAINS	20 350	0	0						
					AUTRES TRAVAUX CRECHE	56 732	14 869	587						
					AUTRES TRAVAUX SUR BATIMENTS	590								
					CABLAGE RESEAU INFORMATIQUE	9 392	1 903	0						
					CONSTRUCTIONS			0						
					Total IMMOBILISATIONS EN COURS	87 065	16 772	587						
		Total D				96 307	32 559	11 653						
		Total I				96 307	32 559	11 653						

Extrait des comptes administratifs du budget principal pour :						ECOLE D ARTS DU GRAND ANGOULEME			DEPENSES			RECETTES		
Sectid	Sens	Chap	Lib chap	Nature	Libellé du compte	2018	2019	2020	2018	2019	2020			
F	D	011	CHARGES A CARACTERE G	606	AUTRE ALIMENTATION	570	556	162						
					AUTRES FOURNITURES NON STOCKEES	3 787	1 018	242						
					AUTRES MATIERES ET FOURNITURES	8 063	25 639	14 349						
					EAU ET ASSAINISSEMENT	1 012	394	681						
					ELECTRICITE			5 462						
					ENERGIE - ELECTRICITE	16 125	13 429	8 255						
					FOURNITURES ADMINISTRATIVES	610	72	252						
					FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	739	5 835	4 725						
					GAZ			1 671						
				613	LOCATIONS IMMOBILIERES	0	0	0						
					LOCATIONS MOBILIERES	23	0	0						
				615	AUTRES BIENS MOBILIERES	831	-543							
					BATIMENTS PUBLICS	2 140	15 067	5 949						
					MAINTENANCE	2 640	2 442	2 999						
				616	MULTIRISQUES	1 263	1 191	981						
				618	DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE	59	994	205						
					FRAIS DE COLLOQUES ET SEMINAIRES	0	0							
					VERSEMENTS A DES ORGANISMES DE FORMATION	42	123	163						
				622	DIVERS		0	0						
					INDEMNITES AU COMPTABLE ET AUX REGISSEURS	250	492	0						
				623	ANNONCES ET INSERTIONS	1 012	1 526	2 355						
					CATALOGUES ET IMPRIMES	5 966	2 005	6 417						
					DIVERS	2 998	584	0						
					PUBLICATIONS	0								
				625	MISSIONS	1 490	2 673	772						
					VOYAGES ET DEPLACEMENTS	609	908	630						
				626	FRAIS D'AFFRANCHISSEMENT	486	395	265						
					FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS	2 616	6 647	3 606						
				628	AUTRES SERVICES EXTERIEURES	2 625	14 017	23 312						
					CONCOURS DIVERS (COTISATIONS ...)	995	795	580						
					FRAIS DE GARDIENNAGE (EGLISES, FORETS ET BOIS)	205	101	0						
				Total CHARGES A CARACTERE GENERAL		57 154	96 360	84 033						
		012	CHARGES DE PERSONNEL	621	AUTRE PERSONNEL EXTERIEUR	0	0	0						
				633	COTISATIONS CENTRE NATIONAL ET DE GESTION	2 529	2 869	2 403						
					COTISATIONS VERSEES AU F.N.A.L.	1 405	1 594	1 617						
					VERSEMENT DE TRANSPORT	4 777	5 420	5 498						
				641	AUTRES EMPLOIS D'INSERTION		0							
					AUTRES INDEMNITES	27 194	58 789	62 298						
					NBI, SUPPLEMENT FAMILIAL ET INDEMNITE DE RESIDENCE	871	1 526	2 638						
					REMUNERATION PRINCIPALE	134 853	141 037	144 763						
					REMUNERATIONS NON TITULAIRES	138 529	141 007	139 669						
				645	COTISATIONS A L'U.R.S.S.A.F.	69 575	80 957	80 742						
					COTISATIONS AUX A.S.S.E.D.I.C.	6 756	6 969	7 042						
					COTISATIONS AUX AUTRES ORGANISMES SOCIAUX	459	452	486						
					COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITES	53 874	55 389	58 407						
					COTISATIONS POUR ASSURANCE DU PERSONNEL	3 409	4 191	2 248						
				647	MEDECINE DU TRAVAIL, PHARMACIE	1 175	830	779						
				648	AUTRES CHARGES	0	0							
				Total CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES		445 407	501 032	508 589						
		65	AUTRES CHARGES DE GEST	657	C.A.S.	5 460	6 060	5 600						
				Total AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE		5 460	6 060	5 600						
		67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	671	AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES SUR OPE DE GESTION			0						
				673	TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)		204	117						
				Total CHARGES EXCEPTIONNELLES			204	117						
		Total D				508 021	603 656	598 339						
R		013	ATTENUATIONS DE CHARGES	609	D'APPROVISIONNEMENTS NON STOCKES					206				
				641	RBT S/REMUNERATION PERSONNEL						879			
					REMB.SALAIRE.PERS.NON TITULAIR						753			
				Total ATTENUATIONS DE CHARGES						206	1 632			
		70	PRODUITS DE SERVICES, DOTATIONS, SUBVENTION	706	REDEVANCES ECOLE D ARTS DU GRAND ANGOULEME				94 391	101 230	78 632			
				Total PRODUITS DE SERVICES, DOTATIONS, SUBVENTION					94 391	101 230	78 632			
		74	DOTATIONS, SUBVENTION	747	AUTRES					587				
					DEPARTEMENTS				2 400	7 700	6 800			
				Total DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS					2 400	8 287	6 800			
		77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	773	MANDATS ANNULES SUR EXERCICES ANTERIEURS						48			
				778	PRODUITS EXCEPTIONNELS DIVERS						62			
				Total PRODUITS EXCEPTIONNELS							110			
		Total R							96 791	109 722	87 174			
		Total F				508 021	603 656	598 339	96 791	109 722	87 174			
I	D	20	IMMOBILISATIONS INCORP	205	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES	5 256	12 652	11 622						
				Total IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		5 256	12 652	11 622						
		21	IMMOBILISATIONS CORP	215	AUTRES INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGE TECH.	0	6 527	4 510						
				218	ACQUIS.EQUIPT.INFORMAT.	246	9 770	7 068						
					AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES		0	9 496						
					MATERIEL DE BUREAU ET INFORMATIQUE	6 181								
					MOBILIER		0	0						
				Total IMMOBILISATIONS CORPORELLES		6 427	16 297	21 074						
		23	IMMOBILISATIONS EN COURS	231	CABLAGE RESEAU INFORMATIQUE	782	0	4 489						
					GROSSES REPARATIONS	2 331								
					TRAVAUX LOCAUX PR ECOLE D ART	0	1 396	0						
					TVX ECOLE D ARTS DU GRAND ANGOULEME	52 233	5 128	17 274						
				Total IMMOBILISATIONS EN COURS		55 346	6 524	21 763						
		Total D				67 029	35 473	54 460						
		Total I				67 029	35 473	54 460						

Extrait des comptes administratifs du budget principal pour :				NAUTILIS		DEPENSES			RECETTES		
Secteur	Sens	Chap	Lib chap	Nature	Libellé du compte	2018	2019	2020	2018	2019	2020
F	D	011	CHARGES A CARACTERE G	606	ALIMENTATION	286	1 307	564			
					AUTRE ALIMENTATION	4 209	1 272	399			
					AUTRES FOURNITURES NON STOCKABLES		34 808				
					AUTRES FOURNITURES NON STOCKEES	31 742	36 393	20 819			
					COMBUSTIBLES	1 774	15 723	1 330			
					EAU ET ASSAINISSEMENT	91 261	139 352	98 311			
					ELECTRICITE			269 028			
					ENERGIE - ELECTRICITE	558 981	545 706	55 108			
					FOURNITURES ADMINISTRATIVES	4 472	5 367	3 212			
					FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	23 513	20 255	38 694			
					FOURNITURES D'ENTRETIEN	318	866	2 071			
					GAZ			125 213			
					PETITS DÉJEUNERS	1 555	1 082	725			
					VETEMENTS DE TRAVAIL	5 894	6 719	3 919			
				611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	1 466	1 366	8 076			
				613	LOCATIONS MOBILIERES	5 332	7 214	5 815			
				615	AUTRES BIENS MOBILIERES	814	421	4 828			
					BATIMENTS PUBLICS	58 257	97 219	58 113			
					MAINTENANCE	224 953	179 930	283 241			
					MATERIEL ROULANT	2 941	77	159			
					TERRAINS	3 069	995	0			
				616	MULTIRISQUES	13 297	9 667	8 078			
				618	DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE	123	1 793	512			
					FRAIS DE COLLOQUES ET SEMINAIRES	590	290	110			
					VERSEMENTS A DES ORGANISMES DE FORMATION	1 337	12 640	13 212			
				622	FRAIS D'ACTES ET DE CONTENTIEUX	12 300	15 444	36 293			
					INDEMNITES AU COMPTABLE ET AUX REGISSEURS	936	1 254	173			
				623	ANNONCES ET INSERTIONS	3 767	7 595	2 387			
					CATALOGUES ET IMPRIMES	5 294	3 307	2 015			
					DIVERS	12 555	7 694	9 778			
				624	TRANSPORTS DE BIENS	0	1 260	124			
				625	MISSIONS	1 465	1 866	604			
					VOYAGES ET DEPLACEMENTS	26	106	1 260			
				626	FRAIS D'AFFRANCHISSEMENT	834	957	617			
					FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS	9 438	13 089	12 198			
				627	SERVICES BANCAIRES ET ASSIMILES	2 657	2 681	1 970			
				628	ADHESION SYND. NAT. PATINOIRES	350	350	350			
					AUTRES SERVICES EXTERIEURS	28 484	23 755	7 808			
					FRAIS DE GARDIENNAGE (EGLISES, FORETS ET BOIS)	33 236	50 095	68 063			
					FRAIS DE NETTOYAGE DES LOCAUX	236 497	217 002	190 746			
					PRESTATION MEDIATION		6 800	11 580			
				635	AUTRES DROITS	2 849	3 907	4 241			
					TAXES ET IMPOTS SUR LES VEHICULES	240	0	88			
					TAXES FONCIERES	4 633	3 442	1 430			
				637	AUTRES IMPOTS, TAXES ET VERS. ASSIMILES (AUTRES)	32					
				Total CHARGES A CARACTERE GENERAL		1 391 778	1 481 068	1 353 259			
		012	CHARGES DE PERSONNEL	621	AUTRE PERSONNEL EXTERIEUR			333			
				633	COTISATIONS CENTRE NATIONAL ET DE GESTION	10 835	10 722	8 346			
					COTISATIONS VERSEES AU F.N.A.L.	6 106	5 944	5 410			
					VERSEMENT DE TRANSPORT	20 763	20 209	18 392			
				641	AUTRES INDEMNITES	228 054	281 775	294 384			
					NBI, SUPPLEMENT FAMILIAL ET INDEMNITE DE RESIDENCE	21 058	21 285	21 197			
					REMUNERATION PRINCIPALE	734 119	757 373	760 158			
					REMUNERATIONS DES APPRENTIS	21 450	21 861	16 989			
					REMUNERATIONS NON TITULAIRES	451 823	380 503	273 513			
				645	COTISATIONS A L' U.R.S.S.A.F.	260 038	250 729	217 378			
					COTISATIONS AUX A.S.S.E.D.I.C.	21 848	17 033	12 894			
					COTISATIONS AUX AUTRES ORGANISMES SOCIAUX	2 939	3 030	3 040			
					COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITES	257 142	264 877	258 915			
					COTISATIONS POUR ASSURANCE DU PERSONNEL	19 207	18 621	17 800			
				647	MEDECINE DU TRAVAIL, PHARMACIE	10 100	7 850	6 116			
					PRESTATIONS FAMILIALES DIRECTES	0	0				
				Total CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES		2 065 482	2 061 813	1 914 865			
		65	AUTRES CHARGES DE GEST	657	C.A.S.	18 358	18 358	15 500			
					SUBV. FONCTIONNEMENT ASSOCIATIONS ET AUTRES	0	33 156	0			
				Total AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE		18 358	51 514	15 500			
		67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	671	AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES SUR OPE DE GESTION			784			
				673	TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	406	823	78			
				Total CHARGES EXCEPTIONNELLES		406	823	862			
		Total D				3 476 024	3 595 217	3 284 487			
R		013	ATTENUATIONS DE CHARGES	641	RBT S/REMUNERATION PERSONNEL				10 164	3 971	782
					RBT SALAIRE ARRET TRAVAIL						10 923
					REMB.SALAIRE,PERS NON TITULAIR						131
					REMBOURSEMENTS SUR REMUNERATIONS DU PERSONNEL					1 232	860
				645	REMBOURSEMENTS SUR CHARGES DE S.S ET PREVOYANCE				24		
				Total ATTENUATIONS DE CHARGES					10 188	5 202	12 697
		70	PRODUITS DE SERVICES, D	703	AUTRES DROITS DE STATIONNEMENT ET DE LOCATION				4 962		67 168
				706	AFFUTAGE PATINS				447	214	212
					AUTRE PRESTATIONS NAUTILIS				12 037	11 899	4 103
					DROIT CARACT. LOISIR PATINOIRE				98 548	85 857	80 156
					DROIT CARACT. LOISIR PISCINE				971 413	916 455	530 122
					DROIT CARACT.SPORTIF PATINOIRE				1 209	896	2 957
					DROITS CARACT. SPORTIF PISCINE				163 548	159 159	127 651
					LOCATION DE PATINS				59 756	44 446	52 039
				708	AUX COMMUNES MEMBRES DU GFP				3 144		
				Total PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES DIVERSES					1 310 103	1 223 887	864 408
		77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	771	DEDITS ET PENALITES PERCUES					4 917	
				773	MANDATS ANNULES SUR EXERCICES ANTERIEURS				240	3 325	
				778	PRODUITS EXCEPTIONNELS DIVERS				13 370		691
				Total PRODUITS EXCEPTIONNELS					13 611	8 241	691
		78	REPRISES SUR AMORTISSE	781	REP. SUR PROV. PR DEPREC. DES ACTIFS CIRCULANTS						265 570
				Total REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS							265 570
		Total R							1 333 902	1 237 331	1 143 365
		Total F				3 476 024	3 595 217	3 284 487	1 333 902	1 237 331	1 143 365
I	D	20	IMMOBILISATIONS INCORP	203	FRAIS D'ETUDES		0				
					FRAIS D'INSERTION		1 296	864			
				205	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES	0	0	0			
				Total IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		0	1 296	864			
		21	IMMOBILISATIONS CORP	215	AUTRE MATERIEL ET OUTIL. D'INCENDIE DEFENSE CIVILE		422	0			
					AUTRES INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGE TECH.	37 985	85 927	100 011			
				218	ACQUIS.EQUIPT.INFORMAT.	22 319	26 232	4 266			
					AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	24 606	39 687	22 249			
					MATERIEL DE BUREAU ET INFORMATIQUE	2 089		0			
					MATERIEL DE TRANSPORT	0	0	31 776			
					MOBILIER	5 504	1 432	3 686			
				Total IMMOBILISATIONS CORPORELLES		92 502	153 700	161 989			
		23	IMMOBILISATIONS EN CO	231	AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS DE TERRAINS	19 342	11 839	503			
					AUTRES TRAVAUX SUR BATIMENTS	114 243	195 973	147 764			
					CABLAGE RESEAU INFORMATIQUE	50 325	5 116	0			
					CONSTRUCTIONS	44 471	20 374	929 715			
					ELEMENTS MOBILES	10 200	0	0			
					INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES		0				
				Total IMMOBILISATIONS EN COURS		238 581	233 303	1 077 982			
		Total D				331 083	388 298	1 240 835			
R		13	SUBVENTIONS D'INVESTIS	132	ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX				0	44 772	
			Total SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES						0	44 772	
		23	IMMOBILISATIONS EN CO	231	CONSTRUCTIONS						6 784
			Total IMMOBILISATIONS EN COURS								6 784
		Total R							0	44 772	6 784
		Total I				331 083	388 298	1 240 835	0	44 772	6 784

Extrait des comptes administratifs du budget principal pour :						STADE D ATHLETISME			DEPENSES			RECETTES		
Sectid	Sens	Chap	Lib chap	Nature	Libellé du compte	2018	2019	2020	2018	2019	2020			
F	D	011	CHARGES A CARACTERE G	606	AUTRES FOURNITURES NON STOCKEES	2 915	3 119	4 022						
					EAU ET ASSAINISSEMENT	7 899	1 536	4 663						
					ELECTRICITE			9 077						
					ENERGIE - ELECTRICITE	23 449	16 046	2 996						
					FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	4 877	2 474	1 630						
					GAZ			5 268						
				611	CONTRAT PRESTATIONS PPP	114 869	110 358	96 965						
				615	AUTRES BIENS MOBILIERIS	0	781	240						
					BATIMENTS PUBLICS	0	74	0						
					MAINTENANCE	1 432	1 351	2 233						
					MATERIEL ROULANT	0	119	27						
					TERRAINS	384	0	0						
				616	MULTIRISQUES	2 031	792	267						
				618	VERSEMENTS A DES ORGANISMES DE FORMATION	0	2 235	529						
				625	MISSIONS	0	422	0						
					VOYAGES ET DEPLACEMENTS	0	0	210						
				626	FRAIS D'AFFRANCHISSEMENT	6	93	1						
					FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS	2 532	3 047	1 642						
				628	AUTRES SERVICES EXTERIEURS	36	359	259						
					FRAIS DE GARDIENNAGE (EGLISES, FORETS ET BOIS)	205	412	1 012						
				635	TAXES ET IMPOTS SUR LES VEHICULES	69								
			Total CHARGES A CARACTERE GENERAL			160 703	143 219	131 041						
		012	CHARGES DE PERSONNEL	633	COTISATIONS CENTRE NATIONAL ET DE GESTION	717	817	621						
					COTISATIONS VERSEES AU F.N.A.L.	432	454	415						
					VERSEMENT DE TRANSPORT	1 468	1 544	1 409						
				641	AUTRES INDEMNITES	25 177	28 161	30 031						
					EMPLOIS D'AVENIR	15 011								
					NBI, SUPPLEMENT FAMILIAL ET INDEMNITE DE RESIDENCE	1 428	3 157	4 335						
					REMUNERATION PRINCIPALE	65 833	81 500	82 347						
					REMUNERATIONS NON TITULAIRES	4 530	7 515							
				645	COTISATIONS A L' U.R.S.S.A.F.	12 741	15 378	12 793						
					COTISATIONS AUX A.S.S.E.D.I.C.	968	355							
					COTISATIONS AUX AUTRES ORGANISMES SOCIAUX	264	326	330						
					COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITES	21 886	26 335	26 235						
					COTISATIONS POUR ASSURANCE DU PERSONNEL	1 358	2 739	1 915						
				647	MEDECINE DU TRAVAIL, PHARMACIE	242	246	321						
			Total CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES			152 055	168 529	160 753						
		65	AUTRES CHARGES DE GEST	657	C.A.S.	1 490	1 490	1 725						
			Total AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE			1 490	1 490	1 725						
		66	CHARGES FINANCIERES	661	INTERETS PPP	173 078	172 476	170 812						
				668	AUTRES	19 351	19 351	19 351						
			Total CHARGES FINANCIERES			192 429	191 828	190 163						
Total D						506 677	505 065	483 681						
R		013	ATTENUATIONS DE CHARG	609	D'APPROVISIONNEMENTS NON STOCKES					207	-103			
				641	RBT S/REMUNERATION PERSONNEL					3 845	420			
					RBT SALAIRE ARRET TRAVAIL				5 967		307			
			Total ATTENUATIONS DE CHARGES						5 967	4 051	624			
		74	DOTATIONS, SUBVENTION	747	EMPLOIS D'AVENIR				5 582	4 564	3 423			
			Total DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS						5 582	4 564	3 423			
		75	AUTRES PRODUITS DE GES	752	REVENUS DES IMMEUBLES				2 526	4 353	3 079			
			Total AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE						2 526	4 353	3 079			
		77	PRODUITS EXCEPTIONNEL	771	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS SUR OPE. DE GEST.						12 704			
					DEDITS ET PENALITES PERCUES					2 575	28 739			
			Total PRODUITS EXCEPTIONNELS							2 575	41 443			
Total R									14 074	15 543	48 569			
Total F						506 677	505 065	483 681	14 074	15 543	48 569			
I	D	16	EMPRUNTS ET DETTES ASS	167	DETTE AFFERENTES AUX M.E.T.P. ET P.P.P.	174 503	175 104	176 769						
			Total EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES			174 503	175 104	176 769						
		21	IMMOBILISATIONS CORPC	218	ACQUIS.EQUIPT.INFORMAT.		503	29 172						
					AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	30 011	4 754	3 081						
					MATERIEL DE BUREAU ET INFORMATIQUE	0		0						
					MOBILIER	0	414	0						
			Total IMMOBILISATIONS CORPORELLES			30 011	5 671	32 253						
		23	IMMOBILISATIONS EN CO	231	AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS DE TERRAINS	17 092	4 302	691						
					CONSTRUCTIONS	0	0							
			Total IMMOBILISATIONS EN COURS			17 092	4 302	691						
Total D						221 605	185 077	209 712						
R		13	SUBVENTIONS D'INVESTIS	132	REGIONS				0					
			Total SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES						0					
Total R									0					
Total I						221 605	185 077	209 712	0					

LEXIQUE

Attribution de compensation :

Le mécanisme des attributions de compensation a été créé par la loi n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République. Il a pour objet de garantir la neutralité budgétaire des transferts de ressources opérés lorsqu'un établissement public de coopération intercommunale (EPCI) opte pour le régime de la fiscalité professionnelle unique (anciennement taxe professionnelle unique) et lors de chaque transfert de compétence entre l'EPCI et ses communes membres. Ce mécanisme est prévu aux IV et au V de l'article 1609 nonies C du code général des impôts (CGI).

Capacité d'autofinancement :

Elle est égale à la différence entre les recettes réelles de fonctionnement et les dépenses réelles de fonctionnement (y compris les frais financiers et le résultat exceptionnel). L'excédent sert à financer les dépenses d'investissement et le remboursement du capital de la dette

Compte administratif :

Le compte administratif est le document qui retrace, par rapport aux prévisions autorisées par l'Assemblée délibérante, les opérations budgétaires réalisées au cours d'un exercice et fait apparaître le résultat de clôture.

Epargne brute / Epargne nette :

L'épargne brute est égale à la différence entre les recettes et les dépenses de gestion (épargne de gestion) à laquelle on a retranché les intérêts de la dette ainsi que les produits et charges exceptionnels. Elle équivaut à la capacité d'autofinancement. Si on soustrait le remboursement du capital de la dette à l'épargne brute, on obtient l'épargne nette.

Fonds de compensation de la TVA (FCTVA) :

C'est une dotation de l'Etat destinée à compenser, sur les bases d'un taux forfaitaire, la TVA que les collectivités locales ont supportée sur leurs investissements de l'année.

Fonds de roulement

Le fonds de roulement au 1er janvier correspond au résultat global de clôture du compte administratif de l'exercice précédent, c'est-à-dire au cumul des excédents ou déficits antérieurs. C'est la somme de l'excédent ou du déficit de clôture, pour l'exercice précédent, de la section de fonctionnement et de la section d'investissement.

Section de fonctionnement / Section d'investissement

La section de fonctionnement enregistre les opérations courantes qui se renouvellent régulièrement et constituent des charges et des produits à caractère définitif (charges de personnel, fournitures, intérêts des emprunts, prestations de services, etc.). La section d'investissement retrace les opérations relatives au patrimoine de la communauté d'agglomération (acquisitions, ventes, travaux...). Ces opérations sont souvent étalées sur plusieurs années et, aux côtés de l'autofinancement, l'emprunt peut concourir à leur financement.

BHNS : Bus à Haut Niveau de Services

CFE : Cotisation Foncière des Entreprises

CVAE : Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises

EPCI : Etablissement Public de Coopération Intercommunale

FNGIR : Fonds National de Garantie Individuelle de Ressources

FPIC : Fonds national de Péréquation des ressources Intercommunales et Communes

IFER : Impôt Forfaitaire sur les Entreprises de Réseaux

REOM : Redevance d'Enlèvement des Ordures Ménagères

TASCOM : Taxe sur les Surfaces Commerciales

TH : Taxe d'Habitation

TFB : Taxe Foncière sur les propriétés Bâties

TFNB : Taxe Foncière sur les propriétés Non Bâties

TEOM : Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères